

ISRAËL LES 70 PREMIÈRES ANNÉES | **LYCÉENS** GÉNÉRATION ISLAMISTE

CAUSEUR.fr

CAUSEUR

MOUVEMENT ÉTUDIANT LE PRINTEMPS DE L'IGNORANCE



ISSN 1966-6055
Belg : 6,60 € - Lux : 6,60 € - Suisse : 10,60 CHF - Canada : 12,50 CAD - Maroc : 66 MAD - Dom surface : 6,60 €

M 02252 - 57S - F : 5,90 € - RD



www.causeur.fr – Surtout si vous n'êtes pas d'accord – mensuel n° 57 – mai 2018



KEREN HAYESSOD קרן היסוד
POUR LE PEUPLE D'ISRAËL



Grâce à votre IFI, renforcez leur lien à Israël !

SPÉCIAL IFI (EX-ISF)
- 75 % DE DÉDUCTION FISCALE

Soutenez le programme MASSA,
séjours éducatifs de 5 à 12 mois en Israël

Faites votre don IFI (ex-ISF)

sur keren-hayessod.fr (cerfa en ligne)

ou par chèque, à l'ordre de la **Fondation France Israël**
Renseignements en toute confidentialité auprès de Johanna Guetta
01 77 37 70 90

Vous pouvez également soutenir le programme MASSA dans le cadre de l'Impôt sur le Revenu (- 66% de déduction) :
chèque à l'ordre du Keren Hayessod

Merci d'adresser vos chèques au Keren Hayessod - 10, place de Catalogne 75014 Paris

ANTISÉMITISME: ILS EN ONT PARLÉ!

C'est vrai, mais il ne faut pas le dire. Depuis quinze ans, au bas mot, l'existence d'un antisémitisme que l'on continue, bizarrement, à dire nouveau pour éviter de dire d'où il vient, est le secret de polichinelle le mieux gardé de la République. Des palais du gouvernement aux bistrot, tout le monde sait qu'il existe, qu'il n'est pas le fait de crânes rasés, mais de barbus, que c'est à cause de lui que des juifs quittent le pays : aussi surprenant que cela soit pour un journaliste de France Inter, on peut vivre avec des vieux crabes qui chantent des chants nazis, pas avec des gens qui agressent vos gosses. Il n'y a plus un enfant juif, aujourd'hui, dans les écoles publiques de Seine-Saint-Denis, tout le monde le sait, et tout le monde sait pourquoi : parce que dans la France d'aujourd'hui, il est, sinon impossible, très difficile pour des juifs « isolés » de vivre dans des quartiers majoritairement peuplés de musulmans. C'est un fait. Et si c'est vrai, on doit le dire. Pour de nombreux juifs, et pour tous les Français qui pensent que l'antisémitisme n'est pas le problème des juifs, mais celui de la France, le plus désespérant n'est pas la peur mais le déni, le plus révoltant n'est même pas la haine islamiste (dont ils ne sont d'ailleurs pas, tant s'en faut, les seules cibles), mais l'indifférence ou le scepticisme de nombre de leurs concitoyens, l'indignation sélective de presque toute la gauche politique, culturelle et médiatique, qui ne voit les antisémites que quand ils sont bien de chez nous. L'émotion suscitée dans tout le pays par la mort de Mireille Knoll, la onzième citoyenne française assassinée parce qu'elle était juive depuis 2006, puis la parution, dans *Le Parisien* du 22 avril, d'un « Manifeste contre le nouvel antisémitisme » signé par 300 personnalités dont Nicolas Sarkozy, Manuel Valls et Laurent Wauquiez, ont fait penser à beaucoup que le mur du silence avait enfin cédé sous les coups de boutoir du réel. Pas de périphrase ni d'euphémisation et encore moins d'excuse sociale : la plume de Philippe Val n'a pas tremblé quand il a rédigé ce texte qui établit un lien direct entre la recrudescence des actes antijuifs et la terreur que font régner les islamistes sur les musulmans de France, affirme que « l'antisémitisme musulman est la plus grande menace qui pèse sur l'islam du XXI^e siècle », et appelle l'islam de France à ouvrir la voie de la réforme en frappant d'obsolescence « les versets du Coran appelant au meurtre et au châtiement des juifs, des chrétiens et des incroyants ». Les signataires s'attendaient à susciter quelques remous et même, on peut toujours rêver, un débat sur la meilleure façon de nommer les choses. Au lieu de quoi on a d'abord assisté à diverses leçons de maintien prodiguées par des éditorialistes offusqués et des politiques circonspects, regrettant que le manifeste emploie

tel terme plutôt qu'un autre et prenne l'exemple de ceci plutôt que de cela. « *Texte à côté de la plaque* », tweetait sobrement La France insoumise, où on doit tenir l'antisémitisme pour un sujet casse-gueule. Il aurait fallu « *maîtriser son expression* », regrettait Laurent Joffrin, professoral. Quant à Claude Askolovitch, qui a eu le temps, en moins de 24 heures, d'écrire 30 pages en réponse au manifeste, il n'a visiblement pas trouvé celui de le lire. En effet, il y a par exemple trouvé l'idée que « *la défense du juif implique le refus de l'islam* ». Qu'un homme aussi subtil ne comprenne pas la différence entre le refus de l'islam et le refus de certaines de ses expressions, voilà qui laisse songeur.

On a aussi eu droit à de multiples variations sur l'air rebattu du « pas d'amalgame », jusqu'à celle de Jean-Pierre Chevènement, qu'on a connu mieux inspiré : le président de la Fondation pour l'islam de France a estimé qu'il était « *dangereux de désigner "un nouvel antisémitisme musulman", comme si tous les musulmans avaient tété l'antisémitisme avec le lait de leur mère* ». On aimerait comprendre pourquoi il est dangereux de désigner « un nouvel antisémitisme musulman » : est-ce parce qu'il n'existe pas ou parce qu'il existe, mais qu'il ne faut pas le dire ?

Mais le plus édifiant a été la réaction outragée et pour une fois unanime des autorités musulmanes qui ont fait assaut de susceptibilité. Dalil Boubakeur, recteur de la mosquée de Paris (qui est d'ailleurs traité de « Français » dans les quartiers salafisés) a évoqué « *le procès injuste et délirant d'antisémitisme fait aux citoyens français de confession musulmane et à l'islam de France* », tandis qu'une trentaine d'imams estimaient que l'idée selon laquelle le Coran contenait des appels au meurtre était d'une « *violence inouïe* » – cela signifie-t-il qu'elle est fausse ou qu'elle est dangereuse ? Aurait-on mal lu les versets concernés ? Sur ce point, silence radio.

L'indignation de ces honorables hommes de foi devant les crimes antisémites est parfaitement sincère. Seulement, il y a toujours un mais, et même plusieurs. Mais les discriminations. Mais les amalgames. Mais il ne faut pas confondre la religion d'amour et de paix avec l'islamisme. Personne ne prétend que tous les musulmans soient antisémites, en tout cas, pas les signataires de la tribune. Reste que, si l'antisémitisme n'a rien à voir avec l'islam, il faudra bien nous expliquer pourquoi tant de juifs quittent les banlieues islamisées comme ils ont quitté il y a plus d'un demi-siècle pratiquement toutes les terres d'islam. Sans doute une de leurs étranges lubies. •

1. J'ai oublié d'envoyer ma signature, mais le cœur y était. Bravo à Philippe Val pour cette opération.

CAUSEUR

Directeur de la publication
Gil Mihaely

Directrice de la rédaction
Élisabeth Lévy

Directeur adjoint de la rédaction
Daoud Boughezala

Rédaction en chef
Kevin Erkeletyan, Jérôme Leroy (pages culture).

Rédaction
Hervé Algalarrondo, Sami Biasoni, Cyril Bennasar, Laurent Cantamessi, Paulina Dalmayer, David Desgouilles, Alain Finkelkraut, Jean-Luc Gréau, Basile de Koch, Roland Jaccard, Jean-Paul Lilienfeld, Patrick Mandon, Olivier Ranson, Luc Rosenzweig, Frédéric Rouvillois.

Correction
Frédéric Baquet

Secrétaire de rédaction
Cécile Michel

Ont participé à ce numéro
François-Xavier Ajavon, Jérôme Blanchet-Gravel, Françoise Bonardel, Anne-Sophie Chazaud, Benoît Duteurtre, Lucien Ehrard, Thomas Fauré, Patrice Jean, Aviad Kleinberg, Pierre Lamalattie, Thomas Morales, Anne-Sophie Nogaret, Mark Porter, Ana Pouvreau, Stéphane Rozès, Erwan Seznec, Jean-Philippe Vincent.

Direction artistique
Aymeric Dutheil

Iconographie
Alexandre Deneff

Direction marketing et commerciale
Marina Leroux
Charles Lévy
Adrien Paviot
01 84 79 01 34

Distribution
Presstalis

Gestion de la diffusion en points de vente
BO Conseil Analyse Média Etude
Otto Borscha - oborscha@boconseilame.fr
09 67 32 09 34 (contact points de vente)

Abonnements et anciens numéros :
www.causeur.fr/boutique
01 84 79 01 35
(Du lundi au vendredi 10h – 17h)
ou clients@causeur.fr

Impression
Berger Levraut Graphique
2780, route de Villey Saint-Étienne
54200 Toul

Image de couverture
© Denis Meyer / hanslucas.com

Causeur est édité par Causeur.fr
SAS au capital de 101 900 euros - RCS Paris
Siret 504 830 969 000 29 Naf 5814 Z.
Dépôt légal à parution - ISSN 1966-6055.
Commission paritaire : 0320 D 90295.
Enregistrement CNIL 1296122.
32, rue du Faubourg-Poissonnière
75010 Paris
01 84 79 01 35 / info@causeur.fr
www.causeur.fr

SOMMAIRE N° 57 – MAI 2018

3

L'éditorial d'Élisabeth Lévy

Antisémitisme : ils en ont parlé !

10

Pichonneau et le confort de l'âme

Patrice Jean

13

Maurice Gouyette, un destin français

François Gouyette

16

Islamisme, quand la sociologie se réveillera

Élisabeth Lévy

22

Allô Coran bobo...

Daoud Boughezala

24

Vannes, la dérive stupéfiante

Erwan Seznec

28

Tu finiras zadiste, mon fils

Cyril Bennasar

30

Un président ne devrait pas dire ça

Stéphane Rozès

32



Pierre Manent Les animaux politiques ont aussi des droits

Propos recueillis par Daoud Boughezala,
Élisabeth Lévy et Gil Mihaely

38

Israël, terre trop promise

Aviad Kleinberg

44

Grande-Bretagne, bobo roi

Ana Pouvreau et Mark Porter

48

Scandale Facebook, la partie émergée du Zuckerberg

Thomas Fauré

50



Europe, Macron le dernier des fédéralistes

Luc Rosenzweig

52

La démondialisation ne sera pas un dîner de gala

Jean-Luc Gréau

54

L'esprit de l'escalier

Alain Finkelkraut

**MOUVEMENT
ÉTUDIANT
LE PRINTEMPS DE
L'IGNORANCE**

60

Gauchos, hors de nos facs !

Élisabeth Lévy

63

Les bidonvilles de l'ignorance

Alain Finkelkraut

64

La révolte des bac + zéro

Anne-Sophie Nogaret et Erwan Seznec

72

La fabrique des perdants

Jean-Philippe Vincent

**CULTURE &
HUMEURS**

78

Le français d'abord !

Benoît Duteurtre

82



Boris Pahor, une vie parmi les ombres

Daoud Boughezala

85

D'Annunzio, marin mené en bateau

Daoud Boughezala

86



Delacroix, classique révolutionnaire

Pierre Lamalattie

90

L'odeur de la sainteté

Françoise Bonardel

94

INA, vive la télé de papa !

Thomas Morales

96

Les carnets de Roland Jaccard

98

Le journal de l'ouvreuse

**Prochaine parution :
le 6 juin 2018**

La veuve et les orphelins

Par Cyril Bennasar

Quand j'entends Johnny Hallyday chanter *Gabrielle*, ça ne loupe pas, je retrouve le gosse de 12 ans que j'étais, ce soir de l'été 1976 où j'ai pris cette chanson en plein cœur pour la première fois. Je me souviens parfaitement du choc, de cette porte qui s'ouvrait sur un monde étrange et brûlant, obsédant, furieusement et farouchement sexuel.

Depuis quarante ans, la chanson a gardé son pouvoir magique. Chaque fois, quand la voix en or massif de notre King se pose sur les premiers sons de guitare, je monte le son et retrouve la sensation d'un nouveau dépucelage rock'n'roll. Même quand j'ai compris que notre Johnny était aussi le roi des cons et la risée du monde, la puissance de *Gabrielle* est toujours restée intacte.

Les choses sont en train de changer. Depuis que la matrone et les rejetons s'étripent pour l'héritage et ne se causent plus sur tous les médias, depuis que la cour s'est déchirée et que les tirs croisés volent de plus en plus bas, depuis que leurs baveux respectifs dissimulent mal leurs calculs sordides sous des airs grand seigneur, je n'entends plus *Gabrielle* comme avant. La nympho magnifique et vampirique est devenue une intrigante, une petite salope arriviste et vénale. Aujourd'hui, quand j'entends la chanson, je ne vois plus que des actes notariés et des mises en demeure, des assignations et des saisies, des contestations et des requêtes, des appels et des cassations, et à la manœuvre dans ces procédures minables, des huissiers, des notaires et des comptables.

Cette famille comme les autres en bisbille est en train de me gâcher mon plaisir solitaire, mon feu au cul chanté, ma claque dans le sang. J'en arrive à prier pour qu'on rouvre la tombe du couillon au frais sur son île, qu'on y fourre la veuve près de ses sous avec les deux artistes, qu'on referme le tout sous une dalle de béton armé et qu'on n'en parle plus, qu'on ne m'en parle plus.

Avant, dans certaines civilisations disparues, la coutume voulait, à la mort du roi, de l'empereur ou du pharaon, que l'on immolât la veuve, que l'on donne tous les pouvoirs au successeur, et que l'on réduise le reste de la descendance au silence par toutes sortes de moyens. Décidément, c'était mieux avant. •

Printemps arabe en Iran

Par Anne-Sophie Chazaud



Rien ne va plus entre Téhéran et les Arabes. Malgré ses grandes proclamations panislamiques, l'Iran reste l'héritier de l'Empire perse dont les racines indo-européennes lui font dédaigner ses voisins... et citoyens arabes. Car sur 80 millions d'Iraniens, deux millions appartiennent à la minorité arabe concentrée dans la province du Khouzestan, au sud-ouest du pays. À la frontière avec l'Irak, le long du fleuve Chatt al-Arab que revendiquait naguère Saddam Hussein, les citoyens arabes de la République islamique d'Iran se sentent brimés. Et la moindre étincelle suffit à embraser cette région aussi pauvre que pétrolière.

Au début du printemps, l'émission pour enfants de la chaîne iranienne TV Channel 2 s'est amusée à représenter chaque minorité du pays par une figurine, mais a malencontreusement oublié les Arabes. Depuis, le Khouzestan est secoué par de vastes émeutes identitaires et sociales. D'après la chaîne émiratie al-Arabiya, les milliers de manifestants arabes sont notamment des ouvriers agricoles que les sociétés détenues par d'anciens Gardiens de la révolution (*pasdaran*) ne paient plus depuis un an. Suprême ironie, ce sont justement les pasdaran qui répriment le mouvement à coups de gaz lacrymogène, de bâtons et de balles réelles, arrêtant 400 insurgés promis à des parodies de procès. De telles tensions incitent les plus débrouillards à l'exil. Cela tombe bien : après vingt-sept ans d'interruption, un pays européen a récemment rouvert sa liaison aérienne avec l'Iran sans nécessité de visa. Il s'agit de la Serbie, dont l'adhésion à l'UE est prévue à l'horizon 2025. En quelques mois, 7 000 Iraniens ont ainsi pu se rendre à Belgrade – officiellement à des fins touristiques, quelques centaines, souvent arabes, prolongeant leur séjour. Objectif : la Terre promise de l'espace Schengen, pourtant rendue inaccessible par le mur que la Hongrie a érigé à la frontière serbe. Au rythme de 2 000 arrivées par mois, le flot de migrants venus d'Iran ou d'ailleurs ne tarit pas en Serbie et Belgrade ne cherche pas à en endiguer le flux. Quel meilleur gage d'adhésion aux valeurs de Bruxelles ? •

La tragédie du Kremlin-Bicêtre

Par Daoud Boughezala



Jean-Marc Nicolle.

À quelques encablures du plus grand quartier asiatique de Paris, un tsunami politique emporte Le Kremlin-Bicêtre (Val-de-Marne), dernière ville détenue par le Mouvement républicain et citoyen (MRC), qu'il n'est même plus loisible de surnommer le « Mouvement Réduit à Chevenement » depuis le départ de son fondateur en juin 2015. Début avril, le maire du Kremlin, Jean-Marc Nicolle, a en effet été placé en garde à vue puis mis en examen. En cause, une sombre affaire de gros sous sur fond d'addiction aux paris sportifs : entre 2010 et 2017, Nicolle aurait dilapidé près d'un million d'euros au PMU ! Pour financer ses 45 000 paris, parfois à raison de 2 000 à 3 000 euros par jour, l' élu aurait manipulé des dons d'entreprises auxquelles il aurait octroyé des marchés municipaux sans appel d'offres.

En sus, Jean-Marc Nicolle est également soupçonné d'avoir détourné de l'argent du parti via des notes de frais injustifiées et des rapports de formation des élus largement plagiés, mais facturés 60 000 euros à l'institut de formation des élus du MRC.

Jusqu'ici présumé innocent, Nicolle confesse par la voix de son avocat une addiction au jeu « à caractère purement privé » et se défend de toute malversation. Quelle que soit l'issue judiciaire du dossier, le maire a d'ores et déjà perdu la confiance de son mentor Jean-Luc Laurent, qui l'avait précédé à la mairie de 1995 à 2016. L'ancien maire a déposé plainte et dit éprouver un « sentiment de trahison » après « trente ans de collaboration, de compagnonnage politique et d'amitié » auprès de son ex-bras droit.

Durant les quelques mois où j'ai travaillé à leurs côtés, entre 2010 et 2011, les deux élus opéraient en tandem et se vouaient mutuellement une confiance absolue. Jusqu'au sein de l'opposition, tous admiraient la formidable ascension du conducteur RATP qu'était Jean-Marc Nicolle, devenu à la force du poignet un premier adjoint aux finances réputé pour sa capacité de travail hors normes. Poussé à la démission par sa propre majorité, Nicolle n'a plus guère d'avenir politique. Tel est le triste sort des vaincus : un jour, ils prennent des métros qui repartent... •

Économie : le nain Poutine

Par Gil Mihaely



Ce n'est pas un scoop : les tensions entre Moscou et le camp occidental ne cessent de croître au point que certains reniflent des vapeurs de guerre froide. Après la Géorgie (2008), l'Ukraine (2014) et la Syrie (2015), un nouveau front diplomatique s'est ouvert au Royaume-Uni avec l'affaire Skripal, du nom de cet agent double russe empoisonné en pleine rue.

Or, le retour brutal et spectaculaire de la Russie postsoviétique sur le devant de la scène internationale cache une très grande vulnérabilité économique. Dans l'état-major russe, nul n'a oublié les images du porte-avions *Amiral Kouznetsov*, dépêché en Syrie en 2016, qui dégageait des colonnes de fumée noire révélant sa vétusté. Compte tenu de l'état de ses finances, le Kremlin a pris des risques déraisonnables ces dernières années. Après l'annexion de la Crimée en 2014, l'Occident a infligé une série de sanctions économiques à Moscou, hésitant alors à l'exclure du Swift (Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication), le « système sanguin » de l'économie mondiale qui assure les transferts d'argent entre la quasi-totalité des banques. Le danger était tel que le Premier ministre russe Dimitri Medvedev avait menacé d'une réaction « illimitée » en cas d'exclusion. Autrement dit, une telle décision signifierait une déclaration de guerre contre la Fédération russe.

Totalement dépendante du système bancaire international, Moscou n'exporte pas grand-chose en dehors des hydrocarbures, de quelques matières premières et du matériel militaire. Ainsi, entre janvier et février derniers, les États-Unis lui ont acheté pour 2,8 milliards de dollars de biens et services pendant qu'ils faisaient... 85 milliards d'emplettes sur le marché chinois ! Autre symptôme de faiblesse, lorsque la Bourse de Moscou a chuté de 8 % début avril, les marchés occidentaux et asiatiques n'ont pas bronché. Poutine n'a donc aucun intérêt à jouer à la roulette russe avec les nerfs occidentaux.

Sobre comme un Polonais !

Par Lucien Ehrard

La célèbre locution « saoul comme un Polonais » est-elle vouée à disparaître ? Depuis que les députés du parti national-catholique Droit et justice (PiS), majoritaire à la Diète, ont voté une loi accordant aux communes le droit d'interdire toute vente d'alcool entre 22 heures et 6 heures, la question se pose. Il s'agit du reste d'appliquer l'exhortation centenaire de la puissante Église catholique : « La Pologne sera sobre ou ne sera pas. »

Il faut dire que l'alcoolisme qui touche plusieurs millions de Polonais serait directement responsable de 10 000 morts par an et rendrait dépendantes 800 000 personnes. Avec près de 250 000 points de vente d'alcool pour 38 millions d'habitants, le pays pulvérise, en la multipliant par quatre, la moyenne mondiale.

L'éventuelle prohibition nocturne de la vente d'alcool pénalisera les principaux débits, des échoppes ouvertes 24h/24h qui répondent au nom de *sklepy monopolowe*. Rien qu'à Cracovie, on trouve plus de débits d'alcool que dans l'ensemble de la Suède ! Ces boutiques exclusivement consacrées à la vente de spiritueux sont accusées de causer des troubles de voisinage et de favoriser l'insécurité. Ainsi, il y a cinq ans, un habitant des Basses-Carpates a établi le record du monde de beuverie en se faisant interpellé avec plus de 13 grammes d'alcool dans le sang.

À l'autre extrémité du spectre éthylique, le président du PiS Jarosław Kaczyński reste un abstinent notoire dont la base conservatrice est constituée de jeunes, de ruraux et de déclassés, trois catégories de la population plutôt portées sur la boisson. Pas besoin d'être Jérémie pour comprendre que des mesures prohibitionnistes pourraient provoquer une hémorragie électorale. Rejetée par 60 % du peuple d'après un sondage de l'hebdomadaire *Super Express*, la croisade anti-godet rencontre en revanche l'assentiment de l'opposition libérale, jamais en retard d'un combat hygiéniste.

Reste à savoir si lors des élections municipales de l'automne prochain, le pays réel fera payer un lourd tribut aux édiles qui se risqueraient à lui arracher la plus enracinée de ses libertés : celle de picoler. •

Creuse : les hipsters sont dans le pré

Par François-Xavier Ajavon

Dans son dernier recueil de poèmes *Configuration du dernier rivage*, Houellebecq fait un éloge amoureux de la Creuse. Il voit ce pays comme un « *best of d'arbres remarquables* », et chante tout à la fois la « *magnificence des tilleuls dans le soir de juin* » et « *l'étrange ambiance sexuelle entretenue par les serveuses du château Cazine* ». On le comprend : ce département mal-aimé est le véritable joyau du Massif central. Mais chut, il ne faut pas le répéter, cela encouragerait le déferlement insupportable des bobos en bermuda !

Le phénomène a d'ailleurs commencé. On annonce l'inauguration de la première étable en forme de yourte construite en France. Venu des Pays-Bas, ce concept permet aux animaux de rompre leur isolement cruel grâce à la forme circulaire des lieux. Pour l'inauguration, le promoteur de l'opération a même convoqué des *food-trucks* !

La hipstérification des esprits ne s'arrête pas là. Avec le flux continu de néoruraux passés de la pub au fromage bio ou à la chambre d'hôte, les Creusois voient apparaître des phénomènes surnaturels tels que l'organisation d'une course en auto-stop. La « Mad Jacques », dont la ligne d'arrivée se trouve dans le charmant petit



village creusois de Chéniers, opposera des casse-cou adeptes de ce sport extrême qui consiste à lever le pouce en regardant passer les voitures.

Le tableau ne serait pas complet s'il n'y avait pas, comme dans toute émission de télé-réalité qui se respecte, des « activités » à réaliser : « *On a des défis qu'on peut faire n'importe où, comme chanter Frère Jacques avec un des conducteurs, ou faire un chifoumi avec un agent installé à une barrière de péage* », explique l'organisateur à nos confrères de *La Montagne*. Il va de soi que le paisible village se transformera ensuite en « *dance floor* », sous la Lune éternelle avec l'installation d'un « *toboggan aquatique géant* ». Ce mélange des passions de l'auto-stopisme, du bruit et de la convivialité festive promet une grande célébration païenne. Pourvu qu'on trouve la place de mettre un *food-truck* ! •



PICHONNEAU ET LE CONFORT DE L'ÂME

Par Patrice Jean

Rimbaud écrivait : « Il faut être absolument moderne. » Eh bien, Jean-Michel Pichonneau le pense aussi. Réussira-t-il ? On le découvrira au gré de ses exploits relatés chaque mois dans *Causeur*.



Pichonneau n'aurait pas été Pichonneau s'il n'avait eu la chance de rencontrer Sébastien Lepage. On l'oublie trop souvent. On croit que Pichonneau s'est fait tout seul, à la force du poignet, comme un grand. Oh certes, on veut bien se rappeler les influences de saint Thomas et de saint Anselme de Cantorbéry ; les plus fins connaisseurs n'oublient pas de citer Jean-Luc Le Moäl, néanmoins peu mentionnent l'ascendance intellectuelle de Lepage.

Et pourtant !

C'est David, du service marketing, qui entre deux propos malveillants et une blague de cul, informa Jean-Michel Pichonneau de l'existence de « Coach Lepage », un coach moral qui aidait l'homme du *xxi*^e siècle à « devenir soi-même, en mieux ». David raconta qu'un de ses copains avait augmenté de 15 % sa couverture clientèle grâce à Coach Lepage. Et l'on connaît notre Pichonneau, il n'est pas homme à mépriser une augmentation de 15 %, quel que soit le domaine concerné. Une semaine plus tard, il sonnait chez Lepage,

traversait le hall d'entrée (il en profita pour se recoiffer face à un vaste miroir surplombant des plantes vertes), s'engagea dans l'ascenseur, puis, au bout d'un couloir, aperçut de la lumière par l'entrebâillement d'une porte : on l'attendait. Il n'eut pas à sonner une deuxième fois, Lepage l'accueillit en levant les bras : « Jean-Michel, entrez donc ! » et ledit Jean-Michel (que certains surnomment « Jean-Mi », d'autres « La Piche ») serra la main épaisse d'un homme épais et grand, au sourire bienveillant. Pichonneau estima à 1,90 mètre la taille de Lepage ; il appartenait à ce genre d'hommes dont les pans de chemise semblent n'avoir qu'une idée en tête : s'échapper du pantalon sous la pression insistante d'un ventre proéminent. Lepage s'assit derrière un bureau où reposaient des statuette africaines et un ordinateur portable, puis il déroula son argumentaire (Pichonneau n'avait presque rien dit) :

« Mon cher, dans la vie, il faut de la méthode. Vous avez commencé par les fondations, et vous avez bien fait : il faut d'abord, au début de sa carrière, assurer son confort matériel, gagner suffisamment d'argent pour manger à

sa faim des produits de qualité, dormir sur une bonne literie, bénéficier d'un bel appartement, vaste et lumineux. N'oublions pas la possibilité de partir en vacances dans de bons hôtels, se baigner dans l'eau turquoise des Seychelles. Enfin, une épouse sympathique et bien rembourrée n'est pas à négliger – vous voyez ce que je veux dire ! (Là il eut un petit sourire égrillard et complice.) Tout cela, mon cher Jean-Mi, vous l'avez, je crois ?

– Ah, oui, on peut dire ça. (La Piche n'était pas marié, mais entretenait une relation avec une prof d'espagnol bien matelassée.)

– Vous devez donc passer au deuxième étage de la fusée, ou, si vous préférez, au deuxième point de la méthode : le confort de l'âme. Regardez les gens riches, ils collectionnent des objets d'art, ouvrent des musées à leur nom, côtoient des grands couturiers, financent des projets cinématographiques.

– Je n'en suis pas encore là, même si...

– Je le sais bien, Jean-Mi, je le sais... là je vous parle du top. Mais il y a d'autres moyens de meubler son âme : les livres, les films, les concerts, les conférences, etc. »

Pichonneau fit la moue : il ne se voyait pas se taper *La Recherche* ni s'emmerder au théâtre devant des mecs à poil hurlant contre le réchauffement climatique.

« Vous paraissez inquiet ? Vous avez tort ! C'est là où vous avez besoin d'un coach. Avoir une belle âme, bien lustrée et reconnue de tous, ne demande pas tant d'efforts. Vous croyez qu'il y en a beaucoup qui ont lu Proust en entier ? ("Mais comment sait-il, songea Pichonneau, que je n'ai pas envie de le lire ?") Dites-vous bien, si vous voulez vous décomplexer, qu'il n'y a pas 1 % de la population qui l'a lu.

– Moins de 1 %, cela peut faire beaucoup de monde.

– Pas d'angoisse, Coach Lepage a une méthode : chaque écrivain, chaque philosophe, chaque compositeur, chaque homme possède un talon d'Achille. Il suffit de le connaître. J'ai construit un fichier informatique recensant toutes les tares des pseudo-grands hommes. Un nom vous impressionne ? Grâce à Coach Lepage, vous apprenez tous ses défauts : qu'il fut, par exemple, sexiste, raciste, onaniste, ou qu'il puait des pieds. Tenez, prenez Paul Valéry (Pichonneau n'en avait jamais entendu parler), eh bien Valéry,

savez-vous qu'il fut antidreyfusard et qu'il était tout petit ?

– Non.

– Vous voilà sauvé, le Valéry, il a beau avoir son nom dans les dictionnaires de littérature, une œuvre, des centaines de thèses écrites sur lui, eh bien, il a été antidreyfusard. En plus, il trompait sa femme !

– Je me sens mieux, en effet...

– De toute façon, pas la peine de lire les grandes œuvres, cela prend trop de temps : pour qui se prennent-ils – il fit le signe des guillemets avec les doigts – ces "écrivains" pour nous voler notre vie ?

– C'est vrai, je n'y avais pas pensé... Mais, alors, si on ne lit pas, comment avoir une belle âme, bien confortable ?

– Il y a une méthode, Pichonneau ! Il y a une méthode ! Je vais vous demander de la suivre, de la respecter. En trois ou quatre séances, vous aurez une âme toute belle, qui fera plein d'envieux.

– Ce n'est pas trop difficile ?

– Pas du tout, pas du tout. Plutôt que de lire Proust, par exemple, vous pouvez, par exemple, envoyer de l'argent à des associations humanitaires, ça prend moins de temps, croyez-moi ! Plutôt que d'écouter Bartók, dites à vos amis que vous êtes concerné par les violences faites aux femmes, par les enfants qui meurent de faim. Faites plus que de le dire, agissez, manifestez de temps en temps (oh, pas plus d'une ou deux fois par mois) devant une ambassade, une entreprise qui licencie ses employés, ou pour la régularisation des sans-papiers. C'est ça une belle âme ! N'allez pas vous faire chier à lire Flaubert, annoncez à tous que vous êtes "viscéralement de gauche et contre le racisme", tout le monde vous trouvera plus sympa, et même plus intelligent, que si vous restez dans votre coin à écouter Schubert ou à lire Gérard de Nerval !

– Vous croyez ?

– J'en suis certain, mon Jean-Mi. Le plus grand érudit du monde n'est rien devant un type qui s'émue en public de la misère des migrants ! Rien du tout !

– Je ne savais pas que c'était si facile.

– C'est facile, mais certaines personnes ne le savent pas et continuent de chercher à se distinguer par des voies périmées, comme au temps de la Troisième République. C'est pour ça que je suis là. Avec moi, en deux mois, vous posséderez une des plus belles âmes de →

Paris (qui pourtant n'en manque pas). Bien sûr, il va falloir vous révolter un peu, signer quelques pétitions (je vous aiderai à les choisir), vous indigner régulièrement contre la police, contre l'armée, contre tout ce qui oppresse le genre humain. Mais vous allez voir, ce n'est pas bien difficile. Allez, répétez après moi : "L'idée de patrie est une idée nauséabonde..."

– L'idée de patrie est une idée nauséabonde.

– "Il faut qu'il y ait moins de pauvres en France et dans le monde, toute cette injustice me révolte !"

– Il faut qu'il y ait moins de pauvres en France et dans le monde, toute cette injustice me révolte !

– Bravo ! Vous voyez, vous y arrivez très bien !

– Moi qui croyais que d'avoir une belle âme passait par une initiation à la pensée et aux arts, quel con j'étais !

– Attention, Jean-Mi, ne crachez pas sur les artistes. Là aussi, je vous dirai lesquels vous devez connaître. Préférez, de manière générale, les expos branchées, en quelques minutes vous en faites le tour, ça prend moins de temps que de lire un bouquin. Et pour les bouquins, lisez plutôt quelques poètes bien choisis, ça va vite. Pensez à Chirac, le spécialiste des haïkus : personne ne connaît vraiment les poètes japonais, il reste à apprendre deux ou trois haïkus par cœur, retenir quelques noms, et le tour est joué !

– Super !

– N'oubliez pas d'assister à quelques conférences, allez écouter des sociologues, des philosophes, des écrivains, des historiens (ne vous trompez pas de nom) – je vous informerai de ceux qu'il est de bon ton d'écouter. Vous serez assis dans une salle bien chauffée, dans des fauteuils confortables, vous verrez, ce n'est pas compliqué. Avec un peu d'expérience, vous pourrez même poser des questions, voire remettre en cause le conférencier. Par ce genre de petites phrases, par exemple : "je suis d'accord avec vous, mais je crains que vous n'oubliiez, dans votre exposé, les conditions de vie des plus pauvres de nos concitoyens" ; ça marche à tous les coups ce genre d'observations.

– J'suis pas à l'aise pour intervenir en public...

– J'en connais d'autres qui le seront bien moins que vous ! La plupart du temps, les conférenciers sont des hommes blancs. Je peux vous dire qu'ils vont se tirebouchonner sur leur siège quand vous leur direz, avec la



tête du vertueux scandalisé : "C'est très bien tous ces beaux discours, mais je ne vois pas de Noirs à cette table. Pas de femmes musulmanes. Pas de représentants LGBT. Où sont les minorités visibles ?" Moi j'vous le dis, un grand écrivain, par rapport à un gosse des banlieues qui se trémousse et qui hip-hope, il a intérêt à filer doux !

– Si j'avais su !

– Ce n'est pas trop tard. Si vous voulez, on commence la semaine prochaine. Est-ce que jeudi, ça vous irait ? À 17h45 ?

– A priori, c'est bon. »

Ce soir-là, Pichonneau enfila son gilet mité, glissa ses pieds dans des charentaises élimées, puis alluma la radio. Sur France Inter, on s'indignait des coups donnés par les CRS sur des zadistes. La Piche ne put réprimer un « salauds de flics ! » Son âme embellit d'un seul coup ; ses doigts de pieds se recroquevillèrent de plaisir. – Il se sentit bien. Total confort ! •

MAURICE GUYETTE UN DESTIN FRANÇAIS

Par François Guyette

Disparu le 11 avril, Maurice Guyette a emporté avec lui un fragment de l'histoire de France. Né en 1936, ce militant communiste, patriote et catholique a vécu sa jeunesse en Algérie avant d'y effectuer son service militaire en pleine guerre d'indépendance et d'y conserver ensuite de nombreux amis. Représentant de la dernière génération de Français ayant eu un rapport intime à la guerre, à la mort et à la religion, Maurice Guyette laisse à ses proches le souvenir d'un homme intègre amoureux de la Méditerranée. Causeur publie l'éloge funèbre qu'a prononcé son fils François, ambassadeur de France. Et lui adresse ses vœux affectueux ainsi qu'à sa famille.

« Mon cher Papa,

« Nous voici réunis autour de toi, six ans presque jour pour jour après le départ de Janette, ta femme, ma mère, pour te dire un dernier adieu.

Moi, ton fils unique, qui étais aussi, depuis l'enfance, ton ami. Ma femme, qui était pour toi la fille que tu n'avais pas eue. Tes petits-enfants, que tu as chéris, comme tu chérissais déjà les arrière-petits-enfants qu'ils t'avaient donnés. Tes proches, si nombreux aujourd'hui, qu'ils soient ou non de ta famille.

« Tous les témoignages qui me sont parvenus depuis ce funeste 11 avril l'attestent : ta bonté, ta générosité et ton humanité te valaient l'attachement d'innombrables personnes. Tu les tenais, ces qualités, d'un double engagement, auquel tu es resté constamment fidèle. Celui, d'abord, de la foi catholique que t'avait inculquée ta mère. Celui, ensuite, de l'idéal communiste de ta jeunesse, que tu avais épousé, étudiant. Loin d'y voir une contradiction, tu y trouvais le ressort d'un altruisme dont beaucoup ici peuvent témoigner. « Cette dualité, tu l'as vécue aussi dans ta relation aux deux pays qui t'étaient également chers, la France et l'Algérie, sans oublier l'Italie, que tu aimais et dont tu parlais si admirablement la langue. Né à Paris en 1936, tu avais deux ans lorsque ton père fut appelé outre-Méditerranée



à diriger plusieurs agences de la Compagnie algérienne de crédit et de banque dans ce qui était alors le département de Constantine. Tu vécus donc, de ta petite enfance à l'adolescence, d'abord, en Petite Kabylie, à Akbou et Bougie, puis à Constantine, et, enfin, à Alger, que tu quittas au tout début des années cinquante pour la métropole. « Tu y revins, quelques années plus tard, comme tant d'autres jeunes gens de ta génération, appelé à servir sous l'uniforme. Profondément patriote, jamais l'idée ne te serait venue de te soustraire à ce devoir sacré, même si, en ton for intérieur, tu comprenais l'aspiration à l'indépendance de ceux que tu étais amené à combattre. « Ton entrée dans la vie active, à l'OCDE, où tu servis dix ans, t'éloigna un temps de l'Algérie. Tu y retournas, vers la fin des années soixante, pour d'émouvantes retrouvailles avec tes amis d'enfance et ceux de tes parents. Certains de leurs enfants sont parmi

nous ce matin, portant témoignage de cette fraternité. Tu y revins, par la suite, souvent, dans le cadre, notamment, de tes nouvelles responsabilités comme secrétaire général, puis directeur général d'Agroéquipement. « Je te dois de m'avoir introduit à ce pays, à son peuple, à sa religion – que tu respectais d'autant plus que ta foi catholique était forte – et à la langue arabe, qu'outre le kabyle, tu parlais et aimais, allant jusqu'à t'inscrire, à cinquante ans passés, aux cours de l'Institut des langues orientales. Algérien de cœur, tu l'étais, sans jamais cesser d'être Français par toutes les fibres de ton âme. Tu étais profondément attaché à la patrie de tes aïeux, à son histoire, à sa culture. Mais cette fierté d'être Français n'allait jamais sans ouverture, sans empathie pour l'Autre. Et ta fidélité à la religion de tes pères n'était pas exclusive de liens profonds d'amitié avec de nombreux juifs et musulmans. Beaucoup sont présents dans cette belle église, venus pour certains d'Algérie ou d'ailleurs. Je pense à ces amis libyens, venus de Londres te rendre un dernier hommage. « C'est cette belle image de toi, mon cher Papa, qui restera à jamais dans nos mémoires. « Celle, je l'ai dit au commencement, d'un homme rayonnant de gentillesse, de générosité et de bonté. Celle d'un père et d'un grand-père aimant, tendre et attentionné. « Repose en paix. » •

LES CHEMINOTS NE VEULENT PAS PRENDRE LE TRAIN EN MARCHÉ

Par Jean-Paul Lilienfeld

Est-il bien raisonnable de laisser un cinéaste déraisonnable commenter chaque mois l'actualité en toute liberté ?
Assurément non. *Causeur* a donc décidé de le faire.



Hier, comme tous les jeudis ces temps-ci, je n'ai pas pris le train. Il n'y en avait pas.

Je n'ai pas d'opinion arrêtée sur la pertinence de la réforme proposée. Je n'ai pas pris le temps de m'y intéresser d'assez près. En revanche, une chose m'étonne. On propose à des gens de ne rien changer à leur statut et ils ne sont pas contents. On leur garantit que ce pour quoi ils ont signé sera maintenu et que seuls les nouveaux entrants seront concernés par le changement de statut.

En d'autres termes, ils ne seront pas pris en traître. Ils seront parfaitement libres de ne pas signer si le statut ne leur convient pas.

Cela me semblait plutôt fair-play comme manière de procéder.

Mais ils ne sont pas contents.

Passée l'argumentation risible du « on se bat pour vous les usagers » (si tous les grévistes du monde voulaient bien arrêter de se battre pour moi, ça me ferait des vacances et moins de retards !), il reste une question essentielle : pourquoi ?

Et puis, le 6 avril, j'ai lu un article du *Monde* intitulé « La SNCF en héritage : des familles de cheminots racontent la fin d'un monde ». On y voit la photo de Christian Tosolini, cheminot retraité et de son fils Fabian Tosolini, secrétaire général adjoint de la CFDT Transport, à Somain (Nord). On y interroge Claudette Poulain, 63 ans, petite-fille, fille, femme et mère de cheminot ! « *Notre statut, ce n'est pas seulement un épais livre de règles, c'est une partie de notre identité !* » « *C'est ce qui nous relie les uns les autres, ajoute Gilles Dentonvill. En Alsace, dans le Nord, en Bretagne ou ailleurs, nous sommes des cheminots avec les mêmes droits et devoirs. Et le statut est la garantie de cette équité.* »

Et puis j'ai vu le reportage d'Envoyé Spécial consacré aux travailleurs du rail à Laroche-Migennes. Une ville tellement cheminote que les cloches de l'église n'y sonnaient pas pour ne pas réveiller les conducteurs qui avaient travaillé la nuit. Une ville dont la radio locale s'appelle Triage FM !

Et j'ai compris.

J'ai compris que si le gouvernement se battait pour tenter de sauver ce qui était sauvable, les cheminots se battent eux pour tenter de vivre encore un peu dans un monde disparu.

Un monde où être cheminot était une identité, une culture, avant même d'être un métier. Un monde où le cheminot était respecté, ou « *conduire un train, c'était pas rien* ». Un monde où la SNCF encourageait le recrutement des enfants de cheminots, car ils étaient déjà accoutumés aux horaires et rythmes décalés du chemin de fer, qui semblaient le comble de l'aventure et de « la vie de patachon », en des temps où le moindre magasin fermait entre 12h30 et 15h, histoire d'avoir le temps de déjeuner souvent chez soi et même de faire une petite sieste.

Un monde dont on ne sortait pas riche, mais suffisamment tôt pour profiter un peu de sa retraite, avec la considération des voisins et l'assurance d'avoir laissé en héritage un emploi sûr à ses enfants. Un monde qui en réalité se meurt depuis des décennies. Les cheminots 2018 sont les instituteurs des années 1980. D'anciens notables locaux, orphelins de leur aura.

Les uns tentent de préserver l'avenir, d'une manière pertinente ou pas, je n'en sais rien, tandis que les autres tentent de ressusciter le passé. C'est précisément pour cela qu'il leur est quasi impossible de se parler.

Tant qu'ils se contentaient de dire des trucs comme « *on va perdre de l'argent, mais j'ai pas envie de perdre ma fierté* » ; ou même le confondant de sincérité « *si mes grands-parents et mes parents ne s'étaient pas battus je n'aurais pas ce que j'ai. Alors si je ne me bats pas, je vais laisser quoi à mes enfants moi ?* » ; ou enfin « *plutôt que de compter les grèves, je ferais plus vite de compter les périodes sans grève. Entre les locales, les régionales, les nationales, on a une culture de la grève chez nous. Donc les usagers ont une*

mauvaise image de nous. » Je ressentais le même attendrissement que lorsque j'allais voir ma grand-mère qui déconnaît un peu, mais à quoi bon remettre dans la réalité cette vieille dame d'un autre temps ?

Et puis sont arrivés les « *j'avais que 12 weekends par an à la maison* », et les plaintes sur « *les horaires changeants, irréguliers* ». Bref, il fallait comprendre à quel point le cheminot était à plaindre, à quel point il était dévoué aux usagers et si possible oublier que c'était un peu pour ça qu'il était plutôt bien payé, bénéficiait de la sécurité de l'emploi et partait à la retraite plus tôt.

Des tas d'autres professions aux horaires incertains ne bénéficient pas de cette protection et encore moins d'un emploi à vie. Et puis le côté « quand j'étais petit on mangeait des cailoux à la mayonnaise et à Noël on jouait avec du caca de riche parce que nous, on mangeait pas assez pour chier. Et en plus, tous les weekends, ma mère, elle vidait des truites avec une pince à épiler pour arrondir les fins de mois », j'avoue que ça m'irrite un peu quand on sait à quel point les cheminots étaient et sont encore, dans une moindre mesure, pris en charge par toutes sortes de structures du type « La Famille du cheminot ».

Alors je me suis dit qu'on n'allait pas s'en sortir, qu'on tournait en rond et que puisque le problème n'était pas le statut changé, mais le monde disparu, il fallait imaginer des mesures radicales qui empêcheraient les futurs cheminots de prendre la population en otage pour garantir la sécurité de l'emploi à leurs enfants.

Et c'est là que m'est venue l'idée que je soumettais à notre président : il faut, dans le nouveau statut, instaurer le célibat des cheminots. Ainsi, plus de faux-semblants, et plus d'enfants tristement condamnés à passer Noël sans leur père.

Et pour ceux qui souffriraient plus que de raison du manque de compagnie, je ne suis pas psychorigide, il suffirait de procéder à une stérilisation avant mariage.

Je crois que je tiens la solution. Pour un paisible avenir du rail : célibat ou stérilisation des cheminots !

Ne me remerciez pas. •



Croquis d'audience de Jawad Bendaoud, logeur des terroristes
du Bataclan, 26 avril 2018.

ISLAMISME

QUAND LA SOCIOLOGIE SE REVEILLERA...

Par Élisabeth Lévy

En retard d'une bonne quinzaine d'années sur les professeurs quotidiennement confrontés à la génération Kouachi, le monde universitaire commence enfin à ouvrir les yeux, bien que les ripolineurs du réel n'aient pas dit leur dernier mot. Reste à savoir comment sauver cette génération qui paraît perdue.

Quand les sociologues du déni veulent prouver au péquin moyen qu'il ne voit pas ce qu'il voit et ne vit pas ce qu'il vit, ils trouvent toujours une étude qui défie le sens commun : l'une vous prouvera que le niveau monte à l'école, l'autre que l'intégration des enfants d'immigrés ne cesse de progresser, une troisième qu'il n'y a aucun lien entre l'islam et la radicalisation islamiste. Et une dernière qu'il neige en été. L'arraisonnement de la sociologie par l'idéologie, magnifiquement étudié dans un récent dossier du *Débat*¹, a conduit la première à dire aux acteurs « *comment doit être le monde* » plutôt que « *comment il est* », écrit Nathalie Heinich. Et, dans la foulée à interdire qu'on voie comment il est. Ce mauvais penchant, à l'œuvre depuis des années sous l'appellation générique de politiquement correct, se déploie avec une ardeur renouvelée depuis janvier 2015.

Après les attentats de *Charlie Hebdo* et de l'Hyper Cacher, les Français veulent comprendre, y compris ces musulmans du coin de la rue qui savent depuis longtemps, sans pouvoir rien y faire, qu'une partie de « leur » jeunesse a sérieusement déraillé – dans la délinquance, l'islam radical ou les deux. On pressent qu'au-delà d'une minorité de passeurs à l'acte, la forêt qui cache de tels arbres souffre d'un mal plus profond que personne n'a voulu voir. On convoque les auteurs

des *Territoires perdus de la République*, jusqu'alors suspects. Au gré des reportages, le pays découvre qu'une minorité significative de ses enfants d'adoption récente vit sur une autre planète mentale et ne cache pas sa détestation de nos mœurs collectives, en particulier de la liberté des femmes. Fantômes, exagérations, amalgames, hurlent les ripolineurs du réel. La preuve que ça n'existe pas, c'est que vous n'avez pas de chiffres.

La recherche confirme ce que tout le monde sait : il y a aujourd'hui un problème dans l'islam.

Les chiffres finissent par arriver et avec eux les études scientifiques. Des enquêtes journalistiques et des témoignages de proviseurs, professeurs ou policiers complètent le tableau. Et surprise : le péquin moyen voyait juste ! Autrement dit, la recherche confirme les pires impressions du sens commun et prouve notamment ce que tout le monde sait, à commencer par les musulmans : il y a aujourd'hui un problème dans l'islam – donc un problème de l'islam. Un problème d'acculturation qui ne se fait pas sur →

fond de déculturation galopante (qui n'est pas pour le coup une spécialité islamique). Certes, l'habituelle phalange des chercheurs-effaceurs tombe à bras raccourcis sur la méthodologie (validée par le CNRS) qui aboutirait à une étude à charge contre l'islam, on connaît la chanson. Ils ont beau tempêter et psalmodier, la lucidité progresse. Y compris parmi les musulmans : « *Aujourd'hui, il n'y en a pas un qui s'indignerait sincèrement de la phrase de Zemmour sur les dealers* », s'amuse Tarik Yildiz, fin observateur de l'islam sunnite.

Ce n'est pas faire injure à Anne Muxel et à Olivier Galland que d'observer que leur passionnante « enquête auprès des lycéens » ne contient pas de révélation fracassante, sinon celle que la sécession d'une partie de la jeunesse est encore plus inquiétante que ce qu'on croyait (voir pages 16-17, l'article de Daoud Boughezala). Comme l'ont bien noté les gardiens du temple progressiste, furibonds que certains de leurs confrères aillent fouiner là où on leur dit depuis trois ans qu'il n'y a rien à voir, leur étude (qui fourmille de données précieuses pour l'analyse et la compréhension) valide une fois encore les sombres inventions de l'expérience sensible : la radicalisation religieuse est, dans une très large mesure, une singularité musulmane. Et, parmi les lycéens se déclarant de cette confession, elle touche une minorité significative, comme en témoignent les nombreux incidents rapportés ou non par la presse.

De façon amusante, et conformément à la parabole du chaudron de Freud, les adversaires du réel affirment en même temps qu'il n'y a pas de problème et que c'est de notre faute. La jeunesse islamo-radicalisée n'existe pas, mais c'est nous qui l'avons créée. Il faut dire que, sur ce point, ils n'ont pas complètement tort. Si une partie de la jeunesse française rompt les amarres culturelles avec son pays de naissance, qui a accueilli leurs parents ou grands-parents, c'est, au moins en partie, de notre faute. Mais pas, comme le leur a seriné la gauche, parce que nous sommes « méchants » – racistes, discrimineurs et néocoloniaux –, mais parce que nous sommes trop gentils – complaisants, laxistes, pour ne pas dire honteusement mous du genou. « *La génération Kouachi – on la voit venir depuis 2005 – vient de loin et nous l'avons fabriquée en remplaçant l'exigence par la compassion* », s'agace Marie Ibn Arabi, professeur de philosophie qui enseigne aujourd'hui l'anglais dans un lycée professionnel des Hauts-de-Seine, où la quasi-totalité des élèves est issue de l'immigration musulmane. « *À vrai dire, j'enseigne surtout les principes républicains, et même la politesse de base.* » L'entre-soi n'arrange rien, comme l'ont compris ces mères de Montpellier qui réclament des Pierre et des Bernard dans les classes de leurs enfants. « *Quand vous ne vivez qu'avec des gens de la même origine et de la même religion que vous, le Blanc, c'est l'étranger.* »

C'est parce qu'il voyait monter de concert l'islamisme et la délinquance que le père de Marie, un bon musulman, l'a inscrite dans un collège catholique. Du reste, comme le souligne Sacha, jeune agrégé de lettres nommé dans un collège de Seine-Saint-Denis, « *ce ne sont pas les familles traditionnelles, empreintes de valeurs, qui posent des problèmes. Au contraire, celles-ci apprennent à leurs enfants à ne pas parler de religion à l'école. Ceux qui jurent sur le Coran à tout bout de champ bricolent un islam identitaire qui leur permet de séparer le monde entre "eux" et "nous".* » Nous les musulmans et eux, un vaste ensemble agglomérant l'Occident, les chrétiens, Israël et tous ceux qui tirent les ficelles et aussi tous les gogos qui ne voient pas qu'on leur cache tout.

Depuis l'arrivée de Jean-Michel Blanquer, les professeurs laïques ne sont plus considérés comme des vilains petits canards réacs.

Le pire tort que la France puisse faire à ces milliers d'adolescents qui rêvent de djihad (sans aller plus loin) et crachent sur leur drapeau serait évidemment de leur céder. Notre faiblesse est une insulte. C'est la conclusion de Marie et de nombre d'acteurs de terrain, parmi ceux qui sont en première ligne : les professeurs et les responsables éducatifs. Car si ces derniers, comme les magistrats, notamment pour enfants, comptent dans leurs rangs pas mal « d'amis du désastre » qui encouragent la jeunesse musulmane à camper sur son statut victimaire, on y croise aussi beaucoup d'ardents républicains qui, depuis des années, défendent pied à pied la laïcité scolaire en milieu hostile. Or, depuis l'arrivée de Jean-Michel Blanquer, ces derniers ne sont plus, ou plus seulement, les vilains petits canards réacs de salles des profs si pleines de bons sentiments qu'on ne peut plus y glisser la moindre réflexion, mais le fer de lance d'une reconquête culturelle lancée au plus haut niveau de l'État ; ou à tout le moins à l'avant-dernier étage, celui du ministère de l'Éducation nationale.

Constater que nous sommes en partie responsables de ce qui se passe n'est pas une invitation à nous flageller, mais à nous retrousser les manches. Ce que nous avons fait, nous pouvons le défaire. Face au diagnostic plutôt effrayant que Muxel et Galland étaient, après d'autres, on est tentés de se dire que c'est foutu, que le mal est trop profond. Que nous avons perdu, sans la livrer, la bataille des esprits musulmans à laquelle nous appelait Gilles Kepel, il y a quinze ans. Il suffit de parler avec quelques-uns de ceux qui ne renoncent pas, chacun à leur niveau, dans leur domaine, pour conclure qu'on n'a pas le droit de ne pas essayer.

Certes, il n'existe pas de recette-miracle pour désendoctriner, mais l'expérience humaine suggère que la Raison peut y aider. Et ça, c'est un peu le rayon de l'école. Tant pis si cela suppose parfois de lutter contre l'influence des familles. C'est bien dans cette perspective que le ministère vient de promulguer l'obligation scolaire dès l'âge de trois ans, une mesure à laquelle on attache beaucoup d'importance Rue de Grenelle.

Pour agir, il faut savoir. Jusque-là, la consigne implicite était « pas de vagues », « tout va très bien, madame la marquise », ce qui signifie « cassez ou cachez le thermomètre ». Peu soucieux d'être mal notés, les établissements les plus sensibles minimisaient ou étouffaient les incidents, qu'ils concernent la laïcité, la sécurité ou les deux. Ils refusaient par exemple de traduire les élèves en conseil de discipline, à la fois par aveuglement compassionnel et par lâcheté administrative – n'allaient-ils pas se faire repérer à la fois comme des « durs » et comme des faiseurs d'embrouilles et de mauvaise publicité ? Aujourd'hui, les incidents remontent chaque jour au cabinet du ministre. Et quand il ne s'agit pas d'inci-

dents, mais d'emprise de la voyoucratie comme au lycée Gallieni de Toulouse, le ministère emploie la manière forte : sanctions prises à l'encontre de toute la chaîne hiérarchique, y compris de l'inspecteur d'académie, qui n'a excellé qu'à faire l'autruche, nomination d'une équipe de choc et d'un responsable sécurité (que cela soit nécessaire est certes affligeant, mais ne rien faire le serait encore plus).

On dira à raison qu'il est plus facile de faire régner l'ordre dans les cours de récréation que la raison dans les esprits. Marie Ibn Arabi assure que ce n'est pas si compliqué, qu'il suffit de croire à ce qu'on dit. Ce qui renvoie à la question, épineuse mais pas insoluble, de la formation des professeurs, dont beaucoup ne sont armés ni intellectuellement ni moralement pour répondre aux questions et plus encore aux certitudes de leurs élèves. Ainsi prénommée par gratitude pour l'hôpital marocain Marie-Feuillet où elle a été sauvée à la naissance (lui-même nommé ainsi en hommage à l'infirmière de Mohammed V), Marie précise en riant (au téléphone) qu'elle a « *une tête d'Arabe* », et qu'elle est musulmane. Mais ses élèves ne la connaissent que sous son nom marital, →



Hal'Shop, le premier supermarché français 100 % halal, ouvert à Nanterre, mars 2010.



Voitures incendiées dans le quartier de Bagatelle à Toulouse, après plusieurs nuits de violences urbaines, 17 avril 2018.

plutôt franchouillard. Récemment, une de ses amies, également prof, a vu un collègue dire à un élève : « À demain, *inch'Allah*. » Pas vraiment son genre. En début d'année, elle avertit ses élèves : « *Je ne veux pas entendre d'incantation religieuse, et je ne veux pas connaître votre religion, sinon, vous aurez des heures de colle.* » Résultat, quand un élève lâche un « *inch'Allah* », il dit : « *Pardon madame, je ne l'ai pas fait exprès.* » Les sceptiques diront que ça ne change rien. Au contraire, qu'il y ait un lieu où, dans son intérêt même, on demande à l'adolescent de renoncer aux codes de la famille, du quartier et de la communauté, c'est énorme. Si les enfants de l'immigration expriment encore, dans toutes les enquêtes, une grande confiance dans l'école, ce n'est pas parce qu'elle est bienveillante, voire laxiste, mais parce que, en dépit des bons sentiments dans lesquels elle est engluée, elle reste la seule instance publique qui leur oppose des limites.

Jusqu'à la dernière rentrée, Marie et son petit groupe de collègues, aussi intransigeants qu'elle sur l'exigence républicaine, étaient plutôt mal vus, pour ne pas dire ostracisés, en salle des profs. « *Quand il y*

avait un conflit prof/élève, on commençait par chercher la responsabilité de l'adulte. » Le proviseur l'a traitée un jour « *d'ayatollah de la laïcité* ». On n'en dira pas autant de lui : l'an dernier, en annonçant le programme de la fête de l'école, il a précisé que l'horaire choisi permettrait d'aller rompre le jeûne. Et combien de fois a-t-elle entendu, dans la bouche de ses collègues, ces jérémiades compassionnelles qui masquent mal un profond mépris : « *les pauvres, il faut les comprendre, avec ce qu'on leur a fait* », ou alors « *et puis, ils sont très gentils* ». Un jour, dans un préconseil de classe (où si j'ai bien compris, on a le droit de rester entre adultes), alors qu'il était question d'une classe particulièrement pénible où personne n'apprenait rien, et qu'elle entendait les habituels discours lénifiants destinés à rendre tolérable l'intolérable, Marie a cassé l'ambiance : « *Assez de postures*, a-t-elle dit. *Lequel d'entre nous accepterait que ses gosses soient dans cette classe ?* » Les bons sentiments eux-mêmes ont des limites. Heureusement pour les enfants de gauche.

Depuis l'arrivée de Jean-Michel Blanquer Rue de Grenelle et, dans la foulée, d'un nouveau proviseur

qui a clairement annoncé son intention de rétablir la République dans son établissement, Marie et ses amis ont le sentiment que la roue a tourné et que l'institution est de leur côté.

La fermeté paie. Cette évidence de bon sens pour tout éducateur avait déserté l'Éducation nationale, ainsi d'ailleurs que nombre de médias et d'intellectuels qui n'en finissent jamais d'inventer des excuses aux comportements les plus inacceptables, leur tolérance s'arrêtant juste au seuil de la violence armée. Cette fermeté n'exclut nullement la bienveillance, elle en est au contraire la preuve et la condition, car elle signifie que l'on croit que celui que l'on a la charge d'élever, au sens strict du terme, en est capable.

Le sociologue Tarik Yildiz : « Il y a un lien très direct entre la petite délinquance et l'islam des banlieues qui nourrit le séparatisme. »

Provisoire des années durant d'un lycée planté au cœur d'une des plus célèbres, c'est-à-dire des plus dangereuses, cités de la région parisienne, Catherine (prénom fictif) a dû régler un conflit naissant avec les jeunes filles voilées, 150 à 200 sur un effectif global de 1 200 élèves. En effet, celles-ci avaient pris l'habitude de se dévoiler dans l'enceinte du lycée, juste devant le premier bâtiment. La cheffe d'établissement entendait les faire reculer, mais voulait d'autant moins allumer une guerre religieuse que le lycée est situé à proximité de deux mosquées, dont l'une ne semble pas avoir été informée de l'existence de l'islam des Lumières. « J'ai proposé un donnant/donnant. Elles acceptaient de se dévoiler devant la grille, en échange, je leur installais un endroit abrité de la pluie et surtout, équipé d'un miroir. Et ce miroir, bientôt suivi d'une table pour les sacs, a fait des miracles. » Destiné à permettre aux jeunes filles de rectifier leur mise avant de quitter le lycée, le miroir, évidemment, a retrouvé sa destination originelle et permis à des ados de se pomponner avant de retrouver leurs copains. Il a aussi matérialisé la séparation dénuée d'hostilité entre l'école et son environnement. Catherine se rappelle avec émotion avoir vu une de ces jeunes filles expliquer, dans un documentaire-maison, que ce miroir était la preuve qu'elle avait sa place dans l'école de la République. « Quand j'ai refusé que des élèves entrent voilées quand elles accompagnaient leur père pour les rencontres avec les professeurs, ils ont compris. Parce qu'ils savent que nous sommes de leur côté et que nous leur expliquons le sens de cette règle. »

Il ne s'agit pas d'être naïf. Il faudra des années de ce travail de fourmi pour enrayer la « tentative radicale », d'autant plus que celle-ci se conjugue

à un niveau particulièrement catastrophique. « Je ne peux pas enseigner Le Cid, ils ne comprennent pas la langue », reconnaît Sacha, prof dans le 9-3. En revanche, ils ont très bien compris, pour l'avoir entendu mille fois dans la bouche d'intellectuels éminents, d'élus complaisants et de journalistes-vedettes, que la laïcité était un truc inventé par « les Français » pour s'attaquer à l'islam. La culture de ses élèves se résume à trois univers : le rap, le hip-hop et la télé-réalité, en particulier les émissions les plus bas de gamme. Une de ses élèves lui a un jour expliqué pourquoi : « On voit que les gens qui participent sont complètement cons. Et pour une fois, on est moins cons qu'eux. » Pour infiniment déchirante qu'elle soit, cette anecdote plaide encore une fois pour le redressement. Il y a malgré tout chez cette jeune fille la petite flamme de lucidité et de colère qui pourrait, pour peu que quelqu'un la protège et la fasse grandir, l'arracher à un destin écrit d'avance.

Même avec une équipe déterminée à sa tête, l'école ne gagnera pas seule la bataille. « On n'a pas vraiment de prise sur l'idéologie religieuse. En revanche, on sait qu'il y a un lien très direct entre la petite délinquance et cet islam des banlieues qui nourrit le séparatisme », observe Tarik Yildiz. Face à l'islam, les institutions et la société ont déjà testé l'aveuglement et l'accommodement. Il reste à essayer la fermeté. Tarik Yildiz s'agace de voir ceux qui défient la loi et l'État ne rencontrer que des ventres mous, à commencer par celui de la Justice : « Nous parlons tout le temps de respect, mais comment voulez-vous qu'ils nous respectent alors que nous nous montrons hésitants, coupables, honteux. Si nous voulons être respectés, nous devons apparaître forts. Pour les fortes têtes, qui pourrissent le climat de toute une classe, il faut créer des centres éducatifs fermés où régnera une vraie discipline militaire : c'est cela être humaniste. En réalité, la meilleure preuve qu'on les respecte serait de refuser de toutes nos forces de s'adapter à eux. »

Il y a du boulot. En attendant, on a basement envie de présenter l'addition à tous ceux qui, depuis des années, clament qu'il n'y a pas un problème d'islamisme mais d'islamophobie, et s'efforcent de persuader toute une frange de la jeunesse que la France a une dette à son égard et que tous ses malheurs viennent de l'injustice. Qu'ils se rassurent, on ne leur demandera pas de se livrer, comme on l'exige aujourd'hui de tout porc présumé, à une autocritique publique. On n'attend même pas d'eux qu'ils voient ce que les autres voient. Simplement, qu'ils cessent d'insulter ceux qui voient et entendent combattre le séparatisme mortifère dont ils n'ont eu de cesse de nier l'existence après avoir contribué à sa propagation, obsédés qu'ils étaient par leur détestation de cette France qu'ils jugent moisie. •

1. « La sociologie au risque d'un dévoiement », in *Le Débat*, n° 197, nov.-déc. 2017.

ALLÔ CORAN BOBO...

Par Daoud Boughezala



Olivier Galland et Anne Muxel.

L'étude des sociologues Olivier Galland et Anne Muxel révèle, entre autres, que la grosse minorité de jeunes musulmans qui cède aux sirènes de l'absolutisme religieux ne souffre pas d'inégalités sociales criantes. Mais le rejet des valeurs dominantes ne se borne pas aux frontières de l'islam. Souvent complotiste, toujours individualiste, la génération Z a de quoi inquiéter.

L'affaire est entendue. Pour les Lyssenko de la sociologie, si une minorité non négligeable (28 %¹) des Français musulmans préfère la charia aux lois républicaines, c'est qu'ils sont quotidiennement discriminés. Poussé à ses extrémités, ce raisonnement expliquerait la spirale criminelle dans laquelle sont tombés Mohammed Merah, les frères Kouachi, Abdelhamid Abaaoud et les innombrables membres du bataillon français de Daech.

Élémentaire... mais faux ! Répondant à un appel d'offres lancé par le CNRS après les attentats de

novembre 2015, alors qu'il apparaissait qu'on ne savait rien de la sécession d'une partie de la jeunesse, une vaste enquête des sociologues Olivier Galland et Anne Muxel menée auprès d'un échantillon de lycéens fait voler en éclats la vulgate pseudo-marxiste. Synthétisés dans *La Tentation radicale* (PUF, 2018), les résultats de cette étude obtenus à l'aide de questionnaires anonymes sont on ne peut plus clairs : non seulement « *près d'un tiers des musulmans [interrogés] adhèrent à l'absolutisme religieux contre 6 % des chrétiens* », mais la radicalisation religieuse ne dépend pas (ou très peu) de facteurs socio-économiques. Au contraire, le discours excusiste se heurte à une triste réalité : la proportion de musulmans

« *absolutistes* » (c'est-à-dire empreints d'une vision à la fois intégriste, expansionniste et politique de l'islam) ne croîtrait pas en fonction du niveau d'exclusion. D'après l'enquête, l'un des moteurs de la radicalisation religieuse serait plutôt un sentiment de discrimination qui s'appuie moins sur des faits objectifs qu'un ressenti éminemment subjectif.

On comprend aisément le scandale provoqué par Galland et Muxel. Sitôt leur livre publié, les procès d'intention ont fusé. Certains mandarins ont critiqué le biais cognitif introduit selon eux par la méthode d'investigation. Certes, le duo de chercheurs commanditaires a volontairement choisi un panel de 6 828 élèves de 2^{de} majoritairement issus des zones d'éducation prioritaire afin de surreprésenter les musulmans et les classes sociales les moins favorisées. Âgés de 14 à 16 ans, les lycéens interrogés étaient néanmoins de toutes origines sociales, ethniques et religieuses. Se défiant de tout a priori islamophobe, Galland et Muxel expliquent leur biais par leur volonté d'analyser les ressorts de la radicalisation religieuse, du reste rarissime chez les chrétiens de l'Hexagone. « *Aux États-Unis, on serait tombés sur le phénomène des créationnistes chrétiens* », plaident-ils.

S'ils mettent en évidence un problème spécifique aux jeunes musulmans, les deux universitaires annoncent en sus toute une série de mauvaises nouvelles. Ils dressent le portrait d'une génération sensible aux sirènes de la violence et du complotisme. Bien au-delà des seuls musulmans (qui sont tout de même 20 % à déclarer qu'il est parfois acceptable de combattre les armes à la main pour sa religion !), une majorité des sondés (!) voit la main de la CIA derrière les attentats du 11 septembre 2001. En outre, ils sont 24 %, toutes religions confondues, à ne pas condamner totalement le massacre de *Charlie Hebdo*, tandis que plus de sept lycéens sur dix croient que les médias ont dissimulé des éléments sur les attentats de janvier 2015.

Cette litanie de chiffres manifeste un rejet radical des valeurs jusqu'ici majoritaires de notre société. De Mai 68 et de la France qui en est issue, la majorité des jeunes n'a retenu que le culte de l'individu, jetant aux orties la liberté d'expression, le droit au blasphème et à la dérision. Comme le confirment les entretiens post-enquête réalisés par les sociologues au sein des lycées consultés, c'est au nom du sacrosaint « respect » dû aux croyants qu'une bonne partie des lycéens se disent choqués par les caricatures de Mahomet. Railler une religion serait tout aussi malséant que de se moquer des handicapés. Aux yeux de la « génération j'ai le droit » (Barbara Lefebvre), la foi serait un élément constitutif de l'individu, à respecter au même titre que le droit de manger halal ou vegan à la cantine. Sauf qu'une conception aussi étriquée du respect, primant sur la liberté, voire sur le droit à la vie des caricaturistes, a de quoi déprimer. Saisie par le choc des images, la génération Z

conteste et déconstruit sans rien savoir, bricolant sur le net une post-vérité conspirationniste.

Avec des taux de croyance et de pratique si élevés qu'ils en confinent à la bigoterie, les lycéens musulmans se distinguent nettement de leurs condisciples chrétiens, athées ou agnostiques. À telle enseigne qu'Olivier Galland discerne une ligne culturelle de partage des eaux entre jeunes musulmans et non musulmans. Quoique ces deux groupes adhèrent aux carabistouilles conspiris, leur degré de religiosité les sépare. Signe de la contre-réforme à l'œuvre dans l'islam mondial, la plupart de ses jeunes adeptes français donnent raison au Coran contre le sens commun, préférant une lecture islamique de la science à une lecture scientifique du texte sacré. Cette tendance au « concordisme » (Faouzia Charfi) prétendant que le Coran annonce les découvertes scientifiques modernes a été initiée par les salafistes de la fin du XIX^e siècle qui entendaient arracher le monopole du progrès technologique à l'Occident. Un gros siècle plus tard, une bonne partie des jeunes musulmans français, aussi sceptique face aux médias que dogmatique devant le Coran, reprend le flambeau, non sans montrer une inquiétante acceptation de la violence. Là se joue l'un des points nodaux de la radicalisation religieuse, étant démontré que la « *socialisation à la violence est un facteur prédictif très très fort de la tolérance à la violence religieuse* ». Bref, qui tolère les violences contre la police sera plus enclin à approuver les actes terroristes.

Cependant, Olivier Galland et Anne Muxel ne lisent pas dans le marc de café. Ils laissent entières des questions aussi épineuses que le passage à l'acte terroriste. À ce stade, soulevons la question que tout le monde se pose : ces résultats peuvent-ils être extrapolés à l'échelle de la France entière ? Peut-être. C'est en tout cas ce que suggère en grande partie leur étude comparative auprès d'un panel représentatif de jeunes de 15 à 17 ans. On pourrait gloser à l'infini sur les défauts d'une telle entreprise, dont l'un des péchés mignons est d'accréditer la notion fourre-tout de « radicalité politique ». Tantôt avec pertinence – lorsque est pris en compte le rapport à la violence –, tantôt avec des partis pris discutables – l'échiquier politique de leurs questionnaires faisant de la tiède Marine Le Pen l'incarnation de la droite la plus extrême.

Cette entreprise a l'immense mérite de tirer la sonnette d'alarme au sujet d'une génération déboussolée. Déchirés par leurs aspirations contradictoires, contraints d'arbitrer entre individualisme et demande d'ordre, nos jeunes ne savent plus où ils habitent. Et des entrepreneurs salafistes leur offrent un nom et une adresse. •



Olivier Galland, Anne Muxel, *La Tentation radicale : enquête auprès des lycéens*, PUF, 2018.

1. Source : Institut Montaigne/IFOP, septembre 2016.



Vue aérienne de la ville de Vannes, 2006.

VANNES, LA DÉRIVE STUPEFIANTE

Par Erwan Seznec

Dans le paisible département du Morbihan, au cœur d'une des villes les plus sûres de France, Vannes abrite un petit quartier rongé par le trafic de drogue : Kercado. Pour casser ce ghetto déserté par la police, le président du conseil départemental appelle purement et simplement à le raser. Reportage.

La devise républicaine Liberté-Égalité-Fraternité est toujours placardée au mur. Elle surplombe une porte murée par des parpaings. Les pelouses sont tondues, mais plus aucun élève n'en profite. Le collège Montaigne de Vannes a fermé en 2016. Prévu pour 700 collégiens, il n'en comptait plus que 150, la dernière année. Dans un département où le privé sous contrat représente 50 % de l'enseignement (record de France), les parents ne sont pas otages de la carte scolaire. Ils livrent difficilement leurs enfants comme petits soldats de la grande bataille de la mixité sociale. Montaigne a subi la fuite des cartables, entraînée par un gigantesque problème nommé Kercado.

Carré de 800 mètres de côté, ce quartier de Vannes, dont la rue Montaigne est l'une des frontières, a connu une dérive stupéfiante, sans mauvais jeu de mots. Il se trouve à moins d'un kilomètre du cœur de la ville. Tout près, à l'ouest, s'étend Arradon, l'une des communes les plus chics et les plus chères du golfe du Morbihan. À Kercado, on sent la mer, littéralement.

On sent aussi la drogue. Au milieu des tours construites dans les années 1960 se niche un centre commercial décati. Le bar restaurant *La Coupole* et le kebab qui le jouxte donnent sur une petite place. En ce mercredi de printemps, un groupe finit tranquillement le premier joint de la journée, sur le coup des 10 heures. Pas de quoi mobiliser la police, qui en a vu bien d'autres à Kercado. Le 29 mai 2017, 170 policiers ont investi le secteur à

l'aube, pour coffrer des dealers. Il y avait les hommes du RAID, ainsi que les « Robocop » lourdement équipés des brigades de recherche et d'intervention (BRI).

« Quand le commissariat a appelé la police judiciaire de Rennes et de Nantes pour demander du renfort, raconte Dominique Le Dourner, délégué national du Syndicat général de la police-Force ouvrière, les collègues n'y ont pas cru. Déplacer la PJ à Vannes ? ! Heureusement, on avait des vidéos. En les voyant, la PJ a compris qu'il n'était plus question de petits trafiquants. »

Roberto et Ricardo Blanchédent, deux frères, dealers de Kercado, issus d'une famille cap-verdienne installée en Bretagne depuis une quinzaine d'années, ont été jugés en mai 2017. Inscrit au RSA, Roberto, le meneur, roulait en Range Rover, faisait construire une maison au Maroc et portait une montre à 25 000 euros. Actuellement en fuite, il avait pris pour défenseur maître Karim Achoui, sulfureux avocat du grand banditisme¹. Son business portait sur des millions d'euros. Il a été rapidement remplacé.

Le 29 mai 2015, Nicolas Le Quintrec (PS, dans l'opposition), faisait une intervention tonitruante en conseil municipal. *« Savez-vous, monsieur le maire, a-t-il lancé, que les trafiquants ont organisé un "vélo-service" pour livrer la drogue aux abords de la nouvelle maison des associations ? Je précise que les livraisons sont assurées par des enfants. Ils ont même créé une forme de "cantine" pour nourrir leurs effectifs. »* →

Réponse en substance du maire LR, David Robo : Nicolas Le Quintrec exagère, la situation est sous contrôle... « *Il n'y a pas de problèmes* » à Kercado, insiste son adjoint François Bellego, dans les colonnes du *Télégramme*, le 28 décembre 2017. Tellement peu de problèmes qu'on n'est pas passé loin du drame le

8 mars 2018. Les policiers qui interpellaient un jeune dans le quartier ont été caillassés et pris à partie. L'un d'entre eux a été obligé de sortir son arme pour faire reculer les assaillants. Les images sont visibles sur YouTube.

Perseigne, enclave à problème d'Alençon-la-Tranquille

Le quartier Perseigne, à Alençon ? Il est « *cosmopolite* » (*Ouest France*) et « *multiculturel* » (Alençon.maville). Il y a un Repair Café, pour lutter contre l'obsolescence programmée. Fin mars, la Régie des quartiers a présenté à la Maison des initiatives citoyennes un beau projet porté par l'association Si t'es jardin, visant à verdir les pieds de tour. Et le 17 juin, à Perseigne, ce sera la Fête d'ici et d'ailleurs, pour célébrer « *une France terre d'accueil et de liberté* ». Certes, « *une petite minorité fait des bêtises* » (Alençon.maville), mais il faut bien que jeunesse se passe. Ce n'est pas bien méchant. Les jeunes, par exemple, ont ouvert les bouches d'incendie pendant les fortes chaleurs de juin 2017, à la new-yorkaise. « *La canicule a créé du lien social* », commentait poliment le site Tendanceouest. Les Alençonnais sont-ils dupes de ces propos lénifiants ? Il suffit d'appeler un agent immobilier pour comprendre que non. Dialogue avec l'agence Century 21 d'Alençon, le 10 avril.

« *Je souhaiterais une estimation de la valeur d'un T3 sur Alençon, propriété de mes beaux-parents. Ils sont rentrés au Portugal et ils n'y vivent plus depuis des années. Je ne connais pas du tout la ville, je dois y passer bientôt. Pourrions-nous prendre rendez-vous ?*

– Bien sûr. C'est à quelle adresse ?

– Rue Anatole-France.

– Laissez-moi regarder le plan... Ah ! Perseigne.

– Un problème ?

– *On ne prend pas de biens sur Perseigne. C'est le quartier des voitures brûlées et des rodéos en scooter. Nous ne trouverons pas d'acheteurs. Désolé. Essayez Orpi...* »

Même accueil courtois dans cette seconde agence, mais sans plus d'espoir.

« *C'est un marché difficile.*

– *Combien de mois pour vendre un 60 m² là-bas, et à quel prix ?*

– *Des mois ? Comptez en années. J'ai un 100 m² à 40 000 euros dans le secteur qui ne part pas depuis trois ans.*

– *Ma belle-famille m'avait décrit le Perseigne des*

années 1980 comme un quartier populaire, pas désagréable.

– *Ça a beaucoup changé.* »

Changé, ou plutôt sombré. Bâties dans les années 1960 pour loger les ouvriers de Moulinex, les barres de 2 000 logements sont devenues infréquentables. La fermeture des usines d'électroménager en 2001 a mis le quartier à terre. Il ne s'est jamais relevé. Le 1^{er} avril 2017, il a fallu évacuer quelques dizaines d'habitants suite à des départs d'incendie d'origine criminelle dans des caves d'immeuble. C'était la dixième fois en trois ans. Des voitures brûlent tous les trois mois au pied des tours. En avril 2017, les pompiers et les policiers qui intervenaient sur un énième incendie ont été accueillis à coups de pierres. Deux jours plus tard, un jeune de 19 ans cité en comparution immédiate écopait d'un an ferme. YouTube propose quelques vidéos de rap amateur, qui plaquent les clichés de rigueur (pain de cannabis, pistolet automatique, grosse voiture, une touche d'islam) sur ce quartier qu'un flâneur traverse en moins de dix minutes³. On aperçoit les collines de l'Orne à l'arrière-plan. Il y aurait matière à sourire si Perseigne n'était pas, hélas, une référence inquiétante en matière de dérive extrême. Fabien Clain, la voix qui a revendiqué pour Daech les attentats du 13 novembre 2015, est un enfant de Perseigne. Réunionnais d'origine, passé par Toulouse dans les années 2000, par la prison (2009-2012), puis par la Syrie, il a passé l'essentiel de sa vie dans le quartier, avec son frère Jean-Michel. Revenu début 2015, il était locataire d'Orne Habitat.

Classé prioritaire par la politique de la ville, Perseigne affiche 60 % de ménages en dessous du seuil de pauvreté et 30 % de familles étrangères. Le quartier est-il récupérable ? En dix ans, l'Agence nationale de la rénovation urbaine et la ville lui ont consacré plus de 100 millions d'euros, sans interrompre la chute. La population est passée de 5 800 habitants en 2005 à 4 500 en 2013 ! Les bailleurs sociaux peinent à remplir leurs logements, même en délaissant, réalisme oblige, tout objectif de mixité sociale. Selon les statistiques de la politique de ville, 56 % des résidents étaient là depuis moins de cinq ans en 2013. Ceux qui le peuvent s'en vont, sans considération pour le Repair Café ou les jardins urbains. •

À Kercado, les pompiers qui interviennent sur des départs de feux sont souvent caillassés eux aussi. En 2015, il y a eu une tentative d'incendie du supermarché G20. Révolté par le trafic de drogue à sa porte, le gérant, Claude Thomas, avait placardé une affichette sur sa vitrine : « *Vente de drogue à prix discount, 11h.* »

Le centre médico-social a fermé il y a trois ans. L'agence de la Caisse d'épargne a suivi, en novembre 2016, après que sa vitrine avait essuyé des tirs. « *C'étaient des projectiles légers, type carabine à plomb, tempère un syndicaliste, mais on n'est pas payés pour subir ça.* »

Le contraste avec les quartiers environnants est surréaliste. Kercado est une enclave de trafic dans un tissu de rues tranquilles au possible².

Comment en est-on arrivé là ? Relancée cinq fois, la mairie se mure dans le silence. Nicolas Le Quintrec est plus disert : « *On paye des années de déni collectif. La mairie parlait d'incivilités, pendant qu'une filière se structurait.* » L'élu raconte une anecdote. Arrêté pour possession de stupéfiants, un jeune de Rennes est interrogé par le président du tribunal correctionnel. Pourquoi acheter à Vannes ? Le prévenu répond, comme une évidence : « *Tout le monde sait qu'on trouve ce qu'on veut à Kercado.* » « *Les trafiquants se sont approprié l'espace public, poursuit Nicolas Le Quintrec. La ville a sa part de responsabilité et Vannes Golfe Habitat également. À longueur de réunions, on a parlé renouvellement urbain, en délaissant la sécurité.* »

Appréciation confirmée par un rapport de l'Agence nationale de contrôle du logement social publié en mai 2017. « *Entre 2011 et 2015, l'OPH Vannes Golfe Habitat a mis en service environ 250 logements par an, ce qui représente un très fort développement de son patrimoine (+19 %)* », délaissant des « *problèmes localisés liés à l'occupation des entrées d'immeubles* ». Résultat, VGH est confronté à une vacance préoccupante, en forte augmentation, concentrée sur les quartiers prioritaires de Ménimur et Kercado, où les appartements vides se comptent par dizaines. Situé au nord du centre-ville, Ménimur est l'autre secteur à problème de Vannes. « *Côté trafic, résume Dominique Le Dourner, les deux zones n'en forment qu'une.* »

« *Deux zones, ajoute le syndicaliste, où il y a moins de policiers qu'il y a dix ans ! On paye aussi la fin de la police de proximité* », décidée en 2003. L'antenne de Kercado du commissariat ouvre seulement quelques demi-journées par semaine. Les fonctionnaires restent au guichet. Ils sont trop peu nombreux pour patrouiller la zone, que maillent les fétiches de la sociabilité institutionnelle : ateliers hip-hop, réparations de vélos solidaires, artistes en résidence. Il y avait

jusqu'en 2010 une école de police à Kercado. Elle a été transformée en maison des associations.

Dans ce contexte d'aveuglement et d'urgence, VGH semble avoir abandonné tout objectif de mixité sociale. Elle a concentré à Kercado et Ménimur les demandeurs pour qui ces deux noms ne signifiaient rien, autrement dit, les étrangers. Selon les chiffres de la politique de la ville, ils représentaient 19 % de la population en 2013. On est monté à 30 % en 2017, mais avec un fort turnover. Les mamans comoriennes ne sont guère plus enthousiastes que les Bretonnes à l'idée de voir leurs enfants faire le guet pour des dealers. Quand ils le peuvent, les immigrés s'en vont.

Ministre des Transports puis de l'Enseignement supérieur, de 2004 à 2007, président du conseil départemental du Morbihan, député-maire de Vannes de 1997 à 2004, François Goulard a posté sur sa page Facebook, le 16 novembre 2017, un billet d'une franchise inhabituelle, au lendemain de la présentation d'un nouveau plan banlieue national. « *La seule chose que j'ai fait d'efficace pour les quartiers difficiles de Vannes, c'est la fermeture du collège Montaigne à Kercado, sortant ainsi les enfants de cet enfermement délétère que les bonnes âmes de gauche comme de droite appellent "la présence des services publics dans les quartiers". [...] J'en arrive à la conclusion suivante, [...] certain de choquer, ce qui m'est indifférent. Ces quartiers, que personne ne parvient à améliorer, il faut les faire disparaître, reloger les habitants ailleurs, surtout pas sur place. Démolir et reconstruire autre chose, des pavillons, des zones commerciales, des zones d'activité, peu importe [...]. Les familles ne seront plus soumises à la loi des caïds ou des barbus, les voyous ne seront plus les maîtres d'une enclave de non-droit.* »

« *C'est une position révoltante* », commente Loïc Avry, secrétaire départemental de FO Enseignement. « *On ne peut pas renoncer de la sorte à toute ambition sociale. J'appelle cela jouer le pourrissement d'un quartier pour le livrer aux promoteurs.* »

Mais a-t-on le choix ? La question ne se pose pas seulement à Vannes. À Lorient, une autre fermeture de collège est programmée pour 2019 : Jean-Le-Coutaller, dans le quartier de Bois-du-Château, rongé par le trafic de drogue et le repli communautaire. « *Un programme d'une centaine de suppressions de collèges est en cours en France* », se désole Loïc Avry. En attendant les fermetures de quartiers pures et simples ? •

1. Fondateur de la Ligue de défense judiciaire des musulmans, Karim Achoui a été radié du barreau de Paris en 2011. Inscrit au barreau d'Alger, il a pu continuer à plaider des années en vertu d'une disposition spéciale des accords d'Évian de 1962. En février 2018, la Cour de cassation a confirmé à son encontre une interdiction définitive d'exercer en France.

2. Chaque année dans le Morbihan, les forces de l'ordre diffusent par voie de presse la même consigne de lutte contre les cambriolages : fermer la porte quand on s'en va, ce que beaucoup de gens ne font pas...

3. Cherchez « *Perseigne 61* », par exemple.

TU FINIRAS ZADISTE, MON FILS

Par Cyril Bennasar



ZAD de Notre-Dame-des-Landes, 9 juillet 2016.

La République française peut bien laisser des communautés pacifiques vivre en vase clos comme des amish. Permettre aux zadistes de Notre-Dame-des-Landes de tenter une expérience de vie alternative offrirait un point de chute bigarré à tous les gauchistes de l'Hexagone.

Après les assassinats de quatre personnes au Super U de Trèbes par notre compatriote Radouane Lakdim, et pendant qu'une partie des habitants de la cité du djihadiste abattu opposait une résistance aux policiers, une femme concluait son témoignage, livré à un journaliste sur un ton préoccupé, mais

remarquablement mesuré pour l'occasion, par cette question : « *Qu'allons-nous faire de ces gens ?* »

Si l'État islamique ne s'était pas empressé, à peine créé, de déclarer la guerre au monde, si des musulmans épris de radicalité ne s'étaient pas portés volontaires pour la faire à tout ce qui n'est pas eux, aux mécréants comme

aux mélomanes ou aux femmes visibles, si les fils d'Allah qui rêvent de califat s'étaient contentés de vivre leur aventure eschatologique dans la foi, l'observance et la prière plutôt que dans le vol, le viol et le meurtre, nous autres, hommes libres, aurions une réponse pleine de bon sens et d'humanité pour la dame du super-marché. Que faire de « ces gens-là ? » : leur délivrer un passeport, leur offrir un vol sec pour Mossoul, et tous nos vœux de bonheur. On pourrait même, quitte à rêver à un islam fait de paix et de tolérance, imaginer que notre République puisse accepter une entrave à sa laïcité et tolérer au sein de la nation une enclave inoffensive et islamique, afin de permettre à ceux de ses enfants adoptifs qui préfèrent la soumission à la liberté, et le boudin hallal sous vide intellectuel à la beauté des femmes libres et malignes, de ne pas désespérer d'être nés en Occident. Si seulement ces cons-là avaient un autre modèle de survie que la prédation et le crime, je ne serais pas hostile à la création d'un « Raqqa-sur-Ariège », et nous vivrions peut-être tous en paix. Hélas, dans la réalité, la question posée devant le Super U de Trèbes reste entière. Qu'allons-nous en faire ? Bombarder là-bas et surveiller ici, c'est encore le plus sûr.

La situation de « ces gens-là » ne souffre aucune comparaison avec celle des zadistes de Notre-Dames-des-Landes, mais n'est pas sans rapport. Les uns nous font la guerre quand les autres demandent juste qu'on leur foute la paix, mais dans les deux cas, une jeunesse française est tentée par des formes de séparation et adresse à la nation une demande de divorce. Répondant à ces envies sécessionnistes de nature totalement opposées, j'entends, venus de la droite, les mêmes appels à la répression, les mêmes rappels à l'indivisibilité de la République et les mêmes accusations de laxisme quand la force tarde à faire appliquer strictement la loi. Ce manque de discernement me chagrine. Alors que nous ne sommes pas foutus de mettre hors d'état de nuire quelques milliers de crapules multirécidivistes pourries par l'argent facile de la drogue et décomplexées dans le crime par le Coran, il faudrait s'empresse de réprimer des gens qui vivent dans la boue depuis de nombreux hivers pour savoir, à leur corps défendant, si un autre monde est possible. Alors que les politiques de la ville (entendez : de la banlieue) sont un gouffre où disparaissent des milliards avec les résultats que l'on sait, l'État ne pourrait supporter le manque à gagner des taxes et cotisations sociales d'une poignée de paysans sans terre ? Moi qui me sens définitivement jacobin, moi qui souffre depuis longtemps d'un pouvoir qui transige sur tout et tout le temps, je trouve cette nouvelle et martiale intransigeance un peu sévère.

La France perdrait-elle son crédit ou son âme si elle tolérât en son sein, un peu comme l'Amérique a ses amish, une enclave où se rassembleraient ceux qui rejettent son modèle de développement, son électricité nucléaire, son agriculture subventionnée et ses

élevages industriels et ignobles, mais aux normes, ses centres commerciaux démodés et ses villes cernées de ronds-points ? Que perdriions-nous si nous laissions vivre sur ces terres des artisans et des paysans, libres et précaires, fiers et fragiles, qui ne demandent qu'à subvenir à leurs besoins, loin de ces armées de bons à pas grand-chose qui, assis devant des écrans, ponctionnent et distribuent, administrent et gèrent, prélèvent et sanctionnent ? À quoi renoncerions-nous si nous acceptions que d'autres travaillent la terre, le cuir et le bois, sans assurances et sans mutuelles, sans contrats et sans retraites, loin des notaires et des notables qui sont venus leur rappeler à grand renfort de gendarmes qu'il n'était pas envisageable que l'on se passât d'eux ? Quelle réponse adressons-nous à ces jeunes qui préfèrent les rigueurs naturelles d'une vie rurale aux laideurs de nos urbanismes et au confort neurasthénique de l'embouteillage, du boulot et du métro ?

La loi, rien que la loi ! Telle est notre réponse. Je la trouve un peu courte et un peu sèche. Pour ces enfants de la patrie qui ne sont ni diplômés ni héritiers, mais qui ont, du loup, ce courage qui manque au chien, il y aurait deux issues possibles : le prolétariat, la location de sa force de travail à d'autres, possédants, exploitants, propriétaires, ou l'entreprise individuelle, 7 jours sur 7 à la tâche pour une misère, pris en étau entre les emprunts à rembourser aux usuriers et les conditions imposées par la grande distribution. « *On manque toujours de prolétaires* », chantait Gilles Servat dans l'ancien monde. Le nôtre n'a même plus besoin d'eux, la mondialisation les a remplacés par d'autres moins exigeants et moins chers. Alors quand ces idéalistes qui dédaignent le monde nomade et la société de services promis par M. Attali et qui choisissent la vie pauvre, mais digne, de ceux qui assurent la production plutôt que celle, plus prospère et plus chic, de ceux qui la commercialisent sur le net, j'aimerais que l'on cherche au moins un compromis pour les laisser vivre dans leur réserve d'Indiens, parce que c'est tout ce qu'ils demandent, et parce qu'entre les augmentations de salaire à Air France et le statut des cheminots, c'est quand même bien peu de chose.

Il y aurait un autre avantage, et même deux, à permettre à ces zadistes de tenter une expérience de vie alternative. Cela nous permettrait d'abord de répondre enfin à tous ceux qui braillent dans les manifs, traîne-savates ou casse-vitrines, que oui, un autre monde est possible, qu'il est même là-bas, tout près, troisième route à gauche après Nantes, et bonne chance ! Cela nous donnerait ensuite une réponse toute trouvée à ceux de nos enfants qui décrochent scolairement : « Attention à ton travail, si tu continues à déconner, tu finiras zadiste, sans télé, sans aïe-pod, pad ou phone et sans chiottes. » Le problème est qu'ils pourraient bien nous répondre « chiche ». Mais après tout, après le capitalisme, n'est-ce pas cela aussi, le monde libre ? •

UN PRÉSIDENT NE DEVRAIT PAS DIRE ÇA

Par Stéphane Rozès

Au cours de ces deux entretiens télévisés d'avril, le président a eu l'occasion de donner du sens à sa politique. C'est raté. En donnant l'impression de s'aligner sur l'orthodoxie de Bruxelles et Berlin comme seule perspective, Emmanuel Macron pourrait s'aliéner les Français.

Où allons-nous ? Derrière les soubresauts de l'actualité, qu'on les appelle « crises » ou « mouvements sociaux », il y a toujours, dans le fond, cette seule et unique question dont découle tout le reste : « tout le reste », c'est-à-dire le rapport au réel que construit le peuple français à travers ses représentations culturelles et son imaginaire, ses institutions et ses traditions politiques, sa vision de la religion et de sa place dans la cité, sa conception des relations sociales. Nous avons besoin de nous projeter dans un avenir commun, même par la dispute, car se disputer c'est partager un langage commun qui prouve que nous pouvons faire France, ensemble, en dépit de nos différences d'origine et des antagonismes sociaux qui nous caractérisent.

Bien des pays qui ont traversé des crises économiques plus aiguës que la nôtre ne connaissent pas le même marasme que nous. Nous ne savons pas où nous allons : ne cherchez pas ailleurs l'origine de la dépression française depuis un quart de siècle. Or, un an après avoir été élu sur la promesse de nous remettre « en marche », le président Macron esquivait ostensiblement la question de la destination vers laquelle il entend nous mener. C'est d'ailleurs la première question que lui a posée Jean-Jacques Bourdin lors de l'entretien présidentiel du 15 avril. BFM, RMC, Mediapart : « Emmanuel Macron... Où allez-vous ? Où nous conduisez-vous ? » Réponse : « Peut-être que nos échanges permettront d'y répondre en partie ; d'autre part, l'histoire jugera. » Tout journaliste portant cravate et disant « Monsieur le président », parce qu'il est conscient du caractère symbolique de la fonction présidentielle et connaît la tension entre la mystique et la politique républicaine dont parlait Péguy, aurait pu relancer ainsi : « Monsieur le président, vous avez dit devant le Congrès que le premier mandat que vous aviez reçu des Français était de restaurer la souveraineté de la nation. C'était reconnaître que la France devait retrouver la maîtrise de son destin. Cela suppose aujourd'hui

que vous soyez capable de dire où vous entendez nous amener. Vous avez précisé à Bucarest que les Français refusaient les réformes imposées de l'extérieur, mais que l'on pouvait transformer la France et conserver sa singularité à partir d'une vision universaliste. Avez-vous renoncé à ce mandat que vous ont confié les Français ? »

La question de la réforme européenne et du blocage allemand dont dépend notre souveraineté n'a pas, de même, été abordée. Les postures inquisitoriales et morales des journalistes portant sur les effets des réformes gouvernementales, et non sur leurs fondements, ont permis au président de survoler les échanges avec précision technique et hauteur de vue, mais en contournant l'essentiel – ce qui peut mettre le pays en action –, dont dépend la réussite du macronisme.

Emmanuel Macron ne s'y est pas trompé. Il a été élu car il était le seul à affirmer que la France n'avait pas à choisir entre la soumission et la résistance au monde extérieur, à la globalisation, aux contraintes bruxelloises, mais qu'elle pouvait se mettre en mouvement en partant de ce qui la constitue. François Fillon pensait que la France, pour survivre, devait renoncer à son modèle social. En contrepartie, il promettait de préserver notre identité culturelle et de rétablir nos valeurs morales. Marine Le Pen voulait résister au monde extérieur en s'appuyant sur la préférence nationale, sociale et identitaire, au risque de nous enfermer sur nous-mêmes alors que nous devons nous projeter. Jean-Luc Mélenchon, en cours de campagne, a tenu un discours social et patriotique promettant au pays de défendre notre modèle social contre le monde extérieur, mais au risque de déperir économiquement.

Stéphane Rozès est consultant, président de CAP (Conseils, analyses et perspectives), enseignant à Sciences-Po et HEC.



L'interview télévisée d'Emmanuel Macron par Edwy Plenel et Jean-Jacques Bourdin, 15 avril 2018.

Inconnu il y a quatre ans, Emmanuel Macron a dit aux Français qu'ils n'étaient pas responsables de leurs malheurs et que la France était une « grande nation » capable de relancer l'Europe et d'exister dans le monde ; que les responsables de notre enlisement étaient le système et le personnel politiques, archaïques avec leur clivage gauche/droite dépassé. Il le savait bien, il y était...

Si les classes moyennes et les entrepreneurs, détenteurs de ressources économiques et culturelles suffisantes, se sont approprié sa volonté de remettre le pays en marche, les classes populaires et moyennes, précarisées, souhaitent se défendre contre la globalisation financière par le conservatisme social. Depuis le sommet de l'État, incarné par une jeune technocratie, le président a commencé à « libérer les énergies » en lançant, au nom de l'efficacité économique, des réformes souvent jugées injustes, mais qui semblaient converger vers une dynamique de relance économique annonçant le retour de la France en Europe et dans le monde.

Notre néo-Bonaparte espère ainsi, à travers son incarnation, créer avec les Français un lien vertical et direct contournant et bousculant les corps intermédiaires – Parlement, partis traditionnels, collectivités territoriales, médias – et permettant de tenir ensemble des individus isolés dans le monde horizontal de la « start-up nation », des marchés et des réseaux sociaux. Nonobstant l'impopularité relative qui affecte le président, le pays consent au macronisme : les luttes sociales ne convergent pas et l'opinion ne fait pas « grève par procuration » en soutenant

les cheminots. Mais elle attend en retour que le pays retrouve sa souveraineté et sorte de l'ornière ; bref que les efforts soient, à terme, justement récompensés. Le critère ultime de l'action du président dépend finalement de la réponse à une question : permettra-t-elle de sauvegarder le modèle français en le rendant plus souple et efficace ou aboutira-t-elle à sa dissolution sous la pression de Bruxelles et de Berlin – ce qui nous ramènerait aux politiques qui nous ont plongés dans la dépression ? La communication gouvernementale et le primat accordé à la recherche d'économies budgétaires suggèrent que la deuxième option est privilégiée alors que les propos présidentiels semblent pencher pour la première, d'où l'attentisme du pays.

Le déficit budgétaire de la France vient de passer sous la barre des 3 % dans l'indifférence générale. Pour l'heure, la chancelière Merkel a répliqué par une fin de non-recevoir aux demandes françaises de relance européenne. Or, la destination collective des Français en dépend. Que les réponses françaises au recul économique et aux régressions politiques de l'Europe soient ou non pertinentes n'y change rien. Les raisons du blocage allemand sont avant tout culturelles. Dans l'imaginaire allemand, les règles sont leur propre fin, alors que, dans le nôtre, la vision, le projet, doit précéder et justifier les règles. Quand la communication présidentielle commence à opérer une segmentation en fonction des cibles et à s'aligner sur le discours gouvernemental de l'adaptation, on a quelques raisons de s'inquiéter. Pour la réussite du macronisme et pour celle de la France. •



Pierre Manent.

PIERRE MANENT

LES ANIMAUX POLITIQUES ONT AUSSI DES DROITS

Propos recueillis par Daoud Boughezala, Élisabeth Lévy et Gil Mihaely

L'acte héroïque du colonel Beltrame nous rappelle que la vie humaine ne se réduit pas à la recherche de ses intérêts. Contre l'illusion bourgeoise qui fait de la survie l'unique horizon de l'existence, Pierre Manent publie *La Loi naturelle et les droits de l'homme*. Le philosophe y expose sa vision aristotélicienne de l'homme dont la vocation, ou loi naturelle, est de fonder des communautés politiques. Plongée dans la fabrique du citoyen.

Causeur. Sur France Culture, vous avez récemment déclaré : « *Aujourd'hui on assiste au déploiement d'un rejet des obligations, d'un rejet de l'Institution en tant qu'elle pose des exigences sur les individus.* » Dans ce contexte, quel sens donnez-vous au geste héroïque du gendarme Arnaud Beltrame, qui, face au djihadiste de Trèbes, a fait don de sa vie pour en sauver une autre ?

Pierre Manent. Tout en reconnaissant, évidemment, et en admirant la part d'héroïsme ou de vertu éminente du colonel Beltrame, je vois aussi dans sa conduite un retour à la norme de la conduite humaine. La compréhension des ressorts de la vie humaine est devenue si unilatérale que nous enfermons l'être humain dans la recherche de son intérêt et le cercle étroit de sa survie. Or, l'existence recèle bien d'autres ressorts que la survie

confortable du corps, et le geste sacrificiel du colonel Beltrame a été reçu comme une illumination ou une révélation. Si nous mesurons la distance entre notre vie ordinaire et le sacrifice du gendarme, nous nous disons : « Nous ne sommes pas simplement ceux qui résistent en buvant des bocks en terrasse ! », ce qui était à peu près la mission de résistance que l'opinion gouvernementale nous avait assignée jusqu'ici. Ce n'est pas seulement que nous nous sentons meilleurs, nous découvrons en nous des ressources inconnues ou oubliées. Nous découvrons que le dévouement à la chose commune est *possible* et qu'il est possible *aujourd'hui*. L'émotion partagée sera cette fois, je le crois, profondément constructive.

Quel peut être l'impact de cet héroïsme par procuration ?

Aujourd'hui en Europe, nous raisonnons, nous agissons, nous sentons sur la base de l'idée selon laquelle la paix et l'abondance sont la condition naturelle de l'humanité. Or, l'expérience des humanités qui nous ont précédés, pour parler comme Péguy, c'est le risque de guerre et la rareté. Contre cette expérience de très longue durée, quelques décennies de paix européenne nous ont conduits à penser que les risques de guerre et de violences graves étaient devenus essentiellement accidentels, si j'ose dire, et maîtrisables par des professionnels, c'est-à-dire par des soldats qui ont choisi de l'être. Dans ce dispositif, le tout dont nous sommes membres, qu'on l'appelle la République ou la France, ne peut rien demander aux sociétaires, sauf une chose : payer l'impôt. Pour le reste, la communauté nationale n'a même pas le droit d'exiger l'usage du français puisqu'une partie de l'enseignement supérieur, la partie la plus directement destinée à la formation des « élites », se fait désormais en anglais, ou plutôt en *globish*. L'attentat de Trèbes et les réactions au geste du colonel Beltrame révèlent les impasses et pour ainsi dire l'absurdité de cette dénationalisation. Tandis que →

montent les dangers extérieurs, et que croît la virulence de leurs relais intérieurs, tandis que la paralysie des gouvernements ne fait qu'un avec l'incapacité de la société à se gouverner elle-même, l'urgence de retrouver des ressources de pensée et d'action nous étreint. Ayant au nom des droits individuels écarté, souvent ridiculisé toute raison objective de commander quelque chose aux citoyens, les gouvernements se trouvent fort dépourvus, leur légitimité électorale ne se traduisant plus en capacité de gouverner effectivement.

En somme, le tragique de l'histoire nous rappellerait notre condition de Français enracinés dans une communauté politique particulière. Dans votre dernier livre *La Loi naturelle et les Droits de l'homme* (PUF, 2018), vous critiquez l'inflation des libertés individuelles. Mais ces dernières nourrissent aussi l'aspiration au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Comment le droit des peuples s'articule-t-il aux droits de l'homme ? Peut-on critiquer les seconds sans affaiblir les premiers ?

C'est une situation de tension extrêmement difficile à analyser, et bien sûr à maîtriser. Prenons l'exemple catalan. Le parti européen, initialement très favorable à l'« Europe des régions », a compris qu'en encourageant les régionalismes, on risquait de provoquer la fragmentation de l'Union en un nombre croissant de nations, tout simplement parce que l'horizon naturel de l'indépendance de la vie collective est l'horizon national ; d'où la froideur des institutions européennes à l'endroit des indépendantistes catalans. Cela n'a pourtant pas conduit le parti européen à reconsidérer son appréciation de la nation. Tandis que l'idée nationale se maintient fort vigoureusement dans le reste du monde, l'Union européenne nourrit de grands doutes sur sa légitimité. De fait, les partisans de l'autodétermination des nations sont exclus de la bonne compagnie et dénoncés en tant que « populistes ». Le Brexit a été jugé comme une aberration incompréhensible qu'une bonne partie de la classe dirigeante européenne a été sur le point de ne pas reconnaître. Il n'est d'ailleurs pas certain qu'elle ne parviendra pas à forcer les Britanniques à revenir sur leur choix ou à réduire les effets de celui-ci. Ainsi, d'un côté, nous ne pouvons pas entièrement renoncer à l'idée d'autodétermination, parce qu'elle est inséparable du mouvement démocratique. De l'autre, nous délégitimons tout ce qui donne force et sens à des corps politiques réellement existants, c'est-à-dire indépendants, ce qui nous interdit de soutenir les revendications d'indépendance politique, en tout cas celles des vieilles nations européennes.

Mais l'Europe ne cesse de soutenir les revendications nationales des Kurdes et des Palestiniens !

Les Européens n'admettent l'autodétermination qu'en réponse à une condition d'oppression caractérisée.

Dans ce cas, défendre l'« autodétermination », c'est simplement défendre les droits des peuples soumis à un régime oppressif : les Kurdes en Syrie, ou en Turquie. On est en deçà d'une légitimation complète de l'autodétermination nationale. Et pour cause : je viens de le dire, aucune revendication de droits vraiment collectifs, de droits propres à une communauté politique, n'est vraiment légitime aux yeux d'une Union européenne qui, en délégitimant la nation, a implicitement délégitimé toute communauté politique, ou désireuse de parvenir à l'indépendance politique. Au fond, qu'est-ce que l'UE ? C'est une forme purement étatique qui prétend se rendre indépendante de toute communauté politique passée, présente ou à venir. D'où son caractère essentiellement non démocratique et oligarchique : il s'agit de séparer l'administration de la société, de la participation à une communauté politique. Cette entreprise délibérément « dépolitisante » prive de portée pratique les discours convenus sur la nécessité ou l'urgence d'une « Europe politique ». Les institutions européennes n'édifient pas une communauté politique, mais une administration des droits et des intérêts dont les seuls principes sont les droits humains et la concurrence libre et non faussée.

Cette illusion humanitaro-technocratique n'est pas propre à l'Union européenne. Aujourd'hui, en France, le Défenseur des droits Jacques Toubon promeut un « devoir d'accueil » inconditionnel des migrants. Dans sa version postmoderne, l'État-nation, c'est l'administration des choses dans le respect des droits individuels...

Il est pour le moins imprudent politiquement, de la part de Jacques Toubon ou du pape François, de parler comme s'il y avait d'un côté le droit du migrant, valide d'une validité primordiale et universelle, et, de l'autre, une communauté mise en accusation ou sous surveillance dès lors qu'elle ne répond pas assez vite ou assez complètement aux demandes du migrant ! Mettre face à face un individu porteur d'un droit absolu et une communauté considérable par le nombre, la durée et les réalisations, et qui n'aurait qu'un droit incertain, fragile ou même honteux – qui serait ultimement « sans droit » –, est en outre susceptible d'entraver toute délibération politique sérieuse. Ce contraste entre la pure humanité de l'individu qui demande et l'humanité douteuse ou souillée de la communauté politique existante enivre la religiosité contemporaine, qui se fait gloire de son « ouverture » ; mais cette sentimentalité sans rivages révèle d'abord des sociétés de plus en plus incapables de s'aimer un peu elles-mêmes et de se rapporter un peu rationnellement au monde qui les entoure. Il faut ici rappeler que l'idée des droits n'a pas été toujours contradictoire avec la formation d'un corps politique ! À la fin du XVIII^e siècle, la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen a pour propos et pour sens de détacher les individus, bientôt citoyens, de toutes les structures collectives de l'Ancien Régime. La nation s'est ainsi construite en deux temps : on a délié



Le pape François lave les pieds de migrants accueillis à Rome, 24 mars 2016.

les êtres humains des communautés héritées – premier temps – pour les faire entrer – second temps – dans une communauté civique fondée sur l'égalité des droits et le gouvernement représentatif. Aujourd'hui, l'appel aux droits s'effectue au détriment de la nation : on délie les sociétaires de leur appartenance pour en faire des individus en général qui rencontrent d'autres individus en général. Ces individus sont portés par les flux qui remuent l'humanité mondialisée, des flux qui ont le droit parce qu'ils ont la force, que ces flux emportent les biens, les capitaux ou les êtres humains.

On ne peut pas, cependant, se sentir quitte de tout devoir d'assistance envers nos frères humains.

Le problème n'est pas que l'on reconnaisse des droits aux migrants, ou que nous nous reconnaissons des devoirs. Soigner et mettre à l'abri un migrant en détresse est un devoir humain qui s'accomplit dans l'urgence. Nous le remplissons plus ou moins bien ; il est légitime de vouloir mieux le remplir. En revanche, faire du nouvel arrivant un « sujet de droits » sans préciser quels sont ces droits, en laissant leur indétermination tourner toujours à l'avantage du « sujet » et au détriment de la collectivité, traduit un manque de réflexion sur ce qu'est la chose politique. Tout individu secouru n'a pas vocation à devenir sociétaire, puis citoyen de notre communauté politique. Nous faisons comme si une communauté politique n'était qu'une communauté destinée à proté-

ger des vies. Au-delà de cette fonction élémentaire, la communauté doit organiser ce qu'Aristote appelle la « vie bonne ». La préservation, sans parler de l'amélioration, d'une communauté politique est incompatible avec sa transformation durable en salle des urgences.

La chose est entendue. Mais vous allez beaucoup plus loin dans votre essai. Aux droits de l'hommes qui entendent nous soustraire au sens commun, vous opposez des siècles d'expérience humaine qui fondent ce que vous appelez la loi naturelle. Or, toute l'histoire de la civilisation est celle d'un arrachement au déterminisme, donc à cette fameuse loi naturelle...

Vous reprenez une formule par laquelle on a pensé résumer le mouvement moderne. Dire qu'on « s'arrache à l'ordre naturel » a l'avantage de légitimer le mouvement sans qu'on soit obligé de lui indiquer une finalité. Se libérer de ses chaînes, bien sûr, mais pour quoi faire ? Puisqu'on abolit une règle héritée, c'est un progrès ! Vous me pardonnerez, je ne suis pas convaincu. Il y a évidemment des progrès dans l'ordre humain. L'idée même de civilisation inclut cette idée. Exemple qui est plus qu'un exemple : la fondation des cités. Chez les Grecs, l'ordre naturel est symbolisé par l'ordre des cyclopes dans lequel, comme le dit Homère, le père « donne la loi à ses femmes et ses enfants ». Une révolution s'opère dans le passage de l'ordre des cyclopes à l'ordre des citoyens. On sort de →



Fresque de la Tombe du Plongeur (Grèce Antique), vers 480-470 av. J.-C.

la caverne du cyclope pour instituer une place publique sur laquelle les citoyens délibèrent de la chose commune. C'est un « arrachement » en effet, mais en direction d'une finalité positive. Il s'agit donc d'un progrès et d'un progrès mesurable. Ma perspective ne nous condamne pas à la caverne du cyclope...

Ni aux cavernes tout court !

En effet. L'idée du progrès est une idée légitime qui appartient à l'expérience humaine commune, de manière plus ou moins évidente ou convaincante selon les domaines de celle-ci. Le progrès technique est plus aisément appréciable que le progrès politique ou moral. J'aperçois la loi naturelle dans l'effort, à mon avis inscrit dans la nature de l'homme, pour mener une « vie bonne » et fonder une communauté politique qui soit aussi une communauté d'éducation. En fin de compte, le ressort de la loi naturelle, c'est que l'homme est un « animal politique ». On ne peut pas former des êtres humains un tant soit peu complets sans une communauté politique. La loi naturelle, dans son sens premier, n'est pas une notion métaphysique que l'on voudrait importer ou appliquer dans l'ordre social, elle résulte plutôt d'une analyse attentive et impartiale de notre expérience politique et sociale.

Prenons l'exemple de la sexualité. On peut vouloir choisir sa sexualité, mais ne pas souhaiter un monde où l'on puisse choisir son

sexe. La contraception est sans doute une énorme attaque contre l'ordre naturel qui nous paraît souhaitable, contrairement à la possibilité d'une reproduction sans sexualité. Où placer le curseur ?

Vous avez raison, la contraception a considérablement changé la manière dont les êtres humains négocient cette partie si importante de leur vie. Elle l'a changée spécialement pour les femmes, pour qui elle signifie un gain majeur de liberté, et donc d'égalité. Ce changement majeur des moyens de vie change-t-il essentiellement notre compréhension des relations entre les sexes ou des finalités sociales de la famille ? Je ne le crois pas. Après comme avant, il est légitime, je crois, que la société se donne comme horizon désirable des familles monogames stables et raisonnablement fécondes. La « nature » ne commande certes pas cette formule, mais c'est cette formule qui répond le mieux aux capacités et aux finalités associatives de notre nature. Voilà du moins comment je vois les choses.

Vous citez l'homosexualité dans votre livre. Qu'est-ce qui vous permet de dire que cette pratique, probablement aussi vieille de l'humanité, ne fait pas partie de la loi naturelle ?

Je m'intéresse à la loi dite sur le « mariage pour tous », une loi très significative en ce qu'elle bouleverse la définition d'une institution primordiale de la vie humaine. Il n'est pas juste de présenter cette loi comme une

« extension » ou une « ouverture » du droit au mariage. L'extension du droit de vote aux femmes a signifié effectivement une extension, une universalisation du droit de vote. Il en va tout autrement du mariage pour tous. Jusqu'à ces toutes dernières années, toujours et partout, le mariage a réglé les relations entre les deux sexes et par suite entre les générations ; la production à la fois naturelle et sociale des nouvelles générations dépendant directement de la liaison naturelle et sociale entre une femme et un homme. Il est parfaitement concevable d'attribuer des droits sociaux aux couples homosexuels, mais les faire advenir sous la rubrique d'un « droit au mariage », c'est violenter sans motif le sens des mots les plus usuels, et forcer le corps social à se dire dans des termes qui ne répondent plus à l'expérience commune, mais traduisent une volonté idéologique.

Cela efface notamment la différence des sexes. Mais vous parlez bien de l'homosexualité en tant que telle, comme non conforme à la loi naturelle !

Vous avez lu trop vite ! Je reprends la vieille distinction que la philosophie stoïcienne établit entre la nature commune et la nature individuelle. Que les désirs des uns les portent vers le même sexe et le désir des autres vers l'autre sexe, cela appartient à la nature individuelle de chacun. Je ne vais pas qualifier de « contre-nature » le désir individuel de telle ou telle personne. L'Institution, c'est-à-dire l'organisation de tout ce qui nous lie, se rapporte à notre nature commune. Dans ce contexte, je plaide en effet pour que l'on distingue entre des relations qui répondent à des désirs individuels, et auxquelles on a le droit d'accorder reconnaissance sociale et droits sociaux afférents (PACS, union civile), et, d'autre part, des institutions déterminantes de la vie sociale comme le mariage. Je demande un peu de discernement et de délicatesse pour concilier les besoins des individus et les besoins sociaux.

Quoi qu'il en soit, aujourd'hui, le modèle républicain comme forme de notre communauté politique, pour reprendre vos termes, est en crise. Nous sommes-nous endormis sur nos lauriers ?

Dans son sens le plus plein, la République, c'est une éducation commune. Si la mystique républicaine reste une référence parlante aujourd'hui, c'est parce que le mouvement démocratique, libéral, républicain, a réussi à fonder un ordre nouveau en combinant les droits égaux déclarés à la Révolution française à la longue tradition de la nation, et à sa part monarchique, aristocratique et catholique. On enseignait à tous, à des niveaux différents, une langue qui était celle du roi et de Bossuet comme de Gambetta et de Jaurès. Cela a été très compliqué, mais on a produit une chose commune ! Nous sommes-nous endormis sur nos lauriers ? En tout cas, nous avons voulu jouir des avantages produits par cet effort séculaire tout en abaissant les commandements de l'État et en renon-

çant à la patrie et à ses exigences. Il n'était plus besoin de citoyens. Nous ne serions plus que des bourgeois, autrement dit des hommes qui ont des droits et qui suivent leur intérêt. Dans ces conditions, comment refaire des communautés ?

Votre appel à reformer des communautés en vertu de la loi naturelle correspond à une aire civilisationnelle donnée : l'Occident chrétien. Est-ce pour vous une façon de récuser le multiculturalisme dominant ?

Le multiculturalisme, c'est un slogan simple et une idée compliquée pour donner à un processus de déliaison sinon de fragmentation l'apparence d'un progrès de la civilisation. On s'élève noblement au-dessus de toutes les cultures pour se mettre en situation de les protéger toutes également et de garantir leurs droits égaux. C'est le rêve d'une humanité qui au nom de l'humanité prétend s'élever au-dessus de l'humanité. Le Canada, vous le savez, est la Terre promise de cette nouvelle humanité. Pourquoi est-ce un rêve ? Parce qu'on suppose qu'on peut organiser un ordre humain satisfaisant sans être obligé de produire une chose commune, c'est-à-dire non seulement des institutions, mais une éducation commune, et donc une culture commune. Bien sûr, cette culture commune peut être plus ou moins contraignante et uniforme. Les nations européennes, ou certaines d'entre elles, ont eu cette capacité de joindre une grande diversité de manières de vivre et de penser à une profonde unité morale. Les multiculturalistes aujourd'hui imaginent qu'on peut indéfiniment accroître la diversité sans se soucier de l'unité. Plus ils sont influents, plus ils nous rapprochent d'un seuil passé lequel la diversité n'est plus que dislocation.

En tant que conservateur attaché à la loi naturelle, entendez-vous retrouver une transcendance perdue avec le désenchantement et la sécularisation du monde ?

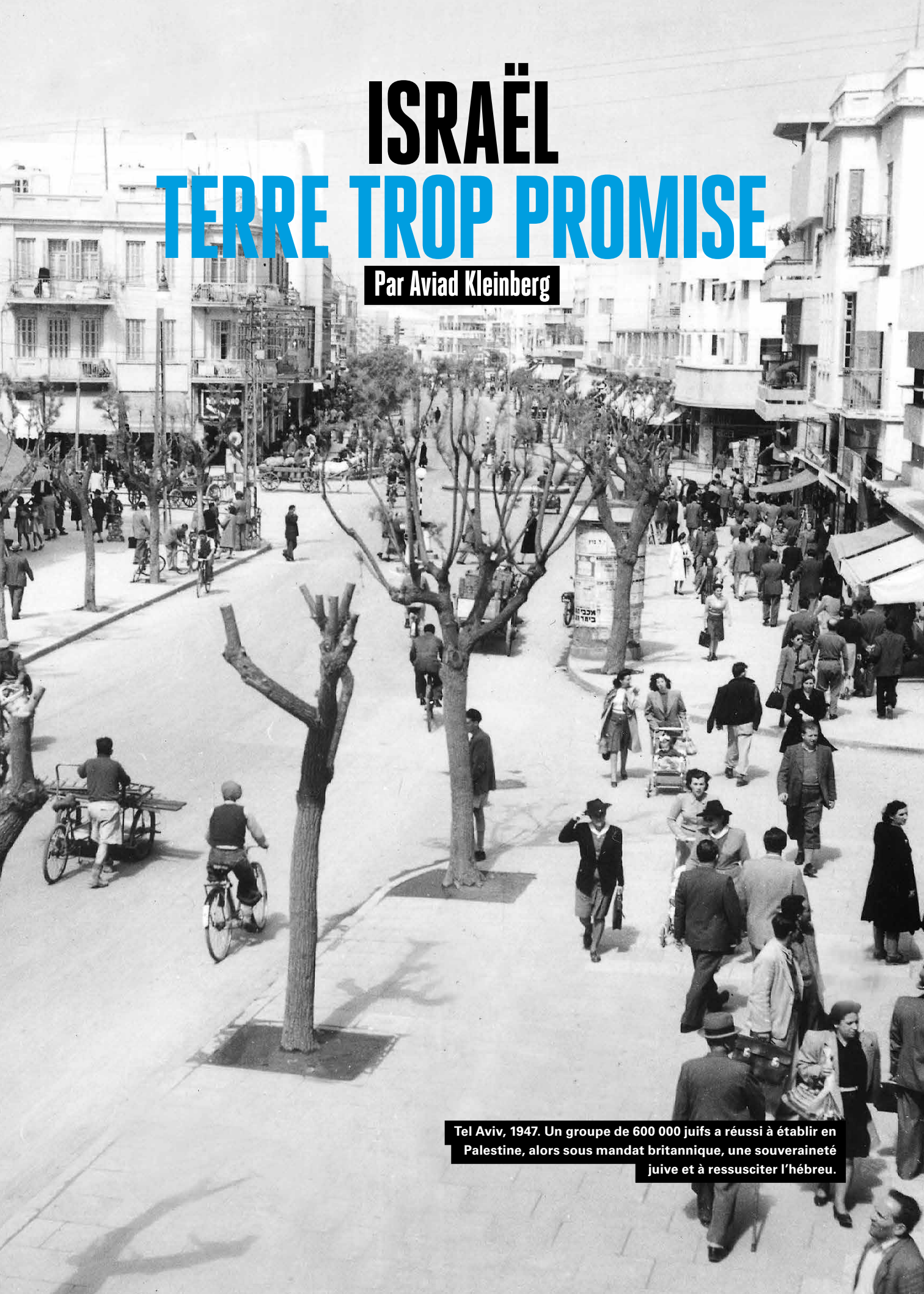
Certes, aujourd'hui, la référence à la loi naturelle est presque exclusivement le fait de certains courants de la pensée catholique. Je respecte cette tradition vénérable, mais mon propos se rattache plus directement à la philosophie politique grecque classique. L'une des causes de la présente paralysie politique, c'est que nous ne savons plus dans quels termes parler de la société que nous formons ensemble. On parle de « valeurs », de « droits », mais on a perdu ce que j'appelle la grammaire de l'action commune et de l'action en général. Dans l'idée de loi naturelle, je cherche la meilleure manière de lier notre action à des raisons qui soient partageables par les citoyens par-delà leur diversité « culturelle ». •



Pierre Manent, *La Loi naturelle et les Droits de l'homme*, PUF, 2018.

ISRAËL TERRE TROP PROMISE

Par Aviad Kleinberg



Tel Aviv, 1947. Un groupe de 600 000 juifs a réussi à établir en Palestine, alors sous mandat britannique, une souveraineté juive et à ressusciter l'hébreu.

L'État d'Israël célèbre ses soixante-dix ans. Le petit État entouré d'ennemis de 1948 est devenu un pays prospère dont les réussites technologiques ne sont plus à démontrer. Mais pourra-t-il rester un État juif et démocratique sans répondre aux aspirations légitimes des Palestiniens ?

Demandez à un Israélien moyen de vous raconter la fondation de son pays : même s'il n'est pas croyant, il vous en parlera très probablement en termes théologiques et métahistoriques. Le peuple juif, dira-t-il, qui a apporté au monde le monothéisme et ce qu'on appellera plus tard la « morale judéo-chrétienne », a toujours suscité l'hostilité chez ses voisins. Pendant le premier siècle de l'ère chrétienne, une catastrophe s'est abattue sur ce peuple. En matant la rébellion juive contre Rome, Titus a détruit l'unique temple que le Dieu des juifs avait permis de construire à Jérusalem. Le peuple élu a été expulsé de sa patrie pour passer les deux mille ans suivants à errer en tant que minorité discriminée subissant de temps à autre les agressions de ses voisins chrétiens et musulmans. Au ^{xx}e siècle, cette violence contre les Juifs a atteint son paroxysme avec le projet nazi de rayer le peuple juif de la surface de la Terre – la Shoah.

Comme le phénix qui renaît de ses cendres, un groupe de 600 000 juifs a réussi à établir en Palestine – alors sous mandat britannique – une souveraineté juive et à ressusciter l'hébreu qui, durant l'exil, était la langue de la synagogue et de l'école talmudique. Réunissant une partie importante des juifs de la diaspora en Israël, ces pionniers ont vaincu les tentatives d'élimination venant tant de l'intérieur (Arabes de Palestine) que de l'extérieur (pays arabes). Enfin, ils ont transformé l'État hébreu en puissance nucléaire régionale, produisant en outre des réalisations exceptionnelles dans les domaines de la science, de l'économie, de la technologie et de la culture.

Tout cela, ajouterait cet Israélien choisi au hasard, n'est pas seulement impressionnant. C'est tout bonnement contraire au cours naturel de l'Histoire. Des peuples normaux ne reviennent pas sur leur terre après deux mille ans d'absence. Des peuples normaux ne maintiennent pas leur cohésion en étant dispersés, privés de territoire, de gouvernement, de langue commune et d'histoire partagée. Si, comme le prétendent beaucoup des critiques du sionisme, les Juifs ne constituent pas une nation mais une communauté religieuse, l'étonnement devient encore plus grand. Comment

se fait-il qu'une communauté religieuse parvienne, contre toute attente, à se transformer en nation parmi les nations avec une langue commune, une souveraineté nationale, des institutions et un gouvernement ? Comment un groupe formé par une minorité mal-aimée qui avait appris à réprimer toute tendance à la violence est-il devenu un acteur ferme, sinon agressif, de l'échiquier mondial ? Et quelles étaient les chances pour que les groupes divers qui se sont retrouvés sur la Terre promise parviennent à trouver un dénominateur commun susceptible de créer une souveraineté digne de ce nom ? Ces chances étaient très faibles. Mais l'Histoire nous apprend que ce qui n'est jamais censé marcher en théorie fonctionne parfois très bien dans la réalité. Rétrospectivement, nous apportons des explications convaincantes à des phénomènes dont l'avènement semblait impossible.

On peut cependant raconter une version très différente de la même histoire, dans laquelle le retour à Sion est moins miraculeux. Précisons d'abord que les Romains n'ont pas forcé les habitants de la Judée à l'exil. Les Juifs ont quitté leur terre de manière graduelle et pour une bonne part de leur propre chef. Ils n'y sont pas « retournés », même pendant des périodes où rien ne les en empêchait. L'existence diasporique n'a pas davantage été une longue succession de pogroms aboutissant nécessairement à la Shoah. Il y a eu de longues périodes de coexistence, certes inconfortable, mais suffisante pour permettre l'émergence d'une élite intellectuelle capable d'élaborer les cadres mentaux du retour et de la « réparation » (*tiqqun*) qui serviront de leviers de cohésion et de mobilisation de la diaspora. Le succès du projet sioniste n'a donc pas été un miracle, mais le résultat de deux phénomènes de fond : la décolonisation post-Seconde Guerre mondiale et les sentiments profonds de culpabilité des nations européennes après la Shoah. Ces deux éléments conjoints ont poussé de nombreux acteurs à soutenir l'étrange idée sioniste. Quant à la minorité sioniste de Palestine, elle a conquis l'hégémonie au sein du peuple juif parce que les anciennes élites dirigeantes qui, contrairement à elle, n'avaient pas vu venir la catastrophe en Europe, avaient perdu toute autorité morale et du même coup été délégitimées. L'existence d'un État occidental au Moyen-Orient allait en outre dans le sens des →



Jérusalem, 10 juin 1967, dernier jour de la guerre des Six-Jours. Cette guerre a été perçue comme l'expression emblématique du rétablissement de la puissance juive.

intérêts des États-Unis, principal soutien d'Israël pendant et après la guerre froide. On pourrait prolonger l'analyse rationnelle en expliquant comment l'élite politique israélienne a su traduire le mythe messianique-religieux du retour en termes laïques et ainsi fonder une société plus ou moins cohérente et unie.

Ces précisions sont importantes pour l'historien qui observe les événements de l'extérieur. Mais de l'intérieur, la société israélienne semble toujours prisonnière du mythe puissant du cycle Exil-Shoah-Renaissance, la victime devenant vainqueur – Abel se lève de la terre, armé, pour s'assurer que le temps de l'humiliation et de la violence subie est à tout jamais révolu. Suivant l'idée du « plus jamais ça », la mission principale de l'État juif serait de constituer un constant défi à l'Histoire dont le cours avait mené à Auschwitz.

Israël est une puissance régionale fondée sur une peur existentielle profonde, un sentiment formulé dans la Haggadah de Pâque : « *Ce n'est pas qu'un seul qui s'est levé contre nous pour nous détruire, mais, dans chaque génération, ils se lèvent contre nous pour nous détruire.* » Si, par le passé, nous avons fait confiance au « Saint, béni soit-Il » pour « nous sauver de leur main », nous ne faisons aujourd'hui confiance qu'à la force. La force juive est donc sacrée, pas seulement en ce qu'elle permet d'imposer sa volonté à autrui, mais

parce qu'elle répare ce que l'Histoire avait abîmé. Le moment où les chasseurs de l'armée de l'air israélienne ont survolé Auschwitz est compris comme un « *tiqqun olam* », une réparation du monde et de l'Histoire. Nous sommes rentrés sur la scène du crime et cette fois-ci non pas sous les ailes de la Shekhina (« présence divine »), mais sous celles de nos chasseurs-bombardiers armés de bombes et de mitrailleuses. Le message est on ne peut plus clair : si vous essayez de faire revenir l'Histoire sur son ancien cours (exil, humiliation, génocide), vous le paierez cher.

Cette vision dont Benjamin Netanyahu, Premier ministre d'Israël depuis une décennie, est la parfaite expression ainsi que l'énergique catalyseur, explique en grande partie la politique israélienne. Elle explique l'écart surprenant entre sentiment de grande puissance et peur constante d'un danger existentiel, une peur provoquée parfois par des menaces relativement faibles (comme les tunnels creusés par le Hamas). Pour mieux comprendre le mythe israélien, revenons sur les moments clés des soixante-dix premières années de l'État hébreu.

Premier épisode décisif, la guerre de 1948-1949 et la vague massive d'immigration qui s'est ensuivie. La guerre d'indépendance commence le 14 mai 1948 avec la déclaration de l'État, imposée par le Premier ministre d'Israël, David Ben Gourion, à un gouvernement

paniqué et hésitant. Cette déclaration a suscité en même temps une joie extatique et la crainte de voir l'Histoire infliger un nouveau et terrible coup aux Juifs réchappés de l'horreur nazie. L'invasion du pays naissant par les pays arabes volant au secours des Palestiniens des territoires anciennement sous mandat britannique a été perçue par beaucoup comme le coup d'envoi de la catastrophe à venir.

Parfaitement compréhensible trois ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, ce sentiment ne reflétait pas le véritable rapport de forces. Mieux organisée que ses ennemis, la communauté juive de Palestine (*Yishouv*) a déployé sur le champ de bataille des combattants mieux entraînés et plus motivés que les soldats mal encadrés des armées arabes. À l'issue de cette guerre menée contre sept pays arabes au milieu d'une population locale hostile, la victoire n'en a pas moins été vécue comme un miracle. Ce conflit a pourtant coûté la vie à 1 % de la population du *Yishouv*, soit l'équivalent de 80 000 morts dans l'Israël de 2018.

Non moins impressionnante que ses performances militaires, la capacité d'intégration du *Yishouv* lui a permis d'accueillir en très peu de temps des immigrés venus de nombreux pays. En moins de quatre ans, le nombre de nouveaux immigrants a dépassé celui des autochtones, si bien qu'en huit ans la population israélienne a plus que doublé. Ces immigrés, qui trouvaient en Israël un refuge et un sentiment d'appartenance, ont été accueillis pratiquement sans sélection d'âge, d'éducation, de moyens financiers ou d'état de santé. Il suffisait d'être juif pour devenir immédiatement un citoyen comme les autres. Le mythe sioniste du retour des Juifs sur leur terre a été le ciment unificateur. Les immigrés ont été déclarés « *revenus dans la mère patrie* », même si leur lien historique et culturel avec le nouvel État était faible. Il leur a fallu adopter les attributs élémentaires de l'appartenance ethnique – langue, coutumes, histoire et mythologie communes – ainsi qu'un système éthique que les dirigeants du *Yishouv* ont présenté comme un idéal commun, porteur de l'« authenticité » juive retrouvée après qu'on s'était délesté de la rouille diasporique. L'Homme nouveau israélien-juif était laïque, patriote et occidentaliste dans sa vision du monde. Surtout, il n'hésitait pas à défendre sa nation et l'honneur de son peuple sabre au clair.

La réalité a rendu le rêve plus compliqué que prévu. Tout d'abord, la terre n'avait pas attendu le retour de ses enfants. Même après le départ de la plupart des habitants arabes, une minorité arabe non négligeable est restée dans l'État juif. Ceux-là ne correspondaient en aucune manière à la vision juive de « réparation ». Même si l'État, fidèle à ses valeurs occidentales et libérales, leur a accordé les droits civiques, voire une certaine autonomie culturelle, Israël les a marginalisés, voyant en eux une menace démographique

à maîtriser. L'hostilité maintenue des pays arabes voisins et l'irruption périodique de conflits armés de plus ou moins grande envergure ont davantage compliqué l'intégration complète des Arabes israéliens. Perçus comme une cinquième colonne, ils ont souvent été traités avec un mélange de méfiance et de racisme.

En 1967, l'ancien Juif victime est définitivement mort. Lui a succédé un nouveau Juif fort.

Pendant ce temps, fait inédit, l'État d'Israël créait une communauté juive où aucune origine particulière n'était démographiquement hégémonique. Certes, la quasi-totalité des dirigeants du *Yishouv* était ashkénaze. Mais chez les nouveaux arrivés, les juifs issus des pays musulmans – les Séfarades ou Mizrahim – étaient majoritaires. Les Ashkénazes, représentant 90 % de la population juive mondiale, formaient seulement 50 % de la population juive d'Israël. Or, les juifs issus des pays musulmans, considérés comme arriérés par rapport aux juifs européens, ont dû s'éloigner de leur héritage arabe. C'est que les Arabes n'étaient pas seulement tenus pour arriérés, ils étaient l'ennemi. Reste que la négation des racines culturelles des juifs issus des pays musulmans a eu de lourdes conséquences : elle a installé une hiérarchie socioculturelle au sein de l'État juif et suscité amertume et rancœur chez les Arabes aussi bien que chez les Séfarades israéliens. Ces ressentiments allaient ressurgir.

Le deuxième tournant de l'histoire d'Israël a été la guerre des Six-Jours (1967). Cette guerre qui a également suscité une angoisse existentielle s'est conclue par une victoire écrasante sur les armées égyptienne, jordanienne et syrienne, et surtout par la prise de contrôle de l'ensemble du territoire de la terre historique d'Israël. Cette guerre a été perçue comme l'expression emblématique du rétablissement réussi de la puissance juive. En 1967, l'ancien Juif victime est définitivement mort. Lui a succédé un nouveau Juif fort dont la supériorité n'est désormais plus uniquement spirituelle, mais aussi physique et militaire.

Or, comme chaque triomphe militaire, la victoire de 1967 a engendré un sentiment d'ubris accompagné d'un aveuglement généralisé. Ceux qui gardaient les yeux ouverts voyaient bien que l'occupation des territoires unifiait les Palestiniens sous un seul gouvernement et renforçait la construction de leur identité nationale. Chez les Juifs, la guerre a réveillé de puissants sentiments religieux et des tentations messianiques. Les promesses divines ayant été tenues, il fallait →

désormais les rendre irréversibles en repeuplant les territoires occupés de façon à les rendre irrécupérables à leurs précédents propriétaires. Ce processus de repeuplement-colonisation a eu un prix économique, social et culturel non négligeable. Il s'est accompagné d'expropriations, de pressions exercées sur les habitants palestiniens, si bien que la colonisation et l'annexion de territoires ont été érigées en projet. Un projet devenu la principale pierre d'achoppement au sein de la société israélienne.

Les questions sociales et économiques ont été reléguées au second plan. Désormais, le rapport aux territoires occupés formait la principale ligne de démarcation entre la gauche et la droite israéliennes. Cette différence paraissait néanmoins largement artificielle, car sans pourtant partager le réveil religieux-messianique de la droite, les gouvernements sociaux-démocrates ont tous plus ou moins encouragé le projet de peuplement juif des territoires afin de consolider la sécurité nationale.

Si la question palestinienne est cachée derrière des colonies et des routes de contournement, elle ne disparaît pas pour autant.

En l'absence de peur réelle des Arabes, qui se sont montrés faibles en 1967, nul besoin de négociation ne se faisait sentir. Pourquoi chercher un accord qui impliquerait l'abandon des avantages militaires chèrement acquis ? La politique du refus qu'appliquaient les pays arabes (les trois « non » de Khartoum en 1968) a renforcé le statu quo en Israël. Comme le disait alors le ministre de la Défense Moshe Dayan : *« Pour Israël, rien ne presse. On attend un coup de fil des Arabes, et s'ils n'appellent pas, ce n'est pas grave ! »*

Troisième étape clé de l'histoire de l'État juif, la guerre du Kippour (1973) a sonné le glas de la première République israélienne. C'est le moment où la confiance absolue dans les pères fondateurs s'est définitivement ébranlée. Ce conflit déclenché par une attaque égypto-syrienne coordonnée s'est soldé par un succès militaire israélien qui n'est cependant pas une victoire. L'ego national israélien en a pris un sacré coup – sans parler des lourdes pertes humaines. Quelques années plus tard, en 1977, le parti de droite Likoud dirigé par Menahem Begin gagnait pour la première fois les élections générales. Une victoire qui ne fut pas uniquement le châtiment infligé au gouvernement travailliste pour l'échec de 1973, mais marqua aussi et surtout le succès de forces longtemps marginalisées – religieux, Séfarades, droite libérale et nationaliste. Cela peut paraître à première vue paradoxal,

mais c'est bien le Likoud qui signa l'accord de paix avec l'Égypte, ordonna l'évacuation du Sinaï alors jalonné de colonies israéliennes... tout en poursuivant énergiquement la colonisation ailleurs. Le nouveau pouvoir soutenait le lobby religieux, encourageait le retour de la foi dans la société au nom de la défense des valeurs traditionnelles trop longtemps méprisées et libéralisa l'économie. Mais cette politique somme toute classique à droite prenait une signification différente en Israël où elle visait également à affaiblir les institutions construites par la gauche (notamment la grande centrale syndicale, une véritable puissance sociale et financière). Sur le plan économique, depuis 1977, Israël a progressivement glissé vers la droite avec le démantèlement partiel de l'État providence. L'État juif a conservé la vision de ses pères fondateurs en matière de sécurité nationale tout en abandonnant leurs valeurs laïques, universalistes et socialistes. Ce glissement à droite a connu deux parenthèses au cours desquelles Rabin et Barak, deux généraux à la tête du Parti travailliste, ont essayé de parvenir à un accord politique définitif avec les Palestiniens. La première Intifada déclenchée en 1987 a démontré la persistance du problème que Rabin, arrivé au pouvoir en 1992, entendait résoudre grâce à l'initiative de son ministre des Affaires étrangères, Shimon Peres. Les fameux accords d'Oslo étaient supposés séparer territorialement les Israéliens des Palestiniens, et laisser sur place la plupart des colonies existantes tout en permettant la création d'un État palestinien. En arrière-plan, l'idée forte était d'atténuer la pression internationale sur Israël et lui permettre de dégager les ressources nécessaires à son intégration dans la mondialisation. Ce processus a été stoppé net par l'assassinat de Rabin en 1995.

L'année suivante, si le nouveau Premier ministre Benyamin Netanyahu tenait une partie des engagements d'Oslo, il montra une approche méfiante du processus de paix. Le large soutien populaire dont bénéficiaient les accords d'Oslo après leur signature en 1993 s'effritait à mesure que les attentats palestiniens se multipliaient. Quant aux forces politiques qui avaient permis l'ascension de Netanyahu, elles ne cachaient pas leur opposition à tout accord susceptible d'aboutir à un État palestinien. Après la chute de Netanyahu en 1999, son successeur Barak lança en 2000 une initiative de paix avec les Palestiniens dont l'aboutissement fut la conférence de Camp David. Engagée par un Barak mal préparé et sans réelle majorité parlementaire, le sommet n'aboutit pas à un accord. De retour en Israël, Barak répliquait qu'Israël *« n'avait pas de partenaire »*, une déclaration lourde de sens pour le leader du camp de la paix. Peu de temps après éclatait la seconde Intifada, un conflit violent entre Israël et l'Autorité palestinienne où les deux côtés subirent de lourdes pertes humaines. L'échec de Camp David et le déclenchement de l'Intifada ont asséné un coup très dur au camp israélien de la paix.



Ashdod, 8 juillet 2014. Le retrait en 2005 de la bande de Gaza, initié par Ariel Sharon, n'apporta pas la paix espérée, mais une recrudescence d'attentats et de tirs de roquettes du Hamas.

Même le retrait en 2005 de la bande de Gaza, initié par le Premier ministre Ariel Sharon, n'apporta pas la paix espérée, mais une recrudescence d'attentats et de tirs de roquettes du Hamas. Le camp de la paix en sortit encore plus affaibli.

Après un bref passage d'Ehoud Olmert au poste de Premier ministre, que des accusations de corruption poussèrent à la démission, non sans avoir tenté de négocier avec les Palestiniens, l'exécutif fut à nouveau dirigé par Netanyahu. Durant son deuxième mandat de Premier ministre, ce dernier a mené de petites guerres périodiques à Gaza, refroidi les relations avec l'Autorité palestinienne et étendu les colonies. Cependant, le soutien dont il bénéficie aujourd'hui est largement dû à la perte d'espoir de parvenir à un accord. Sans espoir, l'électorat israélien ne voit pas pourquoi il ne reconduirait pas Netanyahu, perçu comme un leader expérimenté qui peut se targuer de nombreuses réussites économiques et diplomatiques.

Le sentiment qu'il n'y a ni partenaire palestinien ni opposition crédible a fait d'Israël un pays où la majorité ne souhaite pas la guerre mais ne croit pas la paix possible ; et un large consensus populaire soutient le statu quo diplomatique. Les Israéliens se sentent en sécurité en grande partie grâce à l'affaiblissement de leurs ennemis, notamment palestiniens. Comme tant

de pays européens, Israël a glissé à droite vers un nationalisme visant à réduire les « excès libéraux ». Sans grand enthousiasme, la société israélienne croit à ses mythes fondateurs (le monde est contre nous, notre statut inné de victimes nous accorde une immunité morale). Une fois achevée la transformation du Juif diasporique, il ne reste plus grand-chose à prouver. Tout en restant attachée à la démocratie, la société israélienne voit d'un mauvais œil la défense des droits de l'homme et apporte un soutien quasi automatique à Netanyahu.

Comme toutes les sociétés occidentales, Israël souffre d'une crise d'identité, avec de surcroît des chiffres qui jouent contre elle. Si la question palestinienne est cachée derrière des colonies et des routes de contournement, elle ne disparaît pas pour autant. Dans sa soixante-dixième année d'existence, Israël est acculé à choisir entre trois options : deux États (option de moins en moins probable tant les deux côtés œuvrent pour la rendre impossible), un État binational (que l'écrasante majorité des Israéliens rejette) ou bien un État où les citoyens titulaires de droits côtoient des habitants qui en sont dépourvus. Nous nous dirigeons probablement vers cette troisième option. Est-ce un processus irréversible ? Quelles sont les conséquences d'une telle situation ? Seul l'avenir nous le dira. •

GRANDE-BRETAGNE BOBO ROI!

Par Ana Pouvreau
et Mark Porter



Prince Harry et Meghan Markle,
Londres, 27 novembre 2017.

Le 19 mai, le prince Harry épousera en grande pompe l'actrice métisse américaine Meghan Markle. L'événement mondialement retransmis s'inscrit dans la stratégie de communication de la reine Elizabeth II. Objectif : redorer le blason des Windsor terni par la mort de Lady Di. À cette fin, la famille royale ne lésine pas sur le politiquement correct.

A lors que Kate Middleton vient de donner naissance à un troisième enfant, le prince Harry épousera le 19 mai l'actrice américaine Meghan Markle. Tous les ingrédients du conte de fées propre à enchanter les foules sont réunis : 2 640 invités parmi lesquels on comptera des célébrités à foison (aristocrates, sportifs, stars hollywoodiennes) et des personnalités politiques de premier rang dont, sans aucun doute, Brigitte et Emmanuel Macron, et peut-être Michelle et Barack Obama. On peut s'attendre à un déploiement inouï de robes de haute couture et de bijoux fastueux dans la chapelle Saint-George – une pure merveille de l'art gothique – au sein de l'immense château de Windsor, un édifice de plus de 1 000 pièces. Tous les médias qui le souhaitent pourront retransmettre en direct la cérémonie au reste de la planète. Au point que la rediffusion battra peut-être le record de deux milliards de téléspectateurs enregistré lors du mariage de William et Kate, en avril 2011.

Surtout, l'organisation de cet autre mariage du siècle marque l'aboutissement d'une stratégie au long cours. Grâce à une communication bien rodée, la famille royale britannique, sous l'impulsion d'Elizabeth II, est parvenue à se démarquer de son image d'institution empesée et autoritaire. Harry et Meghan devraient ainsi permettre d'oublier les périodes les plus controversées de la famille royale ouvertes par le traumatisme qu'a été la mort de Diana le 31 août 1997. Dans les années 1990-2000, la vie mouvementée du prince Andrew et de son ex-épouse Sarah Ferguson avait également fait les choux gras de la presse people, de même que les écarts de conduite du futur marié Harry. Enfin, les relations troubles entre l'oncle d'Elizabeth II, Edward VIII, duc de Windsor et roi éphémère, avec le régime nazi, avaient mis la monarchie britannique dans l'embarras après les révélations du tabloïd *The Sun* en 2015.

C'est dire si les Windsor avaient besoin de redorer leur blason. Meghan a le profil parfait pour une opération séduction auprès du peuple britannique.

Militante pour les droits des femmes avec les Nations unies jusqu'à une date récente, elle représenta une ONG chrétienne, World Vision, engagée dans la lutte mondiale contre l'éradication de la pauvreté. Métisse afro-américaine, roturière et divorcée de trois ans plus âgée qu'Harry, Meghan était en outre catholique jusqu'à sa conversion à l'anglicanisme en mars 2018¹.

Rien n'a été laissé au hasard. Le mariage, avant tout caractérisé par sa « coolitude », devrait ravir les bobos. Parmi les bardes qui l'animeront, outre l'inamovible Elton John, ami de feu la princesse Diana, le chanteur Ed Sheeran, la nouvelle référence de la pop internationale, est attendu. Proche de la famille royale, ami du prince Harry, il a été décoré de l'ordre de l'Empire britannique en raison de son succès planétaire. James Blunt ainsi que le groupe Coldplay pourraient également être de la partie et faire de cette célébration l'événement le plus branché du siècle.

Au fil des dernières décennies, la monarchie s'est insérée dans le globalisme et le politiquement correct ambients pour se réconcilier avec son époque. Partant, le gâteau de mariage sera élaboré par une chef pâtissière californienne « à partir d'ingrédients bio », l'accent étant mis sur « leur provenance, leur saisonnalité et bien sûr leur saveur ». Quant aux fleurs utilisées pour les décorations florales, « d'origine locale et de saison », Kensington Palace a fait savoir qu'elles seraient distribuées à des organisations caritatives après les noces. Pour couronner le tout, il a été annoncé début mars que les futurs mariés inviteraient 1 200 membres du public ainsi que 200 bénévoles d'organisations caritatives, 100 élèves des écoles locales et 530 membres de la maison royale et du château de Windsor, ces noces illustrant ainsi le souci de la maison d'Angleterre pour la mixité sociale.

De quoi faire entrer dans la lumière une nouvelle génération de *royals* prompts à communier avec l'humanité tout entière dans l'idéologie du vivre-ensemble, du développement durable et de l'harmonie cosmique. À cet égard, Stéphane Bern considère dans *L'Express* que le mariage de Meghan et Harry →

est révélateur du processus de « régénération » et de « démocratisation » au sein de la monarchie britannique.

Plus prosaïquement, on peut analyser le retour en grâce de la famille royale dans le cœur des Britanniques et sur la scène internationale comme la conséquence d'une prise de conscience – in extremis – par la monarchie de la nécessité de mettre sur pied une stratégie efficace de communication. Par exemple, le simple fait que l'Union Jack n'ait pas été mis en berne à la mort de Diana rendit les Britanniques furieux alors qu'ils pleuraient leur « Reine de cœur ». Ces ratés dans la communication de Buckingham faillirent entraîner la disparition pure et simple de la monarchie. Pour se remémorer le déroulement des événements, l'excellent film de Stephen Frears (2006), *The Queen*, avec l'actrice Helen Mirren, montre les tractations entre la reine et le Premier ministre d'alors, Tony Blair, autour des obsèques de la princesse Diana.

Mais en dépit de cette funeste épreuve, le navire ne sombra pas. Et ce, grâce à une reprise en main énergique du service de presse de la famille royale, notamment par un ancien journaliste du *Financial Times* et directeur de la communication de Manchester United, Paddy Harverson, et son adjoint, Miguel Head, un ancien responsable de la communication du ministère de la Défense britannique. On notera également le rôle déterminant joué par un personnage haut en couleur, Jamie Lowther-Pinkerton, un aristocrate ancien officier des forces spéciales, qui fut conseiller de *Queen Mum*, la « reine mère », puis secrétaire particulier de Charles, Camilla et des princes William et Harry à compter de 2005.

Signe d'un changement réussi dans la communication de la maison d'Angleterre, l'apparition mémorable d'Elizabeth II, 86 ans, doublée par un cascadeur dans une séquence d'hélicoptère, et sa réplique : « *Good evening, Mr Bond !* » aux côtés de Daniel Craig, dans un clip vidéo à l'occasion de la cérémonie d'ouverture des JO de Londres en 2012, événement retransmis à un milliard de téléspectateurs !

En dehors de ces occasions exceptionnelles, la stratégie de communication mise en place à Clarence House s'attache à créer l'illusion d'une proximité entre le mode de vie des *royals* et celui de tout un chacun. Après tout, comme le disait le fondateur du cirque Barnum : « *Personne n'a jamais perdu un dollar en sous-estimant le goût du public !* » C'est ainsi que depuis 2011, le public anglais se repaît de voir Kate Middleton, duchesse de Cambridge, se mettre régulièrement en scène en portant des vêtements de prêt-à-porter accessibles à toutes les bourses.

La future reine d'Angleterre prend également soin de voyager sur des compagnies *low cost* telles que Easyjet.

Sa future belle-sœur Meghan fait de même lorsqu'elle se fait photographier en classe économique sillonnant le monde avec le prince Harry. Le public en liesse a pu l'apercevoir au faite de la mode branchée, portant des jeans déchirés de la marque américaine Mother, lors de sa première apparition officielle au bras du prince Harry à Toronto, en septembre 2017, lors des Jeux Invictus, une compétition multisports paralympique pour blessés de guerre, créée par le prince Harry lui-même.

Dans le même esprit, surfant sur la vague écologique, la famille royale s'engage à partir de 2017 dans la défense de l'environnement avec des initiatives plus ou moins crédibles. Pour preuve, l'utilisation d'un biocarburant obtenu à partir de surplus de vins européens et de résidus d'une fromagerie (!) pour l'Aston Martin DB5 vintage du prince Charles. Buckingham Palace a par ailleurs annoncé vouloir s'attaquer à la pollution plastique des océans en utilisant de la vaisselle recyclable et des emballages biodégradables dans toutes les résidences royales.

Toutefois, le biographe de la famille royale, Robert Hardman, considère que ces changements ont été amorcés par la volonté même de la reine. Apparemment, Elizabeth II s'inspirerait de son aïeul George V, qui eut la bonne idée d'inventer des titres honorifiques – les OBE (Officiers dans l'Ordre de l'Empire britannique) et les CBE (Commandeurs de l'ordre de l'Empire britannique) – qu'il pourrait décerner à des roturiers afin de s'assurer l'assentiment du peuple et protéger ainsi l'institution monarchique. Afin d'améliorer l'image de la monarchie vieillissante, de réels changements structurels ont été effectués. Par exemple, les règles de succession ont été assouplies. Si, jusqu'en 2015, le prince Harry n'aurait pas pu épouser une catholique, cela est devenu possible (même si Meghan Markle a tenu à se convertir) depuis l'abolition de l'Acte d'établissement de 1701. Toutefois, aucun héritier catholique ne peut devenir monarque.

C'est dans ce cadre qu'il faut inscrire l'union de Harry et Meghan. Les tourtereaux incarnent, pour Robert Hardman, « *l'exemple ultime du mariage de l'ancien et du moderne : un couple du XXI^e siècle vivant maritalement, qui convole en justes noces dans le plus grand château inhabité du monde (construit il y a près d'un millénaire par Guillaume le Conquérant)* ».

Pour ne rien gâcher, le mariage de Meghan et Harry représente une opération financière rentable d'une rare envergure, car il s'agit aussi de maintenir à flot le navire royal. Pour mémoire, la reine Elizabeth est à la tête d'une immense fortune de 500 millions de livres sterling. Elle est surtout le plus grand propriétaire terrien au monde, devançant même le roi d'Arabie saoudite.



La reine Elizabeth II et James Bond (Daniel Craig), dans un court-métrage projeté pendant la cérémonie d'ouverture des JO de Londres, juillet 2012.

En 2011, le mariage de Kate et William à l'abbaye de Westminster aurait rapporté deux milliards de livres sterling en retombées économiques, notamment touristiques, malgré un coût record de 34 millions de dollars, dont au moins sept millions payés par les contribuables pour financer le dispositif de sécurité. La robe de Kate coûta la bagatelle de 434 000 dollars et les gâteaux de mariage 80 000 dollars. Cette fois-ci, la presse people évoque un coût de 45 millions de livres, mais également des retombées économiques considérables pour le Royaume-Uni, actuellement en pleine incertitude sur le Brexit.

Lors du MIPTV à Cannes (le plus grand marché global des productions TV), en avril, les acheteurs de productions audiovisuelles pouvaient se procurer le nouveau téléfilm inspiré de la *love story* entre Meghan et Harry, intitulé *Meghan and Harry : A Royal Romance* et produit par la chaîne américaine Lifetime. Autre film qui sera projeté avant le grand jour, le documentaire *Meghan Markle : An American Princess*, acheté par la chaîne américaine Fox TV. Rien qu'en produits dérivés

– du dé en porcelaine au tee-shirt féminin avec l'inscription « *It should have been me !* » (« Ça aurait dû être moi ! ») – les vendeurs de souvenirs prévoient déjà près de 60 millions de livres de chiffres d'affaires.

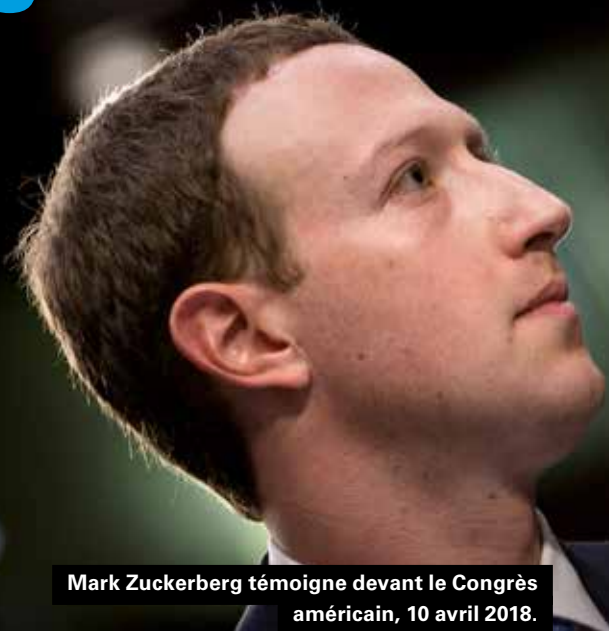
Côté glamour, les multinationales de l'industrie cosmétique, les marques de vêtements et d'accessoires de mode scrutent inlassablement les tenues de Meghan Markle. Par le biais de la presse people qui leur sert de relais, ces enseignes vendent leurs marchandises à l'échelle globale en quantités astronomiques aux millions d'imitatrices de la future duchesse de Sussex.

Bon public, nous regarderons en direct la retransmission du mariage royal le samedi 19 mai devant nos écrans de télévision tout en feignant d'ignorer le son tintinnabulant des espèces sonnantes et rébuschantes qui tomberont dans les (très) larges coffres de la Couronne d'Angleterre. •

1. Sa belle-sœur, Kate Middleton, duchesse de Cambridge, est d'origine juive par sa mère Carole Goldsmith, sœur du millionnaire Gary Goldsmith.

SCANDALE FACEBOOK LA PARTIE ÉMERGÉE DU ZUCKERBERG

Par Thomas Fauré



Mark Zuckerberg témoigne devant le Congrès américain, 10 avril 2018.

Chaque jour, Facebook aspire les milliards de données de ses utilisateurs pour les vendre à des applications commerciales. En croisant les informations, le réseau social fondé par Mark Zuckerberg piétine même la vie privée d'individus qui n'y sont pas inscrits. Malgré ses excuses, son créateur ne pourra pas éternellement échapper à ses responsabilités pénales.

Le scandale Cambridge Analytica constitue la partie émergée, non pas d'un iceberg, mais d'un véritable serpent de mer. Tout fin connaisseur de l'histoire de Facebook sait bien que l'entreprise de Palo Alto est coutumière de ce type de comportements, et ce pour une raison très simple : l'activité de Facebook repose sur la monétisation et la commercialisation des données de ses utilisateurs.

La montagne de sucre commence à caraméliser
Que « la montagne tremble », ou que « la montagne

de sucre » se mette à caraméliser (ce sont là deux étymologies possibles du nom du patron de Facebook), l'avenir semble clairement s'obscurcir pour le réseau planétaire. L'occasion est ainsi offerte d'interpréter la clémence avec laquelle le monde accueille ces révélations. De nombreux observateurs sont pourtant frappés par les caractéristiques quasi étatiques que Facebook a développées avec le temps – politique de recensement, prétentions à la gestion de l'état civil, éducation, renseignement, financement de la recherche sur critères idéologiques, identité numérique, etc. Or, si un État s'était rendu coupable

du tiers des pratiques attribuées ou imputées à Facebook, il aurait été assez rapidement traîné par la peau des fesses devant la Cour européenne des droits de l'homme.

Cambridge Analytica : « So much for democracy » ?

Petit retour sur l'affaire par laquelle le scandale est arrivé. En 2010, Facebook permit à des applications tierces de lire et collecter des données d'utilisateurs. En 2013, Cambridge Analytica sortit de ses forges l'application « This is your digital life ». Près de 270 000 utilisateurs américains de Facebook se prêtèrent sans se méfier à ce qu'ils prirent pour un simple test de personnalité. C'était en fait une monumentale pompe aspirante de précieuses données (sur l'orientation sexuelle, politique, religieuse, etc.) destinées à être vendues. En raison de la porosité entre les profils « amis », ce furent au bout du compte plus de 87 millions de personnes dont les données personnelles furent aspirées. En 2016, la campagne de Donald Trump a investi massivement dans la publicité sur Facebook à la veille de l'élection présidentielle. L'audience idoine fut utilement ciblée, grâce au profilage fourni par Cambridge Analytica. À la mi-mars, la funeste entreprise d'influence fut révélée au grand jour. On put alors lire sous la plume de commentateurs américains « *so much for democracy* », « tant pis pour la démocratie »...

Le Jawad du réseau social

Dans la foulée, Zuckerberg a été sommé de venir s'expliquer devant la Chambre des représentants et le Sénat. Le monde entier a alors vu paraître, sous les traits d'un adolescent glabre et livide, pris la main dans la jarre de cookies, engoncé dans un costume de fortune, sourire crispé, le cinquième homme le plus riche au monde, seul maître à bord d'un réseau tentaculaire peuplé de deux milliards d'êtres humains. Sa ligne de défense peut être résumée ainsi : « Je m'excuse. J'ai pas fait exprès. Je savais pas. Je le ferai plus, je le jure m'sieur dame. » Nous avons trouvé notre Jawad du réseau social.

Zuckerberg évoqua aussi publiquement son souci de « réparer » l'outil Facebook, afin d'éviter que d'autres scandales ne surgissent des profondeurs. Peu de temps après, une employée de Cambridge Analytica déclara que le scandale pourrait bien être plus grave encore que ce qui avait été annoncé. Brittany Kaiser expliqua avoir eu connaissance d'autres applications accueillies par Facebook et destinées à récolter des données : un « *quiz sur la sexualité* » et un autre sur la « *personnalité musicale des utilisateurs* [sic] ». Mais curieusement, ce dont personne n'a parlé alors, c'est de la manière dont Zuckerberg entendait réparer concrètement le préjudice colossal causé à la démocratie et à l'exercice des libertés publiques. Personne.

Toutes les pratiques d'importation de contacts douteuses sont justifiées.

Facebook bénéficie d'un tel capital de sympathie que l'utilisateur moyen demeure persuadé que le média social a été victime d'une fuite ou d'une faille de sécurité. Au fond, personne ne veut admettre l'évidence. Même la publication d'une note interne particulièrement explicite, datée de 2016, a laissé le monde de marbre. Andrew Bosworth, vice-président de Facebook, y tient ces propos effrayants : « *Nous connectons les gens. Un point, c'est tout. C'est pourquoi tout le travail que nous faisons en matière de croissance est justifié. Toutes les pratiques d'importation de contacts douteuses.* » Et d'ajouter : « *Cela peut être mauvais s'ils le rendent négatif. Peut-être que cela coûte une vie à quelqu'un en exposant quelqu'un aux intimidateurs. Peut-être que quelqu'un meurt dans une attaque terroriste coordonnée sur nos outils.* » Dont acte, peut-être ?

Le statut du Commandeur se fissure.

Chaque utilisateur de Facebook laisse en moyenne, *nolens volens*, 98 données personnelles le concernant. Quand vous postez un selfie, vous fournissez trois données (photo, texte, reconnaissance faciale). Mais Facebook en collecte aussi 17 autres (modèle du téléphone, opérateur, niveau de batterie, réseau wifi, temps passé sur la plateforme, etc.). Plus inquiétant encore, Zuck collecte des données y compris lorsque les utilisateurs sont déconnectés du réseau. Enfin, *last but not least*, Facebook butine des données relatives à des petites fleurs qui ne sont même pas inscrites sur sa plateforme. Magique ! Ce sont leurs « *profils fantômes* ». Les choses commencent quand même à bouger. Le statut Facebook du Commandeur est en train de se fissurer. En témoigne le fait qu'un juge américain vient de déclarer recevable la demande de plainte en nom collectif (*class action*) contre Facebook suspecté de collecte illégale de données privées d'utilisateurs liées à un outil de reconnaissance faciale.

En dépit de ce tombereau de preuves à charge, le commun des mortels continue à ne pas trouver de raisons particulières de quitter Facebook. Certes, un récent sondage affirme peut-être que 30 % de ses utilisateurs français envisagent de supprimer leur compte. Une blague qui circule sur internet les soupçonne de se reconnecter rapidement après leur demande de suppression, juste pour aller voir combien de « like » aura généré leur statut solennel ! Facebook, c'est un peu cette vieille tour, cette vieille barre de banlieue que personne ne se résout à voir disparaître, mais qu'il faudra bien un jour ou l'autre dynamiter, essentiellement pour des questions de sécurité. •

Thomas Fauré est président-fondateur de Whaller.

EUROPE MACRON, LE DERNIER DES FÉDÉRALISTES

Par Luc Rosenzweig

Après l'élection d'Emmanuel Macron, nombre de médias français espéraient que le miracle se reproduirait et qu'un big bang adviendrait à l'échelle européenne. Las, de Berlin à Rome en passant par Varsovie et Budapest, l'offensive du président français pour la relance de l'intégration fait un flop magistral.

Dans l'euphorie de l'élection d'Emmanuel Macron, les partisans d'une Europe postnationale substituant toujours plus la souveraineté d'une Union enfin sortie de son marasme à celle des États membres avaient sabré le champagne. Enfin un président français qui ne mettait pas le drapeau bleu étoilé dans sa poche et qui arrêta, au son de *L'Hymne à la joie*, une longue séquence déprimante pour les euro-enthousiastes, allant de l'échec du référendum de 2005 sur la Constitution européenne jusqu'au vote pour le Brexit en juin 2016.

Sur France Inter, Bernard Guetta commentait cet événement avec l'enthousiasme d'un Thierry Roland célébrant la victoire des Bleus en 1998.

Face à Vladimir Poutine, Donald Trump et Xi Jinping, ces géants planétaires et malveillants, surgissait enfin un homme capable de redonner au Vieux Continent l'élan vital pour sortir de ses querelles internes et jouer dans la cour des grands.

D'éminents augures annonçaient un alignement des planètes favorable à l'UE : l'influence néfaste de Londres sur la marche de l'Europe vers son intégration étant éliminée, place nette était faite pour une

harmonie franco-allemande restaurée, guidant les peuples du continent vers un avenir glorieux, dans la paix et la prospérité. À la solidité d'une Angela Merkel en passe d'obtenir un quatrième mandat, venaient s'adjoindre l'énergie et l'enthousiasme européen d'un jeune président français dont l'élection avait fait pousser un soupir de soulagement, à Bruxelles et à Berlin : on s'était, là-bas, tellement fait peur avec la perspective d'une Marine Le Pen à l'Élysée ! Celui qui l'avait terrassée était *so young, so smart, so people* : on le célébrait seul ou avec Brigitte, dans les palais comme dans les chaumières, dans les quotidiens austères comme dans les magazines sur papier glacé.

À cette version moderne du triomphe à la romaine, il manquait l'esclave chargé de tenir la couronne de laurier au-dessus de la tête du vainqueur et de lui murmurer sans cesse « *memento mori* », « souviens-toi que tu n'es qu'un mortel »... Emmanuel Macron prit donc le soupir de soulagement de nos voisins pour des acclamations en sa faveur.

Moins d'un an plus tard, l'hubris du président Macron lui a, en matière européenne, fait commettre quelques bourdes dont les conséquences sont aujourd'hui évidentes, sauf pour ceux qui s'obstinent à ne pas les voir. Jamais, dans la période récente, la France n'a été aussi isolée de ses partenaires européens que depuis l'arrivée de Macron à l'Élysée, jamais notre pays n'a essuyé autant de rebuffades.

Que reste-t-il aujourd'hui de l'élan européen du nouveau président ? À en juger par son discours du 17 avril devant le Parlement de Strasbourg, pas grand-chose : pas de propositions décoiffantes comme à la Sorbonne, mais une dramatisation surjouée mettant en garde contre une « *guerre civile européenne* » si l'Union ne transformait pas radicalement son mode de fonctionnement. L'accueil fut tout juste poli, les applaudissements mesurés, les tweets partant des travées ravageurs (« *arrogance française !* »), les commentaires de couloir désabusés, y compris de la part des supposés amis du président français, comme



« Initiative pour l'Europe » : le discours d'Emmanuel Macron à la Sorbonne, 26 septembre 2017.

le président du groupe socialiste Udo Bullmann qui salue l'orateur, mais attend les actes.

Soyons respectueux : mettons ce bide au débit de parlementaires qui n'ont rien compris à « *l'autorité de la démocratie* » que notre président entend incarner *urbi et orbi*. Mais la courtoisie républicaine ne saurait empêcher de recenser les erreurs commises par Emmanuel Macron dans la gestion de son projet européen (dont votre serviteur ne partage pas la philosophie).

La première bourde magistrale a été le fameux discours de la Sorbonne, porté aux nues par la majorité de nos commentateurs hexagonaux. Prononcé au lendemain d'élections au Bundestag aux résultats pour le moins mitigés pour la chancelière sortante et ses alliés du SPD, il dresse un catalogue détaillé des mesures souhaitées par Emmanuel Macron pour relancer l'Europe : parlement de la zone euro, ministre européen des Finances, budget européen, défense commune, et coopérations renforcées entre les pays désireux d'aller de l'avant. Merkel est furieuse : contrainte à de délicates négociations de coalition avec des partenaires plus que réticents devant ce genre de projets, elle n'entend pas être mise au pied du mur.

Une fois écarté l'épouvantail d'une coalition « jamaïcaine » intégrant des libéraux très hostiles au projet macronien, notre président commet une nouvelle bévue : il mise sur un mauvais cheval, Martin Schulz,

alors chef du SPD, comme principal relais de ses positions au sein de la grande coalition reconduite. Résultat : Schulz est débarqué par ses troupes, et son successeur, Olaf Scholz, devenu vice-chancelier et ministre des Finances, n'est pas sur la ligne ultra francophile du brave Martin. Son orthodoxie monétariste et budgétaire est très proche de celle de son prédécesseur CDU, le redouté et redoutable Wolfgang Schäuble. Merkel reste, en apparence, bienveillante avec Emmanuel Macron, mais laisse ses amis, allemands et étrangers, lacérer à belles dents les joujoux du président français.

Ainsi, c'est la CDU du Parlement de Strasbourg qui organise l'enterrement du projet élyséen de réserver, lors des prochaines élections européennes, 27 des 73 sièges laissés libres par les Britanniques à des listes transnationales, préfiguration de la grande démocratie continentale, rêve de Cohn-Bendit que Macron rêve de réaliser.

Une coalition de huit pays nordiques s'accorde sur un document rejetant point par point le discours de la Sorbonne. Le Premier ministre néerlandais Mark Rutte, inspirateur mais non signataire du texte qu'il trouvait encore trop gentil pour Macron, réagit dans un style trumpien : « *Quand on a des visions, on va chez le docteur !* »

À l'Est, ce n'est pas mieux. L'offensive du président français contre la directive sur les travailleurs détachés a fortement déplu, et ses leçons de morale aux « *démocraties illibérales* » hongroises et polonaises, notamment sur leur refus d'accueil des migrants, ne servent pas sa popularité. Les dirigeants de ces pays vont chercher à Berlin l'assurance qu'ils ne seront pas marginalisés dans une Europe à deux vitesses, et qu'avec ou sans l'euro, ils resteront accrochés à la locomotive communautaire. Et ils l'obtiennent... Au Sud, les relations avec l'Italie sont empoisonnées par la question des migrants, que la France refoule régulièrement lorsqu'ils tentent de franchir les Alpes. C'était déjà le cas avec le gouvernement de centre gauche de Paolo Gentiloni, et cela ne risque pas de s'améliorer après des élections emportées par deux formations beaucoup moins europhiles, le Mouvement 5 étoiles et la Ligue, parti frère du Front national. L'Espagne est préoccupée par la crise catalane. Plus à gauche, la Grèce et le Portugal soupçonnent Macron d'être le nouvel avatar de l'emprise néolibérale sur l'Union européenne...

Le rêve d'un big bang européen similaire à celui de mai 2017 en France, qui rendrait obsolète le vieux clivage droite-gauche dès les élections européennes de mai 2019, se heurte à la résistance farouche du « vieux monde ». Une victoire sans appel, en France, d'une liste macronienne allant des amis de Dany Cohn-Bendit à ceux d'Alain Juppé, pourrait lui redonner des couleurs. Le scrutin risquant d'être, comme d'habitude, le défouloir d'électeurs déçus, c'est loin d'être gagné... •

LA DÉMONDIALISATION NE SERA PAS UN DINER DE GALA

Par Jean-Luc Gréau

Le libre-échange généralisé a été une catastrophe pour nos économies. Mais, quelles que soient les velléités protectionnistes de Donald Trump, revenir sur ce dogme aura un prix.

Vingt-quatre ans après la signature des accords de l'OMC¹, la propagande en faveur du libre-échange bat son plein. C'est que le projet bat de l'aile sous les coups redoublés que lui porte l'improbable Donald Trump, qui a annoncé l'instauration de droits de douane ou de quotas d'importation visant pour l'essentiel l'acier, l'aluminium et les produits électroniques grand public. La Chine, elle, menace de représailles sur les importations de soja, d'avions de ligne et d'automobiles de provenance américaine.

Le plus déconcertant est que la tentation protectionniste ait saisi le pays qui, avec la Grande-Bretagne, avait porté la globalisation sur les fonts baptismaux. L'économie américaine reste l'une des plus productives du monde ! Elle ne souffre ni d'un déficit entrepreneurial ni d'une paresse de sa main-d'œuvre. Sa recherche bénéficie d'un apport continu de matière grise depuis l'étranger. Ses exportations sont au premier rang dans le secteur des armes, de l'aéronautique civile, des biens de divertissement, des produits agricoles et alimentaires. Elle n'a pas les mêmes besoins que l'Europe d'importer des matières premières et elle est devenue exportatrice de gaz de schiste ! Dans ces conditions, pourquoi les États-Unis renoncent-ils au dogme libre-échangiste ? La réponse tient en trois chiffres : 800, 530 et 375 milliards de dollars – montants respectifs du déficit commercial pour les biens, du déficit total, biens et services confondus, et du déficit

engrangé vis-à-vis de la seule Chine en 2017. Or, sur cette question du déficit, notamment avec la Chine, les propagandistes du libre-échange maintenu n'ont d'autre réponse que leurs sempiternelles leçons de choses et de morale. À ces leçons, il faut opposer la révélation de l'immense duperie qu'est le libre-échange global en 2018.

Ricardo révééré, Ricardo ignoré

Observation préalable : le grand essor des économies développées s'est appuyé sur une protection commerciale, en Angleterre d'abord, aux États-Unis ensuite, pays anglais, dès 1791, puis en Allemagne et au Japon. La France a renoué avec une politique protectionniste après avoir constaté les désastreux effets du traité de libre-échange signé avec la Grande-Bretagne en 1860. Ce n'est qu'ensuite, sur la base d'un appareil de production parvenu à maturité, que les pays concernés se sont ralliés au libre-échange. Pour les États-Unis, la conversion date de 1945 : leur industrie représente alors la moitié de la production mondiale. Autant dire que le schéma de spécialisation internationale du travail proposé par David Ricardo ne s'est jamais appliqué². Et, pour cause : sa théorie était fondée sur un principe désormais révolu : *l'immobilité du capital*. Il écrivait ainsi : « *La réticence naturelle de chacun à quitter son pays natal et ses proches, et à se placer, avec ses habitudes établies, sous l'autorité d'un gouvernement étranger et de lois nouvelles, freine l'émigration du capital. Ces sentiments que je serais désolé de voir s'affaiblir, incitent*





Enfin, le réseau internet en offre une troisième facette⁴.

On parle à tort et à travers de financiarisation et de mondialisation. Ces deux termes désignent un objet unique. La création de valeur pour l'actionnaire est la *raison d'être* de la mondialisation. Imposée il y a trente ans déjà par les grands actionnaires des bourses occidentales, elle vise à une maximisation des profits, réalisant ainsi le modèle de Marx, pour multiplier la valeur des titres détenus par ces fonds. Le reste est littérature. On peut penser qu'aujourd'hui, Ricardo, qui était un patriote anglais et non pas un zombie de la mondialisation heureuse, réviserait sa conception du commerce international et qu'il aurait à cœur de desserrer le piège que constitue la création de valeur. En effet le détricotage de la mondialisation, tel qu'il s'ébauche sous la poussée de l'administration américaine ne va pas de soi.

la plupart des détenteurs de fonds à se contenter d'un taux de profit réduit dans leur propre pays, plutôt que de rechercher pour leurs fonds un emploi plus avantageux dans les pays étrangers³. »

Le propos, qui tranche par sa netteté et son style avec le galimatias de la tribu économique régnante, nous oblige à renverser la thèse libre-échangiste. Sachant que le capital et les entreprises sont aujourd'hui plus mobiles qu'ils ne l'ont jamais été dans l'histoire, l'impératif du libre-échange disparaît. Il suffit d'installer sa production sur le territoire ciblé pour atteindre le marché qu'il représente. Cela est vrai aux États-Unis, en Europe et sur tous les continents, à l'exception de la Chine où le Parti communiste impose un partenariat fifty-fifty aux investisseurs étrangers. Aussi bien, le recours au protectionnisme commercial aurait deux effets : rapprocher la production de la demande et empêcher le dumping social, sanitaire et environnemental. L'Europe, si imbue des règles qu'elle impose à ses ressortissants, est prise en délit caractérisé de contradiction, voire de mensonge : placée au centre du plus grand réseau de traités de libre-échange du monde, elle ouvre constamment les portes à une production étrangère ne respectant nullement ses normes. La liberté des investissements directs permet aux producteurs du monde entier d'accéder aux territoires qui pourraient bénéficier de leurs services. Le transfert de connaissances techniques et scientifiques représente aussi une deuxième forme de mondialisation indépendante de la mondialisation commerciale.

Ce sont précisément les conditions financières de la mondialisation qui empêchent qu'on en sorte sans dommages, même en procédant par étapes. La victoire des protectionnistes en Amérique porterait un coup direct à la valorisation des actions sur les marchés boursiers. Prenons le S&P 500, qui représente la plus grosse capitalisation de l'économie américaine. Il se situe aujourd'hui à plus de 2 600, après avoir touché 1 400 en septembre 2008 et 800 en 2009. L'entrée dans l'ère protectionniste signifierait une décade profonde de la cote. En effet, elle imposerait la relocalisation d'activités sur un territoire (américain) plus cher en termes de coût de la main-d'œuvre et de la matière grise. Les fonds de placement, qui ont été les boute-feux de la mondialisation, seraient tentés de se retirer de la place de New York. Or, les marchés boursiers et les marchés du crédit sont liés : ils expriment tous la confiance que leur inspirent les entreprises. Dans le contexte déjà inquiétant d'un surendettement des entreprises en Chine et en Amérique, on ne saurait exclure que le développement du protectionnisme favorise un double krach de la Bourse et du crédit. Bref, s'il est clair que le libre-échange généralisé a été une catastrophe pour nos économies, il l'est tout autant qu'on n'en sortira pas sans dommages. •

1. Accords de Genève de décembre 1993, signés à Marrakech en avril 1994.
2. Bismarck a appliqué, avec le *Zollverein*, les thèses de Frédéric List exposées dans *Système national d'économie politique* (1841), « Tel », Gallimard, 1998.
3. *Des principes de l'économie politique et de l'impôt* (1821), « GF », Flammarion, 1999.
4. Point souligné par Emmanuel Todd.

L'ESPRIT DE L'ESCALIER

Par Alain Finkelkraut



Chaque dimanche, à midi, sur les ondes de RCJ, la Radio de la Communauté juive, Alain Finkelkraut commente, face à Élisabeth Lévy, l'actualité de la semaine. Un rythme qui permet, dit-il, de « s'arracher au magma ou flux des humeurs ». Vous retrouverez ses réflexions chaque mois dans *Causeur*.

L'ANNIVERSAIRE DE MAI 68

25 mars

J'ai 68 ans et comme beaucoup de garçons et de filles de mon âge, j'ai « fait 68 ». Je n'étais pas un chef, j'étais un sans-grade, un protagoniste obscur, un étudiant parmi des milliers d'autres. J'ai défilé, j'ai chanté (faux) les chants révolutionnaires, avec une préférence marquée pour *Bella Ciao*, j'ai participé à des AG. Je ne tire de tout cela ni gloire ni honte. Mais face à la déferlante commémorative qui nous submerge, je voudrais qu'on rende à l'événement sa juste proportion. Un peu de modestie s'impose, on s'est poussé du col alors et je regrette que l'on recommence aujourd'hui. Pour oublier que nous étions des enfants gâtés de l'histoire, nous nous sommes

raconté des histoires. Nous rêvions tout éveillés, nous fantasmions, nous les baby-boomers, un destin épique. Mais certains d'entre nous avaient beau scander « CRS-SS », nous ne sommes pas entrés en résistance. Nous n'avons pas pris le palais d'Hiver, nous n'avons pas fait la révolution. Mai 68 n'a dévoré ni ses ennemis ni ses enfants. Ce n'était pas une révolution, c'était, et de cela on peut en avoir la nostalgie, une *interruption*. Métro, boulot, dodo, la vie suivait son cours et tout d'un coup le temps a été suspendu. On a levé la tête et la conversation a rempli l'espace normalement dévolu aux transports. J'en conserve un souvenir ému et, sur ce point, je suis d'accord avec Maurice Blanchot : « *Quoi qu'en disent les détracteurs de Mai, ce fut un beau moment lorsque chacun pouvait parler à l'autre, anonyme, impersonnel, homme parmi les hommes, accueilli sans autre justification que d'être un homme.* » Et je continue à aimer des slogans comme : « *Parlez avec vos voisins* », « *Il faut discuter partout et avec tous* », même si, en bénéficiaire reconnaissant de la liberté des Modernes, j'apprécie à leur juste valeur le silence et la tranquillité.

Mais il y a d'autres slogans qui me révulsent d'autant plus aujourd'hui qu'ils ont été suivis d'effets et que ces effets ont été dévastateurs : « *L'éducateur doit être lui-même éduqué* », « *Professeurs, vous nous faites vieillir* », « *Ne dites plus "Monsieur le professeur", dites "crève salope"* », « *Professeurs, vous êtes aussi vieux que votre culture, votre modernisme n'est que la modernisation de la police* ». En 1968, les jeunes sont apparus en majesté sur la scène du monde et ont dénoncé avec force l'autorité comme une modalité de la domination. Du printemps de Mai date la confusion du maître qui enseigne avec celui qui opprime. Dans la foulée de la grande révolte, Ricœur, qui était à l'époque président de l'université de Nanterre, a reçu sur la tête le contenu d'une poubelle. Et au lieu de tirer la leçon de cette barbarie, l'institution a entériné le contresens qui l'a rendue possible. De ce que la philosophie des Lumières nous a appris à considérer comme le propre de l'homme : penser et agir par soi-même, l'école a fait non plus le fruit d'une maturation, mais une propriété naturelle et même native. Dès lors, les enfants et les jeunes sont devenus « *les acteurs de leur propre éducation* » et l'autorisation a succédé à l'autorité. Pour la pédagogie issue de Mai 68, les enseignants doivent impérativement descendre de leur piédestal et, le plus tôt possible, mettre les élèves en situation de s'exprimer. On donne désormais la parole avant de



Faculté de Nanterre, 1^{er} avril 1968.

donner la langue. Ainsi meurt le français dans son pays lui-même.

Mai 68, c'est aussi le triomphe de la spontanéité sur les conventions et les bienséances. On laisse les manières à la bourgeoisie expirante, on ne s'embarrasse plus de formes, on se défait de l'étiquette et des salamalecs, on affranchit la vie des contraintes du savoir-vivre, on liquide les derniers vestiges de la société hiérarchique. Dans l'univers de l'égalité, tout le monde devrait pouvoir être soi-même sans faire de chichis. C'est le début de la fin de la cravate. Le guindé fait place au cool. Seulement voilà : la spontanéité n'est pas toujours cool. Elle peut être brutale. Voici que, des injures aux crachats, de l'empiétement sur le domaine d'autrui, par des comportements toujours plus bruyants et péremptaires, aux agressions contre les déten-

teurs de l'autorité qui se sont multipliées depuis la poubelle de Ricœur, les incivilités envahissent l'espace et pourrissent l'existence. La civilité nous revient par l'intermédiaire de son antonyme et nous nous apercevons que l'inhibition n'est pas un rappel à l'ordre, comme on le disait en 1968, c'est un rappel à l'autre.

Pour ses nombreux laudateurs, Mai 68 est un événement planétaire. Dans le chapitre de *L'Histoire mondiale de la France* qui porte sur cette grande césure, Ludivine Bantigny affirme qu'une même contestation visait partout l'ordre établi et que dans le mouvement étudiant parisien on savait ce qui se passait à Berlin, à Trente, à Louvain, et on était en phase aussi avec les événements de Prague ou de Varsovie. Eh bien c'est faux, on n'était pas en phase, on projetait. Kundera l'a dit, mais qui écoute encore →

aujourd'hui Kundera ? Mai 68, écrit-il, « *c'était une révolte des jeunes. L'initiative du Printemps de Prague était entre les mains d'adultes qui fondaient leur action sur leur expérience et leur déception historique. La jeunesse, certes, a joué un rôle important dans ce Printemps, mais non prédominant. Prétendre le contraire est un mythe fabriqué a posteriori en vue d'annexer le Printemps de Prague à la pléiade des révoltes étudiantes mondiales.* » Et Kundera poursuit cette très éclairante comparaison : « *Le Mai parisien mettait en cause ce qu'on appelle la culture européenne et ses valeurs traditionnelles. Le Printemps de Prague, c'était une défense passionnée de la tradition culturelle européenne dans son sens le plus large et le plus tolérant du terme, la défense autant du christianisme que de l'art moderne, tous deux niés pareillement par le pouvoir.* » Le mot même de tradition hérissait les soixante-huitards et même les faisait éclater de rire. « *Cours camarade, le vieux monde est derrière toi* », disaient-ils. L'antiélitisme a commencé alors sa fulgurante carrière. La notion même de culture était contestée au nom de l'équivalence des goûts, des pratiques et des discours. Le pas était ainsi franchi, de la grande proclamation émancipatrice, *tous les hommes sont égaux*, à l'affirmation nihiliste, *tout est égal*. Kundera rappelle que ce sont les films, le théâtre, la littérature qui ont, tout au long des années 1960, préparé le Printemps de Prague, et que c'est l'interdiction à Varsovie d'une pièce de Mickiewicz, le grand poète romantique polonais, qui a déclenché la révolte des étudiants. Commentaire de Kundera : « *Ce mariage heureux de la culture et de la vie marque les révoltes centre-européennes d'une inimitable beauté dont nous, qui les avons vécues, restons envoûtés à jamais.* »

Nous n'avons pas vécu ces moments extraordinaires mais, à l'occasion du cinquantenaire, nous aurions pu essayer d'en recueillir le sens. Tel n'a pas été le cas. L'occasion de sortir du nihilisme n'a pas été saisie, car les cosmopolites autoproclamés, qui revendiquent l'héritage de 68, sont

en fait des provincialistes. Ils ne voient pas plus loin que le bout de leur nez.

MIREILLE KNOLL

8 avril

Le 26 février 2006 a eu lieu une manifestation à la mémoire d'Ilan Halimi qui, après une longue séquestration et de terribles tortures, venait d'être assassiné par le « Gang des barbares ». J'y étais et j'ai constaté que derrière les représentants



Toulouse, 1^{er} février 2018.

des principales forces politiques du pays, il n'y avait pratiquement que des Juifs. Nous étions entre nous, impitoyablement communautarisés par les autres Français qui ne voyaient pas une cause à défendre dans ce fait divers atroce. Certains devaient penser que le mobile des tueurs n'était pas l'antisémitisme, mais l'appât du gain. Les habitués gauchistes des manifestations, quant à eux, ne voulaient pas défiler derrière le CRIF, ce « lobby sioniste », comme ils disent, et les assassins n'avaient pas, à leurs yeux, le bon profil identitaire. Ils ne se seraient pas fait prier s'il s'était agi de nervis du Front national, mais l'antifascisme était pris à contre-pied, et ils ne voulaient surtout pas stigmatiser, à travers les tortionnaires d'Ilan Halimi, la jeunesse en déshérence des quartiers dits « populaires ». À la tristesse du deuil s'ajoutait la mélancolie du délaissement.

Pour Mireille Knoll, assassinée dans son appartement parisien soixante-dix ans après avoir échappé à la rafle du Vél' d'Hiv, les Juifs n'étaient plus seuls. C'était, pour quelques-uns d'entre nous, un réconfort. Pas pour tous : le président du CRIF a fait savoir que les représentants du Front national et de la France insoumise n'étaient pas les bienvenus à cette marche blanche, et des jeunes gens excités de la Ligue de défense juive ont, par leurs insultes, contraint la police à exfiltrer les uns et les autres de la manifestation. Il était indigne de rompre ainsi le silence du deuil et il ne revenait pas aux Juifs de briser l'unité républicaine contre la barbarie qui les vise.

Si le parti de la France insoumise était en tous points sur la même ligne que les Indigènes de la République, il aurait dénoncé le caractère « sioniste » de cette mobilisation. Mélenchon a fait un autre choix, il faut s'en féliciter. Le Front national n'est plus un parti antisémite, même s'il y a encore des dinosaures pétainistes et révisionnistes comme Bruno Gollnisch en son sein. Ce ne sont pas les militants du Front national qui crient « Mort aux Juifs ! » dans les rues de Paris. Nous devons en prendre acte, au lieu d'habiller ce parti d'oripeaux qu'il ne porte plus.



Marche blanche en mémoire de Mireille Knoll, Paris, 28 mars 2018.

Qu'on m'entende bien : je n'ai aucune indulgence ni pour le Front national ni pour la France insoumise. Le parti de Marine Le Pen n'est plus fasciste, mais c'est un parti poutino-trumpiste, deux raisons pour le combattre. Quant à Mélenchon, je n'oublie pas qu'il a osé dénoncer les prétendues accointances de Manuel Valls avec l'extrême droite israélienne, et si je l'avais oublié, le texte qu'il a publié sur son blog le lendemain de la marche pour Mireille Knoll m'aurait rafraîchi la mémoire. Mélenchon présente la Ligue de défense juive comme une milice du CRIF, ce qui, je cite ici Richard Prasquier, est un « *stupéfiant mensonge. Tous les présidents du CRIF, depuis une vingtaine d'années, ont été entraînés dans la boue par ce groupuscule* ». Il affirme aussi que, selon le CRIF, « *pour défendre la France, il faut être solidaire de la politique d'un État étranger et des crimes de son gouvernement* ». Et il fait cet étrange aveu : « *J'ai la prudence de ne pas écrire davantage ce que je pense quant au fond sur le danger qu'est, pour la patrie républicaine, ce type de communautarisme.* » Que nous dirait-il, Mélenchon, s'il n'était pas retenu par cet interdit prudentiel ? En tout cas, il ne s'est jamais montré aussi agressif envers le communautarisme islamique. Il soigne son électorat, et quand il invoque la laïcité, c'est pour mieux pourfendre le concordat d'Alsace-Moselle. Il faut donc rester sur le qui-vive, mais aucune organisation juive n'a le droit de s'ériger en propriétaire de l'émotion suscitée par la mort de Mireille Knoll. Cette émotion n'est pas privatisable, on ne peut en exclure 40 % de l'électorat, c'est ce qu'a dit le fils de Mireille Knoll, et je le dis ici après lui. •

MOUVEMENT ÉTUDIANT LE PRINTEMPS DE L'IGNORANCE



60

Gauchos, hors de nos facs !

Élisabeth Lévy

64

La révolution des bac + zéro

Anne-Sophie Nogaret et Erwan Seznec

63

Les bidonvilles de l'ignorance

Alain Finkielkraut

72

La fabrique des perdants

Jean-Philippe Vincent



Manifestation contre la réforme de l'entrée
à l'Université, Paris, 10 avril 2018.

GAUCHOS, HORS DE NOS FACS !

Par Élisabeth Lévy

Dans les universités, de jeunes gauchistes aussi incultes que sectaires expriment dans un sabir « postcolonial » leur refus de toute sélection. Signe du déclin du savoir, certains professeurs se joignent au mouvement, feignant de croire que 80 % d'une classe d'âge a les capacités de suivre des études. Triste printemps.

Si on vous demande quel est le point commun entre l'École normale supérieure, la vieille Sorbonne (Paris-IV) et l'École des hautes études en sciences sociales, vous répondrez peut-être que ce sont des temples du savoir, et plus spécifiquement, des établissements de pointe dans le domaine des humanités, pour les deux premières, des sciences humaines et sociales, comme on les a baptisées dans la langue triomphante du progrès, pour la troisième. Ce trio d'excellence constitue aussi un modèle (très) réduit d'un système d'enseignement supérieur qui, derrière ses apparences et ses prétentions jacobines, se caractérise par une extrême diversité des statuts. Normale-Sup est une grande école, à laquelle on accède par un concours extrêmement difficile, la Sorbonne une université classique, ce qui signifie qu'elle ne peut vraiment choisir ses étudiants qu'après la licence. Quant à l'École des hautes études, qui fut longtemps un haut lieu de l'histoire en France, elle était à l'origine exclusivement dédiée à la formation doctorale – l'enseignement de la recherche par la recherche. La prise du pouvoir par la sociologie bourdieusienne et le ronronnement égalisateur qui l'a accompagnée ont mis fin à cet odieux privilège. *« Ces gens-là n'ont rien à dire sur le réel et ceux qui s'intéressent au réel sont marginalisés »,* commente un historien goguenard. *Au passage, cela a signé la fin du climat intellectuel et de l'esprit de dialogue qui permettaient à des gens très différents de se respecter.* » Si elle conserve, mais pour combien de temps, le droit de sélectionner ses étudiants, l'École délivre désormais des masters, ce qui signifie qu'elle commence à rentrer dans le rang universitaire. Pour nombre de professeurs, cette banalisation est encore insuffisante : ils se sont mobilisés contre l'adhésion de l'EHESS à PSL (Paris sciences et lettres), regroupement créé par la loi Pécresse et dont font également partie l'ENS, Dauphine et plusieurs grandes écoles et formations scientifiques. Un regroupement jugé

trop « élitiste » – quel scandale en effet qu'une école élitiste... On se demande ce que serait son antonyme : une école moyenne ?

Rome ne s'est pas dé faite en un jour. En dépit des nombreux efforts déployés pour en finir avec ce détestable élitisme, ces trois établissements restent sans doute ce que nous avons de mieux en matière d'études littéraires, au sens large. Pour anecdotique qu'il paraisse, leur autre point commun, qu'ils partagent certainement avec un grand nombre de facs, est doublement emblématique du désastre intellectuel de l'Université d'une part, de la terreur et de la sottise idéologiques qui y règnent, de l'autre.

La nouvelle mode qui fait donc fureur chez d'éminents professeurs aussi bien que chez les étudiants bloqueurs, c'est l'écriture inclusive, cet idiome immonde qui ressemble à une plaisanterie, en tout cas c'est ce qu'on croyait quand les points, les tirets et les « é-e » sont apparus. Sauf que, comme le révèle le témoignage publié page 70 sur Normale-Sup, ainsi que d'autres, recueillis auprès de chercheurs et d'enseignants de la Sorbonne et de l'EHESS, on ne plaisante plus du tout avec ça. Les commissaires politiques, aussi nombreux et agressifs chez les profs que chez les élèves, traquent les déviants. Si bien que des adultes raisonnables, de peur d'être dénoncés, essaient d'éviter toute allusion genrée dans leurs courriers électroniques ou, pis encore, se soumettent à cette lubie d'adolescents qui, en dépit de tout le fatras sociologisant qu'ils ingurgitent, croient toujours que le mot chien mord. *« À l'EHESS, si on veut obtenir des financements, il faut écrire dans ce jargon »,* observe l'historien qui préfère en rire. Le climat est encore plus plombé à Normale-Sup : le destin d'une école qui a formé tant de penseurs et de citoyens illustres, de Péguy à Pompidou en passant par Sartre et Aron, est un véritable crève-cœur. Les bloqueurs et saccageurs du triste printemps



Blocage de la faculté de Tolbiac, Paris, 12 avril 2018.

étudiant auquel on a assisté se réclamaient de Mai 68, qui, observe Alain Finkielkraut (page 63), rejouait déjà la Commune et 1917. Si l'on excepte leur talent pour les happenings animaliers plus ou moins drôles qui font plutôt l'ordinaire de YouTube, la fierté avec laquelle ils exhibent leur incompétence et l'arrogance avec laquelle ils jettent à la poubelle de l'histoire tout ce qui les a précédés, et même tout ce qui n'est pas eux, évoquent plutôt les sinistres gardes rouges de la révolution culturelle chinoise – que révéraient, il est vrai, les plus intellectuels de leurs glorieux aînés. Sauf que cette fois, leurs aînés consentent à leur propre destitution, comme le révèle le grand nombre de professeurs qui se sont solidarisés avec le mouvement anti-sélection. Ainsi a-t-on pu entendre, sur France Culture, l'inénarrable Nicolas Offenstadt raconter fièrement à un journaliste ravi par tant d'audace que, pendant le blocage, ses cours continuaient mais qu'ils ne portaient pas sur le programme, car cela reviendrait à briser la grève. Sur l'engagement des professeurs contre la sélection, Marcel Gauchet a sa petite idée : « *Ce sont les profs qui tiennent le plus au mythe égalitariste en vertu duquel un doctorat de sociologie à Trifouilly-les-Oies vaut la même chose qu'un diplôme de physique à Orsay, qui est la poursuite du mythe selon lequel un bac pro passé à Saint-Denis équivaut au bac*

d'Henri-IV. Tout le monde sait que c'est faux, mais peu importe. On fait semblant d'y croire. »

Les étudiants en grève étaient pathétiques dans leur refus de la méritocratie.

De fait, la mobilisation contre une sélection qui a déjà cours dans toutes les formations appréciées par les employeurs aura plus tenu de la commedia dell'arte que de la lutte sociale. Les étudiants en grève étaient pathétiques dans leur volonté de s'illusionner et dans leur refus de la méritocratie. Mais ceux qui, dans la classe politique et dans le monde universitaire, les ont encouragés dans leurs illusions, sont, eux, des cyniques qui attendent une rétribution électorale de leur démagogie, ou veulent simplement faire jeune. « *Tout le monde convient que l'absence de sélection est une folie, mais une opinion et une classe politique divisées interdisent toute remise en cause d'un statu quo pourtant jugé quasi unanimement coûteux et cruel, à* →

la fois pour la collectivité et pour les individus, car ses premières victimes sont les jeunes envoyés à l'université comme à l'abattoir », écrit Antoine Compagnon¹. On dirait en effet que même Emmanuel Macron n'ose pas utiliser le mot honni et qu'on préfère laisser des dizaines de milliers de jeunes traîner dans des facs-dortoirs plutôt que de leur dire la vérité : prétendre que tous les bacheliers sont aujourd'hui capables de suivre des études universitaires est un énorme bobard. Tout le reste est littérature.

Beaucoup de jeunes, du reste, refusent de s'en laisser conter. Ils optent pour des formations sélectives, de plus en plus souvent privées, dont on apprend, dans la vaste enquête menée par Anne-Sophie Nogaret et Erwan Seznec (pages 64-65), qu'elles concernent déjà plus de 70 % des étudiants en premier cycle. « Éviter le premier cycle de la fac est un sport national », analyse Marcel Gauchet. Cela explique aussi le succès des prépas littéraires qui, loin de l'agitation de Paris-I, Rennes-II et autres ZAD universitaires dont certaines, dirait-on, sont en grève depuis 1968, permettent aux plus méritants d'atterrir directement en master, là où les choses sérieuses commencent.

À l'École des hautes études, on ne compte plus les séminaires sur les migrants et sur le genre.

Parler de la crise de l'Université est donc un abus de langage, voire un amalgame éhonté : la catastrophe intellectuelle et le désastre idéologique – ainsi que le refus pavlovien de la sélection qui va généralement avec – concernent essentiellement les premiers cycles de lettres et de sciences sociales. Quels que soient les défauts de la loi ORE (Orientation et réussite des étudiants) – qui a par exemple oublié de préciser comment et par qui seraient examinés les dossiers de candidatures –, le mouvement étudiant serait passé inaperçu dans les facs de droit, de médecine et de sciences si beaucoup ne partageaient pas des locaux avec les amphes de lettres. Et même parmi les étudiants en lettres, les grévistes étaient ultra minoritaires. Il est vrai que, relookée en temple de l'avant-garde culturelle, la vénérable Sciences-Po a rejoint, quelques heures durant, les camarades en lutte. On a pu voir flotter sur la façade de cette école éminemment sélective un large calicot orné d'un slogan même pas drôle contre la sélection, sans oublier l'inévitable drapeau palestinien, symbole de la solidarité entre les opprimés de Saint-Germain-des-Près et ceux de Gaza. Seulement, comme me l'a dit un ami étudiant, « à 10 000 euros l'année, à Sciences-Po, les blocages ne durent jamais longtemps ». On pourra voir dans ce constat la validation de la

théorie de Jean-Philippe Vincent (pages 72-75) qui tient la gratuité de l'enseignement supérieur pour l'origine de tous les maux qui le rongent.

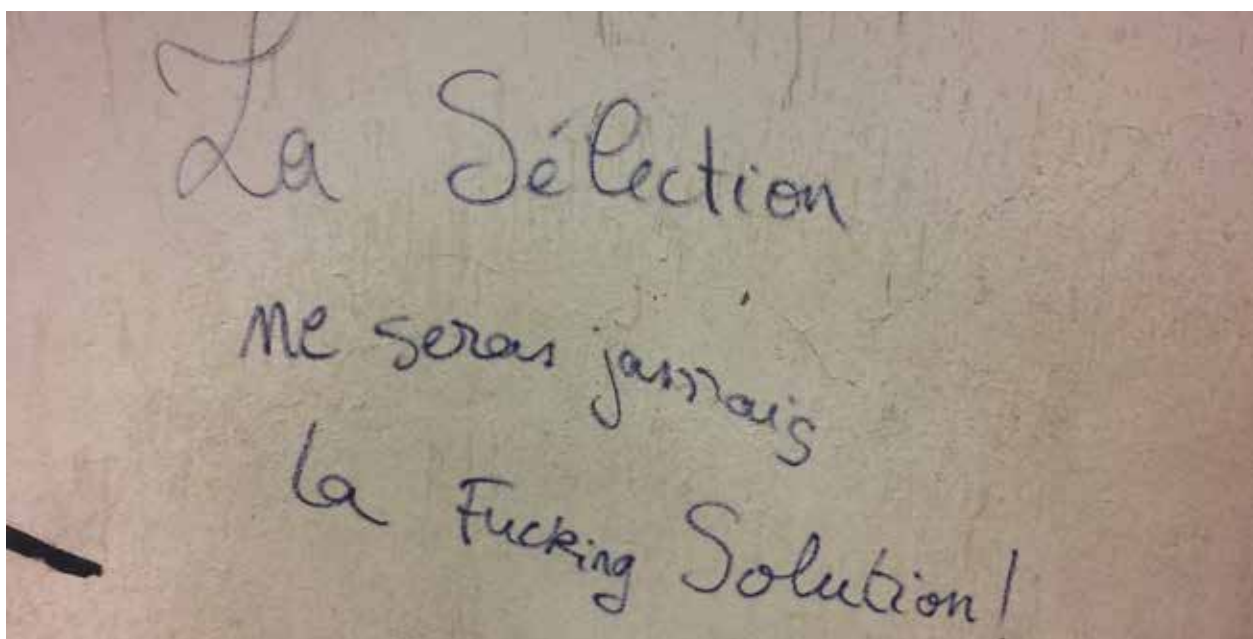
Le tout petit printemps étudiant – qui ne paraît pas devoir résister aux vacances du même nom – n'aura sans doute pas d'autre conséquence que quelques millions de dégâts matériels et des examens retardés. Il est plus inquiétant que l'emprise extrême gauchiste se soit propagée dans des hauts lieux que leur recrutement sélectif n'a pas protégés contre l'importation enthousiaste de tous les articles de la foi postmoderne *made in USA*. À l'École des hautes études, où 200 professeurs ont signé pendant la campagne un manifeste pour Mélenchon, on ne compte plus les séminaires sur les migrants et sur le genre. « Des pseudo-révolutionnaires sérieux comme des papes arrivent à pourrir les entreprises les plus poétiques comme les activités de ce groupe qui défendait les polyamoureux », confie pour sa part un sociologue. Et ils parviennent aussi à propager, au-delà de l'écriture inclusive, l'attirail idéologique de la lutte contre une domination multiforme et sans visage – mais qui finit toujours par avoir celui d'un vieux mâle blanc ou d'un juif riche et libidineux –, le tout noyé dans la sauce postcoloniale qu'affectionnent les Indigènes de la République. Ainsi peut-on entendre en toute occasion des jeunes gens propres sur eux pérorer sur le racisme d'État et le dur destin des personnes racisées.e.s, avec l'air aussi satisfait que s'ils avaient pris le palais d'Hiver.

On pourrait, là encore, se contenter d'en rire – et comment ne pas rire, quand on lit dans le communiqué de Sciences-Po des phrases telles que « Face à la vaste entreprise néolibérale et raciste menée sur tous les fronts par Macron, nous considérons comme essentiel de nous mobiliser de manière concrète, en bloquant les lieux de production des richesses et du savoir » ? Sauf que ce triomphe du dogmatisme, du sectarisme et de l'esprit de sérieux dans des lieux qui devraient être voués à la liberté de penser condamne à mort l'enseignement des humanités, qui demande ironie, hauteur et dialectique. Le marché fabriquera toujours les bataillons de cadres et d'ingénieurs que réclame l'économie, mais seule la puissance publique peut investir des milliards dans un enseignement de haut niveau qui ne sert à rien – sinon, bien sûr, à s'assurer que les chefs-d'œuvre créés et transmis par nos prédécesseurs ne disparaîtront jamais de la mémoire humaine. Certes, ces temps-ci, la puissance publique a d'autres chats à fouetter et, apparemment, d'autres urgences à financer. En imaginant même que la contrainte budgétaire disparaisse par magie et que l'on sorte du formol des professeurs suffisamment compétents pour transmettre cet héritage, il faudrait encore que quelqu'un en veuille. •

1. Antoine Compagnon, « Bac sélection université », in *Le Débat*, n° 199, mars-avril 2018.

LES BIDONVILLES DE L'IGNORANCE

Par Alain Finkielkraut



L'université Paris-VIII occupée, Saint-Denis, 11 avril 2018.

Les acteurs du mouvement étudiant sont les premières victimes de la non-sélection qui sévit dans toutes les écoles de France et dont ils veulent le maintien.

À Paris-I comme à Montpellier, à Strasbourg, à Nantes ou à Toulouse, les étudiants en colère ont voulu être à la hauteur de leurs glorieux aînés. En bloquant leurs facs, ils ont rejoué 68 qui jouait déjà la Commune, la révolution d'Octobre, la Résistance. Le mouvement de 2018 est la copie d'une copie, l'imitation d'une imitation, le pastiche d'un carnaval. Mais, en 68, ceux qui voulaient liquider l'héritage étaient des héritiers. Ils avaient lu des livres, leur vocabulaire, leur syntaxe, leurs références en faisaient foi. Ceux qui ont voulu remettre 68 au goût du jour sont les produits d'une école qui, au nom de l'égalité, a supprimé les humanités. Ces « inhéritiers » ne sont pas seulement parodiques, ils sont pathétiques. Ils sont les premières victimes de la non-sélection qui sévit dans

toutes les écoles de France et dont ils veulent le maintien à l'entrée de l'Université en oubliant que la sélection a été mise en œuvre par les fondateurs de l'école républicaine pour lutter contre la reproduction sociale.

« *Soyez réalistes, demandez l'impossible* », écrivent-ils sur leurs banderoles, mais ce mouvement n'a rien de ludique, de festif ou d'utopique. Devenus zones universitaires à défendre, les temples du savoir ont été dégradés et transformés en bidonvilles de l'ignorance avec une passion pour la laideur qui laisse pantois. Les grévistes de Tolbiac ont, dès le début de leur occupation, mis à sac le local de l'Union des étudiants juifs de France en laissant derrière eux ce graffiti instructif : « *Sionisme = racisme antigoy* ».

En 1968, enfin, on disait beaucoup de bêtises, mais tout le monde parlait avec tout le monde. En 2018, la contestation est sous cloche. Allergiques à la divergence, les nouveaux révoltés s'épanouissent dans le vandalisme, réclament la généralisation de l'écriture inclusive, organisent des « réunions non mixtes d'étudiant.e.s racisé.e.s » et, à part Alexis Corbière et Olivier Besancenot, personne n'a envie de parler avec eux. •

LA RÉVOLTE DES BAC + ZÉRO

Par Anne-Sophie Nogaret et Erwan Seznec



Manifestation contre la sélection à l'entrée des universités,
Paris, 15 mars 2018.

Refusant toute sélection à l'entrée de l'Université, les étudiants en lutte d'avril 2018 entendent retrouver le souffle de Mai 68. Mais leur gloubi-boulga gauchiste mêle égalitarisme abstrait et revendications islamo-differentialistes qui auraient glacé d'effroi leurs aînés. De Nantes à Toulouse, tour d'horizon des facultés.

Saint-Denis, Tolbiac, Toulouse, Avignon, Nanterre, Strasbourg, Montpellier, Rouen, Nantes, Rennes... La contestation étudiante contre la loi sur l'orientation et la réussite des étudiants (ORE), promulguée le 8 mars, touchait mi-avril une dizaine d'universités, à des degrés divers. Point de cristallisation du mouvement, les dispositions instaurant une forme de sélection à l'entrée du supérieur. Les opposants à la réforme y voient un détricotage profondément inégalitaire de la loi Faure de novembre 1968, arrachée au pouvoir par la contestation étudiante de l'époque.

La référence à Mai 68, à cinquante ans exactement d'intervalle, est omniprésente dans le mouvement actuel. Une main anonyme a tagué le slogan le plus connu de Mai, « *Sous les pavés, la plage* », sur les murs de l'université parisienne de Censier. Paris-Plage démarrant dans dix semaines, la formule a désormais le potentiel subversif d'une affiche de marketing territorial. Ce n'est pas la seule différence entre les deux printemps. Les reporters de *Causeur* se sont promenés dans quelques universités. Loin d'être un mouvement de masse, comme celui de 1968, l'effervescence actuelle repose sur une base fort étroite : quelques dizaines d'étudiants par site bloqué, quelques centaines, tout au plus, pour des universités comptant parfois plus de 50 000 inscrits.

Pour le droit à la séparation des sexes

Les revendications centrales sont diamétralement opposées. Les étudiants du siècle dernier réclamaient des changements, ceux d'aujourd'hui se battent pour le statu quo. En Mai 68, la jeunesse universitaire se dressait contre les mandarins. En 2018, 63 présidents d'université publient une tribune dans *Le Monde* pour appeler le gouvernement à concéder des aménagements à la loi. Sans parler de ceux qui délivrent des « cours alternatifs » dans les amphis occupés. Mai 68,

selon la légende, a commencé quand les étudiants de Nanterre, représentés par Daniel Cohn-Bendit, ont demandé le droit de pénétrer dans la cité U réservée aux étudiantes. Cinquante ans plus tard, à Saint-Denis Paris-VIII, un « atelier d'autodéfense non mixte féministe » est programmé par les contestataires, ainsi que des soirées « *sans mecs cis-hétéro* ». Le « collectif féministe racisé.e.s » de l'université de Nantes organisait le 12 avril une réunion interdite aux hommes blancs.

Les bourrasques de Mai 68 mélangeaient tout. Le mouvement actuel tente de redonner une modernité aux clivages les plus archaïques. Du reste, rien n'indique que cette logique séparatiste séduise une frange significative d'étudiants. Selon nos informations, les conférences non mixtes ont surtout provoqué la colère et les rires, au moins à Tolbiac. Combien d'étudiants, du reste, prennent réellement ce mai 2018 au sérieux ? En définitive, la vraie vedette du blocus de Tolbiac (26 mars-20 avril), le plus haut fait d'armes de ce morne printemps, aura été le « Chien Guevara » et son compte Twitter parodique (page 68), presque aussi amusant que l'Internationale islamo-situationniste (IIS) de Saint-Denis (pages 68-69).

Un nouveau venu dans le paysage militant apprécie sans doute modérément l'humour de l'IIS : le syndicat des Étudiants musulmans de France (EMF). À l'université d'Orléans, le 27 mars, cette association se référant explicitement à l'islam et défendant le port du voile a remporté 20 % des suffrages (page 71). Elle siègera au conseil d'administration. On peut y voir une conséquence de la déliquescence de l'UNEF, mouvement gavé de subventions, sans troupes et sans idées. En dehors des groupes de parole non mixtes et de l'écriture inclusive, le « *refus de la sélection* » aura été le leitmotiv de l'ex-grand syndicat. Preuve que celui-ci est résolument hors-sol, déconnecté de la réalité des étudiants. ➔

UNIVERSITÉ, LA SÉLECTION NATURELLE

Dès la première année, plus des deux tiers des étudiants sont d'ores et déjà sélectionnés.

La loi ORE met en place des « *attendus* » non sélectifs pour les bacheliers : expression écrite et orale, analyse et synthèse de texte, aptitude au travail autonome, le tout sans examen éliminatoire. En cas d'insuffisance, les élèves suivront une remise à niveau. Le texte prévoit bien une sélection, mais quasiment sur le mode du tri mécanique : certaines filières, prises d'assaut et offrant peu de places, devront choisir les élus sur dossier.

Une sélection franche aurait-elle choqué la jeunesse ? Pas sûr. Selon un sondage IFOP d'octobre 2017, 80 % des jeunes se déclarent favorables à l'instauration de prérequis pour intégrer une filière universitaire. Leur position se comprend d'autant plus que la sélection à l'entrée du supérieur est déjà une réalité, pour les deux tiers des inscrits en première année ! En 2015-2016, on recense 2,5 millions d'inscriptions dans le supérieur. L'Université proprement dite représente 62 % du total, soit 1,6 million. Les autres sont en BTS, en classe préparatoire, en école d'ingénieur, à Sciences-Po, etc. Ils ont été sélectionnés, sur dossier ou concours. Resterait-il 60 % de non-sélectionnés ? Pas du tout, car l'Université compte aussi des filières sélectives. En 2015-2016, il y avait 116 000 étudiants en DUT, choisis sur dossier, et 450 000 dans les universités privées, Catho de Lille ou d'Angers, qui sélectionnent ! En y ajoutant les 309 000 étrangers inscrits en France, eux aussi sélectionnés, le constat est très simple. Le libre accès est d'ores et déjà largement minoritaire. Il concerne exactement 718 200 inscrits sur 2,5 millions.

Sélectionnés contre la sélection

« Vous êtes assis sur les marches, mais n'ayez crainte, vous aurez de la place dans un mois. » Quel nouvel étudiant fraîchement débarqué en lettres ou histoire n'a pas entendu cette phrase ? Probablement ceux des

universités privées. Dans le public, les amphithéâtres se vident très vite. Les enquêtes du ministère de l'Enseignement supérieur concluent à un taux d'abandon assez stable depuis des années, de l'ordre de 30 % des inscrits. Autrement dit, les étudiants « sélectionnés », déjà majoritaires à la rentrée, le sont encore plus à Noël, par désertion des « non-sélectionnés » ! Les opposants à la loi ORE peuvent-ils vraiment ignorer ces évidences ? « L'appel du 20 janvier », devenu une pétition contre la réforme, a été lancé par l'Association des sociologues enseignants du supérieur (ASES). Le pedigree des membres de son conseil d'administration laisse songeur. La plupart des administrateurs qui refusent la sélection enseignent dans des filières sélectives ou en sont issus. Sarah Abdelnour est diplômée de Normale-Sup, Samuel Bouron est maître de conférences à Dauphine, Christel Coton enseigne au Centre européen de sociologie et de science politique de l'École des hautes études en sciences sociales, etc.

La loi Faure sur les universités ne prévoyait aucune sélection à leur entrée. Toutefois, elle postulait un baccalauréat sélectif et, surtout, une gestion sérieuse. Dans ses mémoires, de Gaulle dit de cette loi qu'elle vise à bâtir des établissements cogérés par les « *professeurs, administrateurs, étudiants* » qui devront « *ou bien fonctionner comme il faut, ou bien fermer leurs portes et cesser de gaspiller le temps des maîtres et des disciples ainsi que l'argent de l'État* ». •



Paris, 15 mars 2018.

LA CHUTE DE LA MAISON UNEF

Si elle est à l'avant-garde de la mobilisation, l'Union nationale des étudiants de France (UNEF) a depuis longtemps perdu ses troupes et ses idées. Mais pas ses subventions...

« L'UNEF perd peu à peu contact avec la masse des étudiants, et l'organisation dépérit lentement. Paralisée financièrement [...], lieu d'affrontements de groupuscules politiques », l'Union nationale des étudiants de France (UNEF) demeure néanmoins « au carrefour de tous les foyers d'agitation du monde étudiant ». Ces lignes décrivent la situation du syndicat en... 1968¹. Victime de schismes en cascade, au sujet de la guerre d'Algérie puis de l'adhésion au marxisme, l'UNEF était déjà en crise il y a cinquante ans. L'organisation a ainsi vu ses effectifs fondre de 80 000 adhérents dans les années 1950 à 20 000 en 1968. Elle en revendique aujourd'hui 19 000, alors que le nombre d'étudiants a décuplé. Son effectif est passé d'un étudiant sur deux en 1956 à moins d'un sur cent en 2018 (0,8 %).

L'UNEF est encore le deuxième syndicat étudiant de France, derrière la FAGE, mais avec une participation dérisoire aux différentes élections qui mesurent la représentativité : 7,1 % en 2017 pour désigner les délégués du Conseil national des œuvres universitaires (Cnous), soit dix fois moins qu'aux élections de 1973 (71 %). À Nanterre, ex-bastion syndical, 2 % des inscrits ont voté en 2015...

Tous les observateurs s'accordent à dire que le noyau actif de l'UNEF est proche de 2 000 militants. Pour les élections du conseil d'administration de La mutuelle des étudiants (LMDE), en avril 2017, l'UNEF, qui truste tous les sièges, a mobilisé exactement 2 218 votants.

Le secret de sa longévité, les subventions

La LMDE, d'ailleurs, est la clé qui permet de comprendre comment l'UNEF tient encore : par les subventions. Le conseil d'administration de la mutuelle ne sert plus à rien. La LMDE était si mal gérée que l'Assurance maladie l'a reprise en main en octobre 2015 (en attendant l'intégration des étudiants au régime général, à la rentrée prochaine). Les instances décisionnaires de la LMDE ont été maintenues pour la forme, mais aussi pour défrayer une quinzaine de militants



Militant de l'UNEF, Paris, 15 février 2018.

UNEF à temps plein, à hauteur de quelques centaines d'euros par mois. Les aides versées par l'État sont très conséquentes. Les annexes au projet de loi de finances 2018 annoncent un total de 801 000 euros de subventions pour l'UNEF en 2016. En y ajoutant les soutiens des conseils régionaux et des municipalités, on dépasse probablement le million d'euros. C'est pour ce trésor de guerre que l'UNEF se déchire. Dernière péripétie, une tentative de putsch avortée, menée l'été dernier par William Martinet, président de l'UNEF de 2013 à 2016, visant à placer le syndicat dans l'orbite de la France insoumise. Plusieurs membres du bureau national ont été exclus.

S'ajoutent à cela des errements idéologiques préoccupants, comme les réunions non mixtes de genre, auxquelles la direction de l'UNEF semble tenir beaucoup. Suicide électoral... La non-mixité, sans surprise, séduit moins l'étudiante que ne le fait l'étudiant, et réciproquement. Dans la chaleur des nuits festives de Tolbiac, mi-avril, un projet d'atelier non mixte défendu par l'UNEF a suscité tant de moqueries et d'indignation qu'il a été annulé (voir page 68). •

1. Voir « Une jeunesse centenaire, brève histoire de l'UNEF », disponible en ligne.

TOLBIAC

CHIEN GUEVARA ENFIN LIBÈRE !

La star de l'occupation de Tolbiac aura été « Chien Guevara », héros de la conférence de presse diffusée le 6 avril.

Dans le 13^e arrondissement, la Commune libre de Tolbiac (4 000 étudiants environ) aura tenu du 26 mars au 20 avril, date de son évacuation par les CRS. Moment vécu, une semaine avant la chute finale. Au mur, en grand : « *Le mouvement est en train de prendre. C'est la théorie du chaos* », phrase prononcée sur France Culture le 30 mars par Georges Haddad, président de Paris-I... Deux étudiants masqués accrochent aux grilles un drapeau orné d'un slogan. L'un d'eux, voyant un smartphone brandi, alpague son propriétaire : les photos doivent être effacées. Le photographe, qui se dit journaliste, refuse. Le ton monte. Le Zorro masqué accuse son interlocuteur d'être « *dans un rapport d'exploitation. Cette photo, vous allez la vendre ! À cause des médias, des étudiants ont des problèmes familiaux.* » Comme si les étudiants en question ne laissaient pas sur les réseaux sociaux des traces singulièrement faciles à retrouver. L'une des figures de proue de l'occupation de Tolbiac, par ailleurs, ne sera probablement pas réprimandée trop durement par ses parents. Il s'agit de Louis Filoche, étudiant, fils de Gérard Filoche, pilier de l'aile gauche du conseil national du PS de 1994 à 2017. Quelques jours avant l'évacuation, il semble avoir reparamétré son compte Facebook, qui rend son engagement moins évident.

Toujours devant les grilles, un autre journaliste tente de fraterniser avec Zorro : « *Laisse-moi entrer, j'ai étudié à Paul-Valéry, moi aussi j'étais engagé. Politiquement, je suis avec vous.* » Une militante, soixantaine passée et cheveux blancs, distribue des tracts pour « Jeunesse révolution »... « *Nous, on est avec eux, mais on respecte : c'est leur occupation, alors on n'entre pas.* » Elle fait le pied de grue, tracts en main, à l'époque de Twitter et de Snapchat, snobés par ceux qu'elle soutient. Son camarade, de la même génération, finit par avouer candidement : « *Le discours des étudiants, je ne le connais pas exactement. Mais il faut en finir avec ce gouvernement.* » Le « *queer* », cet ensemble de théories dont on débat de l'autre côté des grilles, qui remettent en cause la domination du modèle social hétérosexuel et masculin, ne leur parle pas davantage.

Une occupation semi-encadrée

En pratique, les réunions non mixtes de genre ont été annulées à Tolbiac. Elles provoquaient trop de remous. Leur évocation choque le journaliste passé par Paul-Valéry : les vingt ans qui le séparent des militants masqués, soudain, lui tombent dessus. Infiltrer un étudiant dans Tolbiac le lendemain s'avérera très simple. À l'intérieur, quelques dizaines de jeunes, pas davantage, vivent et dorment sur place. Le soir, l'endroit est assez couru. Ambiance festive. Il n'y a pas de bar. Chacun amène sa boisson. L'occupation est en fait encadrée. On ne monte pas dans les 22 étages et des agents de l'université passent de temps en temps, pour maintenir un minimum de respect des normes de sécurité. Dans le monde virtuel, la star de l'occupation de Tolbiac aura été « Chien Guevara », héros de la conférence de presse diffusée le 6 avril. Ce compte Twitter parodique (26 000 followers le 18 avril) a très vite dépassé en popularité les pages Facebook de la révolte officielle. « *Je m'appelle Guevara (j'ai pas choisi), je suis retenu contre mon gré depuis une semaine par des gens déguisés dans une fac moche. SOS. Ça pue le chichon ici.* » Chien Guevara, enfin libre. •



SAINT-DENIS, PLAINE ISLAMOSITUATIONNISTE

La mobilisation est faible dans la grande université du nord de Paris, berceau d'une amusante « Internationale islamo-situationniste ».

NANTES: LA GRÈVE DU 1%

Violence dans les rues et calme dans les amphithéâtres, la mobilisation nantaise est forte en images, mais pauvre en troupes.

Toutes les conditions étaient réunies pour que les luttes convergent à Nantes. Le mouvement de contestation étudiante a démarré alors que l'expulsion de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes n'était pas achevée. Par ailleurs, les occupations de locaux universitaires en faveur des sans-papiers ont démarré ici dès novembre 2017, à l'initiative de l'UNEF et du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA). Ces initiatives ont été largement relayées par les sites d'information alternatifs nés du combat pour la ZAD, Indymedia Nantes et Nantes révoltée. Ultime élément favorable, la sympathie de certains universitaires pour le mouvement de contestation. Le 6 mai 2016, un collectif de « sociologues atterrés » a publié une lettre ouverte incendiaire, à la suite d'un papier de *Ouest-France* considéré comme inadmissible. L'article en question se contentait pourtant de constater l'évidence : les manifestations de jeunes sont plus souvent organisées par des mouvements d'extrême gauche que totalement spontanées.

À peine 1 % d'étudiants mobilisés

En dépit de ces circonstances favorables, on ne peut pas dire que le feu ait tourné au brasier. D'assemblée générale en sit-in, la mobilisation tourne autour de 500 personnes, soit 1 % seulement des 56 585 étudiants nantais. « J'irais



Nantes, 2 avril 2018.

bien aux manifestations, commente candidement Solenn, élève en hypokhâgne, mais j'ai trop de travail. » Les tentatives pour créer une convergence avec le reste du mouvement social se sont limitées à des invitations croisées en assemblée générale, quelques cheminots allant chez les étudiants et inversement. En réalité, les facs nantaises sont plutôt calmes. On ne peut en dire autant des manifestations. Le 19 avril, Françoise Verchère, opposante historique à l'aéroport, a annoncé son retrait des débats, écoeurée par les débordements. Évoquant « certains radicaux » avec qui elle « défie quiconque de passer une après-midi », l'élue Front de gauche s'inquiète. « L'idée de convergence des luttes, voire de Grand Soir, plane évidemment, la violence augmente chaque jour... Un immense gâchis. » Mais un gâchis qui ne concerne les étudiants qu'à la marge. •

En ce début d'avril, la faculté de 22 045 étudiants est bien vide. Le piquet de grève à l'entrée n'est ni hostile ni véritablement filtrant. Quelques jeunes gens errent dans les couloirs. Des vigiles patrouillent nonchalamment. Une AG se tient au fond du département cinéma. Surprise, les participants y évoquent de façon rationnelle des problèmes concrets. Les graffitis sont classiques : appels à la révolution, à l'Intifada, aux meurtres de policiers, de « fafs » et de racistes. Trois migrants passent, chargés de sacs de courses. Une jeune fille aux cheveux bleus discute avec une camarade voilée. À la cafétéria, deux enseignants aident une trentaine de sans-papiers à remplir leur dossier de régularisation. « La préfecture ne vérifie pas les comptes bancaires, déclarez sur l'honneur gagner 635 euros par mois », enjoignent les universitaires, visiblement peu gênés d'apprendre à contourner la loi. D'autres donnent des

« cours alternatifs » (« Professionnalisation des agitateurs », « Jonglage et feu », etc.). La révolution s'ennuie.

« Ayatollahaha »

Un mur tagué lui redonne le sourire : « Mélenchon, le plus con des Français pro-Bolivar », écho à l'aphorisme situ, « Godard, le plus con des Suisses prochi-nois ». Suivent « Pour un califat queer autogéré » et « Ayatollahaha »... Des tags-gags signés d'une mystérieuse Internationale islamo-situationniste. Sa page Facebook est un délice, avec un « message de Claude François : à ton âge il y a des choses qu'un garçon doit savoir ; les décoloniaux, méfie-toi, c'est pas ce que tu crois. » « Mai 68 ne nous intéresse pas, l'amour ET la guerre. » Et en référence à la « BD raciste Tintin », ce tag : « Comme Abdallah, on va grand-remplacer le château de Moulinsart. » •

TOULOUSE RETOUR VERS LE FUTUR

Le Mirail renoue avec sa vieille tradition marxiste

Devançant le retour annoncé de Mai 68, l'administration de l'université du Mirail, désormais appelée Toulouse II – Jean-Jaurès (plus de 30.000 étudiants) est en grève depuis décembre. Depuis trois mois, les étudiants bloquent le campus et les bâtiments de Toulouse II. En cause, le projet de fusion avec l'université Paul-Sabatier, l'INP et l'INSA, qu'a voulu imposer Daniel Lacroix contre l'avis du conseil d'administration, de la majorité des professeurs et des étudiants. S'est ensuite greffé à cette protestation le rejet de la loi

ORE. La grève des étudiants et du personnel administratif est organisée par la CGT, le NPA et la France insoumise. Le 20 mars, face à la paralysie générale, la ministre de l'Enseignement supérieur dissout les conseils centraux, place l'université sous tutelle, destitue le président Lacroix et nomme un administrateur provisoire, Richard Laganier.

La lutte des classes, pas des races

Le blocus ne semble pas, cependant, avoir profité aux revendications néoféministes et raciales, dans une université où elles sont très présentes, en philosophie notamment. « *Au Mirail, il y a aussi une vieille tradition marxiste, répond un professeur. Ici, c'est la lutte sociale à l'ancienne. Les professeurs sympathisants des indigénistes sont restés silencieux.* »

Les AG, visibles sur le net, révèlent un rêve de convergence des luttes et une rhétorique d'autrefois. Les syndicalistes défilent, les étudiants se donnent du « *camarade* », un jeune homme évoque les « *violences policières fascistes* », les « *milices fascistes* » et les « *groupuscules fascistes et nazis du GUD* » ; un vocabulaire dont ses grands-parents usaient il y a cinquante ans et ressorti du placard pour un remake on ne peut plus attendu. Le matérialisme historique à l'épreuve de la société du spectacle. •

UNE ÉCOLE ET UN ENSEIGNEMENT NORMAUX-ALES SUPERIEUR.E.S

Dans La Mecque des lettres françaises, l'écriture inclusive fait sa loi !

L'écriture inclusive est très fréquente chez les étudiants qui portent la contestation contre la loi ORE. Elle fait également fureur à l'École normale supérieure, au grand désarroi d'un de ses élèves, qui s'exprime ici sous le pseudonyme de Louis Varlot : « *Tout le monde se soumet, même ceux qui n'en auraient jamais eu l'idée sans cela, même ceux que cela agace prodigieusement. Et ceux qui se*

refusent à l'employer doivent s'ingénier à trouver des tournures et des synonymes qui neutralisent les problèmes. Cette douce contrainte touche également les messages collectifs sur Facebook, pour lesquels les malheureux qui ne seraient pas encore des Mozart du point médian et qui se tromperaient un peu dans son usage se font sermonner vertement par d'implacables vigies, tandis que les enseignants les plus rétifs finissent par avouer timidement et presque honteusement qu'«[ils] n'y arrive[nt] pas». Et gare à celui qui se risquerait à faire un peu d'humour sur le sujet. L'équipe dirigeante, quant à elle, a basculé depuis bien longtemps. Refusant de hacher menu la fin des mots, le directeur préfère la drolatique formulation «chers et chères collègues», qui a pour elle de faire irrésistiblement penser au fameux «Françaises, Français, Belges, Belges» de Pierre Desproges. [...] L'école a aussi ses pauvres : elle subventionne grassement et en pure perte, à travers le pôle PESU (Programmes pour l'égalité scolaire et universitaire), des «lycées de la politique de la ville» dont les élèves oscillent entre bonnes volontés mâtinées d'illettrisme et démotivation absentéiste. Ce pôle, qui sert surtout à exorciser la mauvaise conscience d'une des écoles les plus sélectives de France, est tout acquis à la doxa pédagogue et on y organise même des conférences dans lesquelles ce sont les élèves de quatrième qui expliquent aux enseignants ou futurs enseignants ce qu'il faut faire : «Comment les collégien.ne.s envisagent-ils leur propre scolarité ? Que pouvons-nous changer pour apprendre mieux et à tous. te.s ? » s'interrogent les affiches... •

ORLÉANS ENFIN UNE VRAIE RÉVOLUTION ISLAMIQUE

C'est la surprise du mois dans le monde universitaire. Un syndicat musulman cartonne à la fac.

Aux élections universitaires qui se sont tenues à Orléans le 27 mars dernier, Active ta fac, liste soutenue par les Étudiants musulmans de France a fait 20,84 % des voix, arrivant en troisième position derrière l'UNEF et Ô Campus. L'EMF dispose désormais de l'un des six sièges étudiants du conseil d'administration et de deux sur les 19 que compte la commission de la formation et de la vie universitaire.

L'EMF se présente comme laïque, mais sa candidate est

voilée. Et l'association tient chaque année un stand à la Rencontre annuelle des musulmans de France (RAMF) du Bourget. Étudiants, professeurs, personne n'a rien vu venir. « À l'université d'Orléans, la religion était un non-sujet : il y a des filles voilées, mais je n'ai jamais entendu parler de tensions confessionnelles », raconte un professeur. Zoé, étudiante, confirme : l'islam n'avait pas de visibilité particulière, sauf pendant le ramadan. Comment expliquer ce score ?

Il y a le taux de participation, très faible : 9,7 %. Il y a aussi, poursuit le professeur, une conjoncture particulière : les antennes de Chartres, Bourges, Issoudun et Châteauroux, menacées de fermeture, ont voté massivement (58 % de participation à Châteauroux). Une moindre présence des syndicats classiques sur les antennes a pu selon lui bénéficier à la liste EMF. L'examen des résultats montre au contraire que le vote des antennes a plutôt permis à l'UNEF de sauver les meubles. Le syndicat, pas plus que l'EMF ou Ô Campus, n'a eu le temps de répondre à nos questions.

Bien organisés et travailleurs

L'administration de l'université a refusé d'imposer le développement (et l'explicitation) du sigle de l'EMF sur les affiches et les tracts du syndicat. D'un autre côté, elle a rompu cette année avec l'usage qui voulait qu'elle finance l'impression des tracts. Une décision qui a concerné toutes les listes, mais que nombre d'étudiants considèrent dirigée contre la liste EMF. Côté programme, selon des étudiants, Active ta fac reprend des projets déjà existants, comme la création de potagers pour les étudiants. « Ils sont hyper organisés. Leurs tracts sont bien faits, ils ont bossé leur sujet », poursuit Zoé.

Présente depuis 2015 à Orléans, l'EMF, créée en 1996, est la prolongation de l'UISEF (Union islamique des étudiants de France). Cette association, créée en 1989, avait intégré en 1995 au sein de son conseil national un certain Tariq Ramadan. Entre tournois sportifs et sorties culturelles, elle s'occupait également de la vie religieuse des étudiants : salles de prière, prêches, cercles religieux... L'EMF ne revendique pas explicitement cette dimension, mais a conservé une pratique « inspirée de l'éthique et des valeurs musulmanes », à commencer par la distribution de colis alimentaires vendus cinq euros. Sur la page Facebook de l'EMF Orléans, nombre de posts se concluent par ce gimmick : « The wave is coming ! » •



Réunion du syndicat des Étudiants musulmans de France, Orléans.

LA FABRIQUE DES PERDANTS

Par Jean-Philippe Vincent

LA FAC EST
UN DROIT
PAS UNE BOÎTE
DE LUXE !!!

Blocage de l'université Schuman à Aix-en-Provence, 17 avril 2018.

La quasi-gratuité et l'absence de sélection à l'entrée de notre système universitaire amènent dans les facs des bacheliers qui n'ont pas le niveau. Investissant à pure perte dans des études vouées à l'échec, ces post-adolescents frustrés s'engagent dans les syndicats étudiants partisans du statu quo. Le cercle vicieux se referme.

Renan voyait dans la faiblesse du système universitaire français une des raisons de la défaite de 1870 : « *Dans la lutte qui vient de finir, l'infériorité de la France a été surtout intellectuelle ; ce qui nous a manqué, ce n'est pas le cœur, c'est la tête*¹. » Son constat reste juste. L'Université française est organisée de telle sorte qu'elle produit spontanément une défaite de la pensée. Ce ne sont pas les hommes et leurs compétences qui sont en cause : ni les enseignants ni les étudiants ne méritent pas rapport à leurs homologues étrangers. Ce sont les principes d'organisation, ce que l'on appelait autrefois les institutions, les fondements qui sont en cause.

Au début du XIX^e siècle, on trouvait sur la porte d'entrée de certains pubs anglais une affichette publicitaire qui proclamait fièrement : *There is nothing like a free lunch*. (« Rien de tel qu'un repas gratuit. ») Cela signifiait que le client qui commandait une bière dans ces pubs recevait en plus, « gratuitement », un sandwich. C'était le début de la formule « *all inclusive* » ! Ce qui n'était pas dit dans l'affichette ni dans le slogan publicitaire, c'était naturellement que le prix de la bière incluait le coût du sandwich. Le *free lunch* était tout sauf gratuit, il était une illusion, un attrape-nigaud. Depuis, l'expression « *free lunch* » est devenue proverbiale chez les économistes pour caractériser les situations, nombreuses dans la vie économique, où de fausses gratuités (celle des services publics par exemple) génèrent gaspillages et inefficacités. Or, l'enseignement universitaire français repose sur le principe de la gratuité ou de la quasi-gratuité, même si la réalité tend à s'en éloigner progressivement, mais difficilement. Quelles en sont les conséquences ? En raison de la quasi-gratuité, beaucoup de jeunes s'orientent vers l'Université pour des raisons qui n'ont rien à voir avec des préférences véritables : ils y sont attirés à la fois par le prestige relatif des études universitaires et par leur prix faible et inférieur au prix de marché tel qu'on peut l'estimer par les frais d'inscription dans les grandes écoles. Il y a donc une

demande excédentaire d'études universitaires qui est la conséquence de leur quasi-gratuité. Comme l'Université est pratiquement un monopole d'État et que les moyens financiers des pouvoirs publics sont totalement insuffisants pour gérer convenablement les demandes des étudiants (on dit en économie que l'offre est rationnée), la seule façon de résoudre l'ina-déquation entre l'offre et la demande est la sélection par l'échec : 27 % des étudiants inscrits en première année réussissent leur licence en trois ans.

On pourrait considérer ce darwinisme étudiant avec un brin de cynisme, comme un moindre mal, mais il est en vérité extrêmement grave. Car on fabrique ainsi des frustrés et des aigris qui vont être facilement manipulables par les groupes extrémistes qui pullulent dans les universités. Et les étudiants en échec fournissent le gros des bataillons de ces mouvements d'« indignés », d'« insoumis », de « révoltés » et autres qui paralysent la vie universitaire avant de se reverser dans des groupements politiques extrémistes (la France insoumise, notamment) qui se font une véritable armée de réserve de ce « lumpenprolétariat » universitaire prêt à croire toutes les théories du complot ; et notamment celles qui justifient leur échec. Mais cette dérive, il faut y insister, n'a rien de fatal ni d'inéluctable : elle résulte de la non-sélection à l'entrée à l'Université et surtout de la quasi-gratuité des études. Une action résolue pour éliminer le *free lunch* des études universitaires permettrait de mieux orienter les jeunes, de réduire les frustrations engendrées par l'échec organisé et de réhabiliter l'Université. D'une certaine façon, les grands établissements d'enseignement supérieur, à mi-chemin entre les universités et les grandes écoles, devraient permettre progressivement cette évolution en facturant mieux le coût véritable des études universitaires.

Naturellement, les syndicats universitaires et leurs relais politiques crieraient au scandale et à l'injustice sociale. Mais c'est précisément la quasi-gratuité qui constitue une injustice sociale car elle rend la dépense publique en faveur des études universitaires régressive en fonction du revenu, alors qu'elle devrait être progressive. Que signifie une dépense publique régressive en fonction du revenu ? Tout simplement que plus le revenu d'un individu est élevé et plus il va bénéficier d'une aide publique importante ce qui, chacun →

Ancien élève de l'ENA, maître de conférences à Sciences-Po, auteur de *Qu'est-ce que le conservatisme ? histoire intellectuelle d'une idée politique*, Les Belles Lettres, 2016.

peut le comprendre, n'est pas vraiment conforme à ce qu'on appelle communément « justice sociale ».

Prenons un exemple. Issu d'une famille bourgeoise disposant de moyens financiers solides, j'ai intégré Sciences-Po Paris en 1981 et, pendant quatre ans, j'ai payé chaque année 200 euros de frais de scolarité, autant dire : rien. À l'issue de Sciences-Po j'ai intégré l'ENA où non seulement je ne payais pas de frais de scolarité, mais où j'étais rémunéré chaque mois à hauteur de 1 500 euros. Non seulement mes études ont été gratuites pour moi, mais en plus elles ont été subventionnées par la collectivité alors que ma famille pouvait les financer : voilà ce qu'on appelle des dépenses publiques régressives. Le système fonctionne à l'envers. Les enfants des familles peu favorisées socialement font des études courtes après le bac (ou pas d'études du tout) et financent par leurs impôts les études longues, gratuites et cependant très coûteuses pour la collectivité des enfants de la classe moyenne et de la bourgeoisie. C'est la justice sociale que défendent l'UNEF et beaucoup de syndicats étudiants : on rêve ! La pseudo-gratuité est donc bien au cœur du dysfonctionnement de l'Université française.

Mais ça n'est pas le seul dysfonctionnement. L'Université française présente cette caractéristique intéressante d'être une sorte de modèle réduit du « mal français ». Tout d'abord, elle est dominée par des minorités actives et ultra politisées qui imposent leur loi, voire leur dictature, au mépris de la majorité des étudiants, qui est modérée et pacifique. Les adhérents de l'ensemble des syndicats étudiants représentent moins de 2 % des inscrits et pourtant ce sont ces syndicats – l'UNEF pour l'essentiel – qui régissent l'Université. Comment expliquer ce paradoxe apparent d'ultra minorités actives et politisées dominant une masse d'étudiants modérés, travailleurs et essentiellement soucieux de réussir au mieux leurs études ? L'explication a été donnée il y a cinquante ans par l'économiste et sociologue américain Mancur Olson dans un livre qui demeure essentiel². Olson explique pourquoi une majorité écrasante (en l'occurrence celle des étudiants modérés) et ayant un intérêt commun (faciliter la vie des étudiants, leur permettre de travailler au mieux) peut se trouver dans l'incapacité de s'organiser. En effet, ce que peut produire un groupe majoritaire, c'est un bien collectif qui bénéficiera à tous : de bonnes conditions de vie et de travail pour les étudiants. Mais si le bien est collectif, sa production est individuelle et elle se fait sur la base du volontariat : chaque étudiant fait face à un coût individuel (celui du temps qu'il consacre à l'amélioration de la vie de la collectivité) qu'il confronte au bénéfice escompté du bien collectif. Or, le membre d'un large groupe (en l'espèce la majorité des étudiants) peut être tenté de « se défilier » devant la participation à l'action collective tout en en bénéficiant si les autres ne se comportent pas comme lui. Ce comportement opportuniste est d'autant plus facile que le groupe est très

large et qu'il n'y a pas de contrôle social des comportements individuels. En revanche, une telle stratégie est difficile ou impossible dans le cas d'un petit groupe où chacun peut observer ce que fait l'autre. Cela explique, dicit Olson, que les majorités soient très difficiles à structurer alors que les minorités actives s'organisent relativement aisément.

On a là la clé de la très faible participation aux élections étudiantes (moins de 9 %) et de la surreprésentation de syndicats politisés et minoritaires (UNEF, FAGE, SUD, etc.) dans les instances de gestion collective des universités : conseil d'administration, conseil des études et de la vie universitaire, conseil scientifique. La logique de l'action collective dans les universités conduit au despotisme des minorités actives et parfois extrémistes. Pour remédier à cette dérive, il y a bien un moyen pour organiser la « majorité silencieuse », mais il est drastique : ce serait de rendre l'adhésion des étudiants à un syndicat obligatoire. C'est le modèle qui existe peu ou prou pour l'ensemble du mouvement syndical dans certains pays scandinaves (Suède par exemple) ou dans des pays très proches de nous comme la Belgique, notamment. Dans ces pays, l'accès à certaines prestations (assurance-chômage par exemple) est conditionné par l'adhésion à un syndicat. Dans le cas des étudiants français, pourquoi, par exemple, ne subordonnerait-on pas l'accès aux restaurants universitaires ou aux mutuelles étudiantes à l'adhésion à un syndicat étudiant ? Cela aurait au moins la vertu d'obliger les organisations étudiantes à élargir l'offre de leurs services et à devenir de véritables prestataires de services au lieu de se cantonner dans la contestation politique. L'opposition des syndicats étudiants actuels (comme les syndicats de salariés du type CGT ou FO) à cette évolution suggère qu'elle pourrait freiner ou détruire leur oligopole politisé et peu représentatif. Pour le plus grand bien des étudiants, des universités et de la collectivité.

Il s'agit d'une question d'offre et de demande. L'offre des syndicats d'étudiants actuels est presque exclusivement politique et corporatiste. À la vérité, ils servent essentiellement de rampes de lancement aux candidats à des fonctions politiques. Julien Dray, Jean-Christophe Cambadélis, Bruno Julliard et Manuel Valls (et aussi certains hommes politiques de droite) ont fait leurs premières armes dans le syndicalisme étudiant. Ce détournement constitue un excellent exemple de ce que les économistes appellent un problème d'« agence » : les étudiants (les mandants) confient aux syndicats (les mandataires) leurs intérêts, mais faute d'un contrôle approprié les mandataires agissent dans le sens de leurs intérêts particuliers et politiques. Ce problème existe aussi dans les entreprises où les dirigeants, par exemple, peuvent servir leurs propres intérêts au lieu de valoriser le capital dans l'intérêt des actionnaires. Mais il existe des correctifs dans ce qu'on appelle le gouvernement de l'entreprise : administrateurs indépendants, comité des rémunérations et même stock-options. En revanche, il



Science-Po Paris, 18 avril 2018.

n'existe pas de *gouvernement de l'Université* garantissant aux étudiants que leurs intérêts véritables seront défendus. C'est ce *gouvernement de l'Université* qu'il faudrait essayer de créer. Des syndicats prestataires de services auxquels l'adhésion pourrait être obligatoire seraient un bon début.

Le problème est cependant bien plus fondamental. Il a trait à la liberté. Le système universitaire français continue de souffrir de la centralisation totale inaugurée par Napoléon. Dans sa « Lettre sur la liberté dans l'enseignement supérieur (1875)³ », Renan écrivait : « *Et d'abord je supprimerais ce déplorable barbarisme d'Université de France, assemblage de mots incohérents. L'essence d'une université est de résider dans une ville, d'y avoir son existence indépendante. "Université d'Oxford", "université*

de Tubingue » sont des mots qui se comprennent. Mais qui a jamais entendu parler d'« université d'Allemagne », d'« université d'Angleterre » ? Il faut revenir à ce vieux système d'universités distinctes et rivales que la France a inauguré autrefois, qu'elle a eu le tort d'abandonner, et qui est aujourd'hui celui de toutes les nations civilisées. » Oui, comme le suggérait Renan, il est urgent que la France, qui a inventé les universités, les libère aujourd'hui. Ce retour aux sources est une révolution nécessaire. •

1. Ernest Renan, *La Réforme intellectuelle et morale*, Calmann-Lévy, 1871.

2. Mancur Olson, *Logique de l'action collective* (1965), PUF, 1978.

3. Reprise dans le volume *Mélanges d'histoire et de voyages*, Calmann-Lévy, 1878.

CULTURE & HUMEURS

The background of the page is a dark, atmospheric painting. In the foreground, a figure lies on the ground, possibly dead or unconscious, wearing dark clothing and boots. The figure's body is partially illuminated by a light source from the right, creating strong highlights and deep shadows. The background shows a dark, hilly landscape under a cloudy, blue-grey sky. The overall mood is somber and dramatic.

78

Le français d'abord !

Benoît Duteurtre

82

Boris Pahor, une vie parmi les ombres

Daoud Boughezala

85

D'Annunzio, marin mené en bateau

Daoud Boughezala

86

Delacroix, classique révolutionnaire

Pierre Lamalattie

90

L'odeur de la sainteté

Françoise Bonardel

94

INA, vive la télé de papa !

Thomas Morales

96

Les carnets de Roland Jaccard

98

Le journal de l'ouvreuse



Mort de Lara, Eugène Delacroix, 1848.

LE FRANÇAIS D'ABORD !

Par Benoît Duteurtre



Le président sénégalais et promoteur de la francophonie, Léopold Sédar Senghor, reçu à l'Élysée par son homologue français Georges Pompidou, septembre 1971.



© Jean Pierre Loth

Grâce au Brexit, la France a l'occasion d'accomplir sa mission historique : défendre sa langue au sein de l'Europe. Dans un bel essai, Jean-Michel Delacomptée nous exhorte au réveil linguistique face à l'hégémonie du globish. Paris gagnerait à suivre l'exemple québécois.

Nous l'avons bien noté le 20 mars dernier, à l'occasion de la Journée internationale de la Francophonie : la République entend faire du français une priorité en se tournant davantage vers l'Afrique, ce continent qui redonne à notre langue une place enviable pour les générations futures... Fallait-il pour autant que ces annonces solennelles ignorent résolument – et symptomatiquement – la question essentielle sur laquelle le pouvoir politique devrait effectivement peser : celle de la place du français dans l'Union européenne ? Là-dessus pas un mot, pas un engagement. Car il est plus simple de célébrer le développement naturel de la langue par la démographie que de défendre son statut au sein des institutions communautaires et, à travers ce combat, la vision qu'on se fait du monde futur. Ainsi, ce français qui se développe quantitativement se trouve-t-il face à deux destinées possibles : devenir l'une des langues locales qui survivront à l'ombre du tout anglais, ou constituer le fer de lance du plurilinguisme en Europe et dans le monde.

On va dire que je m'attache à une cause perdue, que les faits sont là, que l'anglais est devenu la langue internationale, acceptée partout et par tous ; bref, que ma lutte pour le français est une lubie du même genre que celle de la souveraineté dans la société mondialisée. Or, il me semble au contraire que la France et l'institution européenne, après avoir laissé passer cent fois l'occasion, conservent le pouvoir d'imprimer en ce domaine une orientation. Le Brexit, en particulier, nous invite à renouer avec le plurilinguisme qui régnait avant l'adhésion de la Grande-Bretagne, et même jusqu'à l'entrée des anciens pays communistes. Au lendemain d'un élargissement hâtif (encouragé par les Britanniques et les États-Unis), ceux-ci furent en effet les promoteurs de l'anglicisation... Cependant que →



Jean-Michel Delacomptée.

la France se manifestait par ses abandons, acceptant sans mot dire le passage des services bruxellois au tout anglais, et même l'encourageant par la soumission de ses élus – tel un Pierre Moscovici écrivant en anglais à son successeur de Bercy !

Le président polonais du Conseil européen s'exprime systématiquement en anglais, comme si l'Europe était une province américaine.

Croit-on pourtant que l'Europe, premier marché mondial et pôle de l'activité planétaire, à l'égal de l'Amérique ou de l'Asie, serait incapable d'imposer « ses langues » dans les négociations, contrats, échanges politiques et juridiques internationaux, si elle en avait la volonté ? Serait-il illusoire de recourir à cette « langue de l'Europe » qu'est la « traduction », comme disait Umberto Eco, quand il s'agit de négocier un traité commercial ou militaire ? N'a-t-on vraiment d'autre issue que d'employer l'anglais au sein de bataillons franco-allemands ou dans les relations entre États membres, quand ces échanges devraient prendre en compte la véritable nature européenne : un ensemble de peuples soudés au sein d'une même

civilisation, mais caractérisés par leur fabuleuse diversité ? Les pays d'Europe ne pourraient-ils réussir sur leur propre continent ce que le Québec seul parvient à faire au sein du continent américain ? Leur exemple ne viendrait-il pas alors contrebalancer le tout *globish*, en incitant les Chinois, les Russes ou les Sud-Américains à communiquer dans leur propre langue (la Chine d'ailleurs se montre déjà combative sur ce point) ?

En ce sens, l'expression publique de l'Union européenne, et ce qu'elle nous dit – ou ne nous dit pas – du rôle des langues au sein de l'espace commun sont essentiels : or la Commission évite soigneusement d'aborder la question, ce qui ne fait que renforcer l'hégémonie de fait de l'anglais. La France, de par son poids dans l'Union – dont l'administration se situe à Bruxelles, ville francophone –, aurait évidemment les moyens de modifier cette orientation, quand bien même les obstacles restent énormes : qu'il s'agisse de l'indifférence de l'Allemagne, ou de l'adhésion de la plupart des petites nations au tout anglais. La sortie du Royaume-Uni offre cependant une occasion inespérée qui invite à appliquer les règles, en retirant à l'anglais son statut de langue officielle et en incitant chacun à utiliser de préférence une des autres langues en cours dans l'Union : c'est ce qu'a compris Jean-Claude Juncker, qui refuse désormais de s'exprimer officiellement en anglais.

Entre le président de la Commission, d'une part, l'administration et les gouvernements, d'autre part, le fossé reste cependant immense au quotidien.

Ainsi, le président polonais du Conseil européen, Donald Tusk, s'exprime-t-il systématiquement en anglais sans aucune justification, comme si l'Europe était une province américaine. Une intransigeance de principe devrait régner sur cette question pour mettre au premier plan ces autres langues universelles que sont l'allemand, le français, l'espagnol ou l'italien (ce qui n'empêche nullement certains échanges pratiques en anglais, *off the record*). Mais à l'heure de la bataille, seule une impulsion politique peut faire changer les choses ; et le président Macron, qui en aurait les moyens, ne semble guère taillé pour cette tâche, lui qui, par sa personne, sa formation, ses instincts, incarne si parfaitement ce nouveau monde pensant et s'exprimant en anglo-américain. Son discours de candidat prononcé en anglais à Berlin devant des étudiants allemands fut un très mauvais signe. Sa propension à se placer sur le terrain du mondialisme au lieu de ménager la singularité française et européenne n'est guère encourageante. La prise de conscience de ses responsabilités européennes le conduira-t-elle à s'emparer de ces questions, ou se contentera-t-il d'échanges économiques et financiers avec Berlin ? Tel est aussi l'un des enjeux de son quinquennat.

* * *

De telles réflexions ne pouvaient échapper à l' amoureux de notre culture qu'est Jean-Michel Delacomptée. Dans l'essai qu'il vient de publier chez Fayard, sous le titre *Notre langue française*, il évoque notamment ce « *globish en train de dévorer le globe, cette servitude volontaire qui n'en finit pas de jouir d'elle-même* ». Mais tout l'intérêt de ce livre foisonnant écrit par un auteur combatif (j'avais apprécié déjà son essai sur le bruit : *Petit Éloge des amoureux du silence*) est de souligner l'autre menace qui plane sur la langue française : son affaissement de l'intérieur, et sa dénaturation progressive sous les assauts de l'air du temps. Il montre ainsi comment la langue collective, objet d'une forme d'amour et de respect – même chez de grands anarchistes comme Georges Brassens, ou chez un rappeur comme MC Solaar –, tend à devenir un simple objet utilitaire, méprisé, adapté, décliné dans une série d'idiomes façonnés par le jeunisme, la technique, la communication, les éclats de voix pas toujours musicaux, les « buzz » et les « pitch », en attendant l'écriture inclusive et autres détournements militants qui préfèrent ignorer la beauté d'une langue forgée par les siècles.

On pourra trouver que Delacomptée ressasse la plainte du pauvre français frappé par la décadence moderne. Mais comment ne pas lui donner raison quand il observe que « *le degré de désintérêt envers le niveau de français atteint, après des siècles d'ambition esthétique passionnée, un seuil en dessous duquel tout peut s'écrire sans que se hausse le moindre*

sourcil » ? N'y a-t-il pas effectivement quelque chose de triste à voir comment le culte de la langue commune, transmise par l'école et la littérature, s'est transformé en indifférence à l'orthographe, la grammaire, au vocabulaire, devenus moins nécessaires encore depuis l'arrivée de ces appareils à commande vocale qui substituent le parlé à l'écrit ?

Dans nos provinces, l'essor du français fut indissociable d'un mouvement vers l'égalité.

Particulièrement intéressantes, en ce sens, sont les pages dans lesquelles Delacomptée revient à l'histoire de cette langue qui fut, pour une bonne part, une fabrication volontaire. Il montre comment après la prolifération anarchique et superbe du français de la Renaissance, le poète Malherbe allait se charger « *non pas d'étouffer l'énergie, mais de régler le trop-plein* » en ciselant une véritable langue plus concentrée, plus claire, et réellement accessible à tous. Il souligne ainsi comment l'essor du français fut indissociable d'un mouvement vers l'égalité, mettant à la portée de chacun ce même instrument, au-delà des langues provinciales, des patois, des vocabulaires techniques ; et comment cet outil collectif allait se déployer dans quantité d'œuvres, en évoluant mais sans renier cette singularité aujourd'hui menacée par le double mouvement de la globalisation et de l'individualisme : on en trouve un reflet dans le roman français contemporain où chacun, désormais, croit prioritaire de s'inventer une langue au détriment de la langue collective, et où l'expression narcissique du sujet l'emporte sur les ressorts de la narration.

Sans doute ces questions soulevées par Delacomptée échappent-elles pour beaucoup à la volonté politique. Celle-ci n'est pas négligeable pour autant, et les chantiers seraient nombreux pour un Premier ministre à la fibre littéraire revendiquée... si l'on envisageait d'agir au moins comme au Québec : dans l'éducation nationale bien sûr, mais aussi en faisant respecter la loi Toubon sur le français comme langue de travail ; en mettant fin à l'invasion d'affichages en anglais, qu'il s'agisse de titres de film ou d'émission ; en invitant les radios et télévisions publiques à lutter contre les barbarismes et anglicismes à toutes les phrases, etc. Les chantiers sont innombrables, à condition que le français en finisse avec la détestation et la honte de soi, pour renouer avec l'ambition de nos glorieux ancêtres qui le façonnèrent. •



Jean-Michel Delacomptée, *Notre langue française*, Fayard, 2018.

BORIS PAHOR **UNE VIE PARMI LES OMBRES**

Par Daoud Boughezala



Boris Pahor en 2002.

Brimé par l'Italie fasciste, déporté par l'Allemagne nazie, mis au ban du régime de Tito, le grand écrivain slovène Boris Pahor n'a jamais abjuré l'amour qu'il porte à sa petite nation. A 104 ans, il publie un recueil de nouvelles, *Place Oberdan à Trieste*, qui porte la marque de ses épreuves et de ses amours. Rencontre.

« **V**ive la Catalogne ! Vive la liberté ! Vive l'amour ! » Boris Pahor trinque en agrémentant son thé de cacahuètes. Une habitude que l'écrivain slovène de 104 ans a prise en Libye pendant ses classes sous l'uniforme italien. D'une verve ahurissante, il me reçoit dans sa villa triestine à l'occasion de la sortie d'un recueil de nouvelles. Comme l'ensemble de son œuvre, *Place Oberdan à Trieste* (Pierre-Guillaume de Roux, 2018) s'inspire de son destin extraordinaire.

« *Ma vie est un vrai roman* », m'annonce-t-il d'emblée. Une vie dont le point culminant fut sa déportation au Struthof, à Dachau, Dora puis Bergen-Belsen au fil de l'avancée des Alliés. Arrêté par la Gestapo en 1944 pour son engagement intellectuel dans la résistance slovène, le jeune démocrate-chrétien tomba dans l'enfer concentrationnaire. Revenu des abysses de l'âme humaine, Pahor a raconté sa catabase dans son chef-d'œuvre *Pèlerin parmi les ombres*, qui en fait l'égal des grands écrivains des camps Primo Levi et Imre Kertész.

À l'oral, il manie un français admirable que colore un accent centre-européen. « *Ce sont les langues qui m'ont sauvé* », me glisse d'ailleurs le centenaire polyglotte. Jonglant entre sa langue maternelle, l'italien imposé à Trieste depuis l'annexion du port austro-hongrois par l'Italie (1918), le croate, le français et des bribes d'allemand, le déporté s'est lié d'amitié avec un médecin du Struthof. Ce dernier a bravé la vigilance des kapos, lui pansant indéfiniment la main pour le dispenser des travaux les plus pénibles et en faire son infirmier-traducteur.

C'est avec un réalisme glaçant que ce rescapé du pire décrit comment l'homme s'est fait nombre, cadavre puis cendres. « *Les morts étaient toujours nus. Sur le pouce d'un pied, on inscrivait leur numéro* », avant de les envoyer au four crématoire. Séminariste défroqué, le jeune homme découvre une société souterraine où « *la camaraderie n'atteint que certaines couches de l'être humain* ». Régi par l'instinct de survie, cet arrière-monde recèle une quatrième dimension inaccessible au commun des mortels. Qui échange un pain de munition contre des cigarettes soulage la faim d'un malheureux en même temps qu'il prive tel autre de sa pitance. « *Pourquoi moi ?* » s'interroge tout ressuscité d'entre les morts. S'il « *ressemble au blessé qui préfère qu'on*

lui coupe un membre plutôt que de le laisser gangrener son corps tout entier », le survivant n'en oublie pas pour autant les défunts, comme en témoigne le post-scriptum à la nouvelle *Vol brisé* que Boris Pahor a rédigé directement en français. L'auteur se souvient de son séjour à Dora, cette dépendance de Buchenwald où 10 000 malheureux périrent pour fabriquer les missiles V2. Leur concepteur, Wernher von Braun, « *qui avait utilisé sur place nos déportés comme main-d'œuvre, a été fêté, honoré et décoré* » par les Américains qui l'ont recyclé dans leur programme spatial.

Tour à tour grave et guilleret, Pahor me raconte son retour à la vie. Sa résurrection porte un prénom : Arlette. Une fois libre, le miraculé Boris se fit soigner de la tuberculose au sanatorium de Villiers-sur-Marne où il connut cette ravissante infirmière. « *Elle m'a pratiquement forcé à s'intéresser à elle. Je n'avais pas envie de croire en la vie quand je suis revenu des camps* », assure-t-il sans rougir. À travers son double romanesque Radko Suban, la trilogie *Printemps difficile*, *Jours obscurs*, *Dans le labyrinthe* met en scène sa passion finalement contrariée avec la belle Arlette. Dès leur rencontre, l'idylle tenait de la comédie romantique. Déboulant dans la chambre du convalescent, Arlette enlève le fichu qui lui couvre les épaules, dévoile ainsi sa beauté et s'exclame à la vue des lectures de Boris : « *Ah, des journaux de gauche !* » Sa famille gailliste jurait un peu avec ce chrétien social venu de l'Adriatique. Un an et demi durant, Boris se rétablit, non sans d'étranges réminiscences (« *Avoir en soi une telle quantité de morts est incommunicable.* »), aux côtés de cette jeune fille insouciant qu'il aime et tourmente. Il y a du Billy Wilder dans l'épisode tragi-comique de la mort du chat. Lors d'une de leurs virées parisiennes, ayant oublié de fermer la fenêtre de leur chambre, les deux tourtereaux retrouvent le minet mort dans la cour de l'hôtel, ce qui chagrina profondément Arlette. Philosophe, Boris a cependant eu quelque mal à comprendre la douleur de ce deuil insignifiant en comparaison des monceaux de cadavres du Struthof ou de Dachau. À force d'objurgations familiales, Arlette se rangera à l'idée d'un mariage bourgeois avec un bon Français qu'elle n'aime pas tandis que Boris rentrera à Trieste au chevet de sa cadette tuberculeuse. Plus tard, il chérira son épouse Radoslava, disparue en 2009, tout en multipliant les aventures parallèles – à la façon du volage Paul Morand épris de sa femme Hélène, d'ailleurs inhumés à Trieste. →

Le patriarche reprend notre conversation à l'endroit précis où nous l'avions entamée. S'il se sent solidaire des Catalans, Bretons et autres petites nations, c'est que les Slovènes, longtemps pris pour des « *Croates de la montagne* », ont été privés d'État jusqu'au début des années 1990. À Trieste, que l'Empire austro-hongrois constitua en port franc florissant dès 1719, les Slovènes étaient plus nombreux qu'à Ljubljana. Au point que le maire de Ljubljana Ivan Tavčar (1851-1923) déclara que si sa ville était le cœur de la Slovénie, Trieste en constituait le poumon. « *Nous étions le petit peuple, boulangers, pêcheurs et cordonniers vivant à Trieste depuis plus de mille ans* », concentré dans l'arrière-pays, que la majorité italienne de la ville méprisait, m'explique Pahor. Jusqu'à maintenant, il habite le Karst, ce terrain pierreux de la colline triestine qui surplombe la mer, sous les treilles de vigne et les pins.

Avec un brin de nostalgie, Boris Pahor évoque sa prime enfance. À la fin du XIX^e siècle, les Habsbourg avaient laissé s'épanouir presse, université, radio, littérature et théâtre slovènes. Un édifice monumental incarne ce bourgeolement culturel : le Palais de la culture slovène (*Narodni dom*) édifié place Oberdan¹ à Trieste. Comme le rappelle Pahor dans sa nouvelle homonyme, en 1921, à l'âge de sept ans, il observa avec effroi les chemises noires incendier le *Narodni dom*. « *C'était la fin du monde. Je ne m'imaginais aucun futur* », livre-t-il avec émotion. Préfigurant la barbarie du siècle, ce traumatisme originel n'a jamais quitté l'esprit de Boris. Cruelle ironie de l'histoire, la Gestapo installa par la suite ses bureaux sur cette même place. En attendant son annexion pure et simple par le III^e Reich après la capitulation italienne de septembre 1943, Trieste ploie sous le joug fasciste. « *Sous Mussolini, le slovène, c'était fini. On ne pouvait pas le parler à l'école, ni même dans la rue* », confirme l'ancien bizuth. Son refus obstiné de parler italien en classe lui valut quolibets et redoublements répétés à l'époque maudite où certaines façades menaçaient : « *A morte i porchi di Sciavi !* »

Si bien réconcilié avec la langue de Dante qu'il a gagné ses lauriers de professeur d'italien, ce nobélisable n'a que très tardivement franchi la barrière de l'édition italienne. En Européen convaincu, il se réjouit que « *Trieste ait changé d'atmosphère : les Italiens ne regardent plus les Slovènes de haut* ». Sa carte d'identité le désigne « citoyen italien de nationalité slovène » cependant que sa ville natale l'a gratifié du titre de citoyen d'honneur. Ultime pied de nez aux brimades de son enfance, le voici aujourd'hui candidat aux élections régionales italiennes sur la liste slovène affiliée au Parti démocrate. Et les hommages reçus dépassent les frontières : Ljubljana a ainsi fait ériger une statue géante de Pahor que l'intéressé a inaugurée en personne l'automne dernier. Insigne distinction, Ljubljana a même fait ériger une statue géante de Pahor que l'intéressé a inaugurée en personne l'automne dernier.



Les Chemises noires incendient la maison de la culture slovène (*Narodni Dom*), Trieste, 13 juillet 1920.

C'est pourtant de Paris qu'est partie sa renommée européenne et mondiale. Il y a une trentaine d'années, *Pèlerin parmi les ombres* a conquis Pierre-Guillaume de Roux, directeur littéraire des éditions de la Table Ronde et désormais éditeur à part entière de Pahor. Ce récit poignant, aujourd'hui traduit en 24 langues, n'existait que dans sa version originale avant que le philosophe slovène Evgen Bavcar n'en transmette des fragments au célèbre traducteur Pierre-Emmanuel Dauzat. Installé à Paris depuis des lustres, Bavcar a découvert Pahor en préparant une rétrospective de la littérature slovène à Beaubourg. « *Il était alors persona non grata en Yougoslavie parce qu'il entretenait une amitié très étroite avec l'ancien résistant démocrate chrétien Edvard Kocbek, qu'il soutenait dans sa revue Zaliv, alors que Tito l'avait fait tomber en disgrâce. C'est grâce à ma sœur qui m'a lu puis enregistré Nécropole que j'ai pu le transmettre* », explique-t-il dans son studio parisien. Quoique ayant perdu la vue enfant après l'explosion d'une mine de guerre, Bavcar réalise de splendides photographies prises dans l'obscurité. « *Je cherche la lumière dans les coins les plus sombres d'Europe. Au camp du Struthof, Boris m'a pris la main, l'a posée sur le four crématoire et m'a dit : "C'est là que j'apportais les cadavres..."* » •

[N.B. : La documentariste Fabienne Issartel cherche un complément de financement pour son remarquable documentaire *Boris Pahor, portrait d'un homme libre* (98 minutes, autoproduction, 2014-2017).]

1. La place Oberdan est baptisée du nom d'un déserteur de l'armée viennoise, d'origine slovène, mais acquies à la cause irrédentiste italienne jusqu'à fomenter un projet d'attentat contre l'empereur, qui lui vaudra son exécution en 1882.



Boris Pahor, *Place Oberdan à Trieste*, traduit du slovène par Andrée Lück Gaye, Pierre-Guillaume de Roux, 2018.

D'ANNUNZIO, MARIN MENÉ EN BATEAU

Par Daoud Boughezala



Gabriele D'Annunzio est resté célèbre pour son équipée de Fiume (1920). Comme le rappelle son biographe Maurizio Serra, cet écrivain héros de la marine a ensuite été abusivement récupéré par Mussolini.

« **S**i D'Annunzio avait voulu, perbacco, exploiter toutes ses conquêtes, il en aurait eu des trésors, plus de cent milliards en or, des diamants gros comme la tête ! Si D'Annunzio avait voulu, diavolo, d'un seul coup il payait ses dettes ! » fredonnait Lucien Boyer. En deux couplets, le chansonnier brossait le portrait de cet homme-orchestre à la fois littérateur, héros de la marine, aviateur et aventurier que Maurizio Serra remet à l'honneur dans sa biographie *D'Annunzio le magnifique*. Après ses portraits de Malaparte et Svevo, le diplomate italien complète sa trilogie transalpine d'un dernier opus... que son éditeur ne semble hélas pas avoir pris la peine de relire et de corriger.

Et dire que Gabriele D'Annunzio (1863-1938) mettait un soin méticuleux à chasser la virgule superflue, jusqu'à en épuiser ses éditeurs ! Serra restitue néanmoins avec talent la virtuosité du poète abruzzais, dont certains vers passent brillamment l'épreuve de la traduction : « *Les sonneries de trompette, les hurlements, / Le galop, le rude tourbillon qui passe, / La vendange sous les sabots / Ferrés, les chairs piétinées, / Les crânes fendus, les cervelles / Qui ruisselaient, l'horreur habituelle / De la révolte vaincue / Et brisée sur les pierres grises ; / Mais parmi le sang une aile qui est intacte / Une flamme qui reste vigoureuse : l'idée.* » (Laudi)

Dans cette somme de 600 pages, on s'égare entre les innombrables coucheries. Surnage l'actrice Elenora Duse, son aînée conquise puis abandonnée, dont les amateurs de beauté magnétique retrouveront l'unique film (muet) sur YouTube. Avec les femmes et l'argent, le narcissique Gabriele suivait sa devise vitaliste : « *Marciare per non marcire !* » (« Marcher pour ne pas pourrir ! ») D'Annunzio, faux noble né Rapagnetta, gagne ses jalons d'aventurier dans l'équipée de Fiume. Au lendemain du conflit mondial, qui le voit combattre héroïquement dans la flotte, il s'autoproclame « *Comandante* ». Cap sur Fiume, perdue par l'Autriche-Hongrie, que les alliés de l'Italie rechignent à céder à la Botte. Aux côtés de 3 000 hommes, il tient l'enclave en terre croate de septembre 1919 à janvier 1921. Ces cinq cents jours d'utopie libertaire, aux côtés de révolutionnaires probolcheviks comme de nationalistes antislaves, virent au cauchemar. À l'issue du Noël de sang, l'armée italienne prend possession de la ville, manquant tuer le *Comandante* d'un obus. Un bref instant, le poète aura été régent d'un micro-État qui, cinquante ans avant Mai 68, proclame la primauté de l'individu sur la société.

Malgré sa germanophobie, l'image d'un prophète du fascisme colle toujours à la peau d'annunzienne. Certes, Mussolini récupère le décorum de Fiume (salut romain, cri de guerre des marins), mais il se méfie de ce trublion cocaïnomanie qu'il stipendie une fois arrivé au pouvoir. À l'automne 1922, toute la classe politique antifasciste, des socialistes pacifistes aux nationalistes, prévoit un grand défilé patriotique en présence du roi au cours duquel le *Comandante* doit prendre la parole. Mis au courant, Mussolini avance sa marche sur Rome. Ah, si le nez politique de Gabriele avait été plus long... •



Maurizio Serra, *D'Annunzio le magnifique*, Grasset, 2018.

DELACROIX , CLASSIQUE RÉVOLUTIONNAIRE

Par Pierre Lamalattie



Scènes des massacres de Scio, Eugène Delacroix, 1824.

Le Louvre propose jusqu'au 23 juillet une grande rétrospective Eugène Delacroix (1798-1863). Si on connaît l'auteur de *La Liberté guidant le peuple*, on ignore souvent le rôle décisif qu'a joué cet admirateur de Véronèse et de Rubens pour sortir la peinture de l'ennui néoclassique.

Des nos jours, quand on veut attirer la sympathie sur un artiste, on affirme qu'il est révolutionnaire. En ce qui concerne Delacroix, pour une fois, c'est parfaitement vrai. Cet artiste conjugue même les deux acceptions du mot « révolution » : celle d'un retour sur le passé, à la façon d'une planète parcourant de nouveau son orbite et celle, plus courante, d'un dépassement radical du présent. Delacroix, en se réappropriant des traditions picturales perdues, ouvre de nouvelles perspectives. Sur un plan politique, il n'a pourtant rien d'un révolutionnaire.

La peinture française du début du XIX^e siècle offre, il faut bien le dire, un paysage assez morne. Certes, la production de grandes toiles n'a jamais été aussi abondante. Cependant, la pompe des sujets rivalise avec la platitude de l'exécution. On célèbre les vertus romaines en format XXL. On enchaîne les sacres et les scènes de bataille. Ce mouvement, qui se veut classique, est connu sous le nom de « néoclassicisme ». Toutefois, Delacroix lui dénie la qualification (positive à l'époque) de classique. La facture besogneuse, léchée et souvent gauche qui s'y pratique, révèle plutôt l'abandon des héritages. À peu de choses près, le néoclassicisme est à la Révolution et à l'Empire ce que le réalisme socialiste est aux régimes communistes.

La France si peu romantique à l'heure du romantisme

Ailleurs, en Europe, c'est assez différent. Certes, le néoclassicisme se déploie partout. Cependant, on voit fleurir ici et là des artistes originaux qui produisent des œuvres singulières pour des amateurs privés. Citons Friedrich, Runge, Abildgaard, Dahl, Wolf, Goya, Blake, Palmer, Füssli, Cozens, Constable, Turner, etc. La spécificité négative de la France tient sans doute à la conjonction de plusieurs phénomènes : la disparition ou la ruine des anciens amateurs, la présence d'une administration des beaux-arts particulièrement centralisée, à l'instar de celle de l'État, la succession de régimes politiques enrôlant l'art au service d'un récit officiel et, enfin, l'influence des Lumières qui, avec des commentateurs comme Diderot, ont poussé la peinture vers l'expression de la raison et des vertus civiques. La question qui se pose est : comment va-t-on en sortir ? L'homme qui semble incarner le changement est

Théodore Géricault. Il s'agit d'une personnalité puissante dotée d'un sens du tragique hors norme allant jusqu'au morbide. C'est aussi un artiste qui s'est approprié un vocabulaire néo-caravagesque particulièrement expressif. Cependant, il brûle la chandelle par les deux bouts et meurt en 1824 à l'âge de 33 ans. Son cadet, le jeune Eugène Delacroix, âgé de 26 ans, a alors une personnalité moins affirmée, mais devient l'espoir de cette tendance en gestation.

Il naît en 1798 dans une famille aisée et cultivée. Du côté de sa mère figurent des artistes et artisans d'art illustres. Son père a commencé sa brillante carrière avec Turgot puis s'est adapté à tous les régimes jusqu'à devenir ministre du Directoire. Son problème est une énorme tumeur aux testicules difficile à dissimuler. Cela alimente les doutes sur sa paternité réelle. Une rumeur persistante, mais non confirmée, fait de Talleyrand le géniteur putatif du jeune Eugène. Cependant, ce dernier aime son père légitime et l'admire.

Le choc de la matérialité de la peinture

Après une scolarité au lycée Louis-le-Grand, Delacroix entre aux Beaux-Arts. Il s'intéresse peu au Prix de Rome et à l'éventualité d'un séjour en Italie. Son voyage initiatique a lieu quelques années plus tard en Grande-Bretagne, où il se familiarise à la liberté d'exécution de l'aquarelle. La contribution décisive à sa formation est sans doute une série de copies des maîtres anciens, notamment de Véronèse et de Rubens. Cela l'oblige à examiner en détail la texture de leurs œuvres et à essayer de renouer empiriquement avec leur art des matières. Au contact de Rubens, il s'initie à l'improvisation directe dans un tumulte de taches et de traits jetés. Delacroix mettra toujours en avant sa dette aux maîtres et c'est en ce sens qu'il se dit « classique ».

À l'âge de 24 ans, Delacroix est au sommet de son art. Le paradoxe de sa vie est qu'il va connaître une gloire précoce et qu'ensuite il rencontrera ce qui est généralement réservé aux débuts : les doutes, les tâtonnements, les incompréhensions, et parfois les impasses. Tout commence avec la présentation de sa *Barque de Dante* au Salon de 1822. C'est un succès. L'État acquiert l'œuvre pour le musée du Luxembourg. Cette institution consacrée aux artistes vivants les assure, à leur mort, d'un transfert au Louvre. →

Deux ans plus tard, il présente les *Massacres de Scio*. Cette toile somptueuse, aux accents à la Tintoret, est encore achetée par l'État. C'est une grande peinture d'actualité évoquant l'écrasement encore fumant de civils grecs par les Ottomans. Delacroix y déploie sur un mode sucré-salé un mélange de violence, de résignation et d'érotisme. Le point décisif est qu'il remanie l'œuvre quelques jours avant le Salon après avoir vu fortuitement des toiles de Constable, hautes en matières. Il ajoute aux *Massacres* des glacis et des empâtements pour leur donner plus de corps, plus de lyrisme. Effectivement, au-delà du sujet lui-même, c'est ce déchaînement de matières qui impressionne – en bien ou en mal – les contemporains habitués à la facture aseptisée des néoclassiques. Désormais, on qualifie Delacroix de « coloriste ». Ça ne veut pas dire, comme on le croit aujourd'hui, que ses toiles sont très colorées. Mais Delacroix joue sur les transparences, il fait vibrer ses couleurs, il les rend vivantes. La matérialité de la peinture est remise au premier plan. C'est un grand événement.

Après la gloire, les doutes et les essais

Au Salon de 1827, Delacroix présente *La Mort de Sardanapale*. Ce roi de Ninive, assiégé, sentant sa défaite venir, aurait préféré mourir sur un bûcher après avoir fait égorger ses femmes, ses eunuques et ses chevaux. Delacroix s'amuse beaucoup à réaliser cette toile. De nombreux modèles féminins se succèdent. Après le travail, vient la phase *dolce chiavatura*, c'est-à-dire les relations sexuelles. L'immense peinture est presque un *best of* de sa vie d'atelier. Cependant, les divers participants sont comme juxtaposés sur la toile, si bien que l'ensemble manque de cohérence. Quelques observateurs romantiques apprécient l'extravagance du sujet, mais le public et la critique y voient un fourre-tout. L'État refuse d'acheter le *Sardanapale*. C'est un bide. Dès lors, Delacroix s'écarte des grandes compositions de salon, à quelques exceptions près, notamment celle de *La Liberté guidant le peuple* (voir encadré).

Le goût de Delacroix pour les grands formats se reporte vers les décors intérieurs de bâtiments. Il intervient au Sénat et au Palais-Bourbon. Au Louvre, il réalise un plafond particulièrement déjanté représentant *Apollon vainqueur du serpent Python*. Dans l'église Saint-Sulpice, il peint un magnifique *Combat de Jacob avec l'Ange* où sa touche frémissante sert une composition majestueuse. Évidemment, ces œuvres fixes nécessitent des déplacements spécifiques vivement recommandés.

Delacroix continue en parallèle à produire des peintures de chevalet. Il s'essaye à plusieurs genres : le style troubadour, les fleurs, les paysages. C'est un voyage au Maroc (avec extension en Algérie) dans le cadre d'une mission diplomatique, en 1832, qui lui fournit son thème principal : l'orientalisme. Sur place, il remplit des carnets de croquis et d'aquarelles dans lesquels il puisera toute sa vie. Les personnages qu'il dessine



Autoportrait au gilet vert, Eugène Delacroix, 1837.

sont de préférence juifs (comme dans la *Noce juive*), en raison de la réticence des musulmans à être représentés. L'Orient de Delacroix est aussi peuplé de lions venant principalement des zoos parisiens. Cela aboutit toutefois à des œuvres souvent époustouflantes où la sauvagerie et la noblesse des personnages le disputent à celles des animaux. C'est le cas, par exemple, de la somptueuse *Chasse aux lions* (en partie détruite) ou des *Chevaux arabes se battant dans une écurie*. Cependant, à répéter indéfiniment la même formule, un affaiblissement est parfois perceptible. C'est sans doute ce qui arrive aux *Femmes d'Alger dans leur appartement*, que critique Fernand Khnopff : « *La couleur est belle, dit ce dernier, mais il n'y a que cela, et cela ne suffit pas.* »

Vers la fin de sa vie, Delacroix semble surtout inspiré par des souvenirs ou des songes. L'une de ses dernières œuvres, *Ovide en exil chez les Scythes*, dégage ainsi une douce poésie. Cependant, ces peintures éloignées du réel et traitées avec une touche floutée laissent perplexe une partie du public. En effet, la diffusion de la photo et le succès des naturalistes, tel Courbet, développent le goût du réalisme. Le dernier Delacroix est mal compris. Cela n'empêche pas la consécration du maître lors de l'Exposition universelle de 1855, avec son entrée à l'Institut en 1857, ou, un peu plus tard, avec le transfert posthume de ses œuvres au Louvre.

Une influence majeure sur la seconde partie du XIX^e siècle

Aussitôt après la mort de Delacroix, en 1863, son atelier dans le quartier de Saint-Germain-des-Prés est vidé, le contenu dispersé et les locaux reloués. Pire, plus de soixante ans après la disparition du peintre, en 1928, on parle de destruction. Des artistes menés par Maurice Denis s'indignent et organisent une souscription pour racheter le site et en faire un musée. L'inauguration a lieu en 1932.

Delacroix est pour cette génération une grande figure tutélaire. Cependant, il est difficile de voir en lui un précurseur des peintres fondateurs du musée avec lesquels il n'a, en réalité, à peu près rien en commun. Sa filiation avec eux est probablement d'un autre ordre. En effet, année après année, Delacroix laisse de nombreux écrits, notamment un journal, publié en 1993. Ce texte permet de partager la vie d'un grand créateur, ses doutes et ses intuitions. De nombreuses personnes, au début du xx^e siècle, s'identifient ainsi au personnage de Delacroix davantage qu'à son héritage artistique. Il incarne *l'artiste*. L'exposition actuelle donne un intéressant aperçu de ses manuscrits.

La véritable postérité de Delacroix se situe probable-

ment dans des mouvements négligés de nos jours, mais qui ont une large extension dans la seconde partie du xix^e siècle. Je veux parler des peintres dits pompiers, académistes ou symbolistes. Le goût de Delacroix pour une facture matiériste s'épanouit particulièrement chez eux. Sa propension aux grandes machines et aux sujets imaginatifs, voire délirants, s'y retrouve également. Comment ne pas y penser en regardant son *Apollon vainqueur du serpent Python* ou son *Sardanapale* ? De même, la proximité entre son *Entrée des Croisés dans Constantinople* et la toile de Benjamin-Constant *L'Entrée du sultan Mehmet II dans Constantinople* parle d'elle-même. On pourrait multiplier les exemples. Toujours est-il qu'en parcourant l'exposition présentée au Louvre, on a le sentiment que ce peintre, relativement isolé dans la première partie du xix^e, a significativement contribué au foisonnement d'artistes qui ont marqué la seconde partie de ce même siècle. On doit donc beaucoup à Delacroix. •



À voir absolument : « Delacroix », musée du Louvre, jusqu'au 23 juillet.

La Liberté guidant le peuple, non sans quelques malentendus...

Delacroix présente au Salon de 1831 une grande toile intitulée *Scènes de barricades*, vite rebaptisée *La Liberté guidant le peuple*. La toile fait référence aux journées insurrectionnelles des Trois Glorieuses qui portent au pouvoir Louis-Philippe. Les barricades, guère pratiquées depuis la Fronde, retiennent l'attention de Delacroix. Il en fait son sujet. Il mise sur un modelé sculptural. Il assourdit les tons pour faire ressortir les couleurs du drapeau. Il représente les insurgés s'avancant face aux regardeurs, à la façon d'un rouleau compresseur. Toutes les classes urbaines semblent unies dans un même élan, depuis un bourgeois en chapeau jusqu'à un enfant des rues, futur modèle de Gavroche. Alors que le *Radeau de la Méduse* est un manifeste indépassable de la France décliniste après la chute de l'Empire, la *Liberté* semble l'étendard de l'optimisme français retrouvé. Le succès est au rendez-vous et l'État l'achète.

Cependant, à y regarder de plus près, la composition est ambiguë. D'abord, les côtés détestables de l'insurrection y ont toute leur part. Au premier plan s'entassent des cadavres dépouillés par les

pillards de leurs objets personnels et même de leurs vêtements. Ça plombe un peu l'héroïsme ambiant. Ensuite, la figure de la liberté elle-même pose un problème. On ne sait pas très bien si c'est une allégorie, auquel cas elle est recevable en tant que liberté libérale, au même titre que l'élégant *Génie de la Bastille*. Toutefois, cette femme charpentée et à la poitrine débraillée pourrait être une poissarde des faubourgs et, dans ce cas, ce serait une liberté populaire et républicaine. Tout le monde est bien embêté. Finalement, l'œuvre est décrochée et rendue à son auteur. La toile passe ainsi une bonne partie du xix^e siècle hors de la vue du public.

À notre époque, la « Liberté » semble devenue définitivement républicaine. Elle orne le billet de cent francs de 1978 à 1995. Elle est l'objet d'appropriations variées allant de la Fête de l'Huma au mouvement Debout la France. En 2012, elle est prêtée temporairement au musée du Louvre-Lens pour son ouverture. Elle termine la perspective de la Galerie du temps, comme si la République française était l'aboutissement de toute l'histoire humaine. Ça énerve certains. Le 7 février 2013, une étudiante tague dessus une référence aux attentats du 11-Septembre. Heureusement, la *Liberté* est facilement restaurée. •

L'ODEUR DE LA SAINTETÉ

Par Françoise Bonardel

Dans le judaïsme et le christianisme, Dieu est hors de portée de l'homme. Pourtant, les croyants juifs et chrétiens parlent du Créateur comme s'il était appréhensible par les cinq sens. Cette contradiction inhérente aux grands monothéismes a inspiré à l'historien israélien Aviad Kleinberg *Le Dieu sensible*, une étude pleine d'érudition et d'humour.

Quand un auteur est habité par une idée originale et forte, il s'emploie à en décliner les facettes dans ses livres successifs. Que le dernier essai d'Aviad Kleinberg (*Le Dieu sensible*) se suffise amplement à lui-même n'interdit pas d'y voir le prolongement d'un questionnement déjà à l'œuvre dans son *Histoire des saints* (Gallimard, 2005) où il soulignait le caractère « amphibie » de l'homme saint qui, franchissant les frontières ordinaires entre l'humain et le divin, devenait à ce titre « prophète dans son propre pays¹ ». Pas n'importe quel prophète, puisqu'au lieu d'être la « bouche de Dieu » comme ses prestigieux ancêtres bibliques, le saint juif et surtout chrétien se contente de sensibiliser les humains à la manifestation paradoxale d'un Dieu devenu lui-même « sensible », dont il est le témoin. Une parenté méconnue unit donc les saints au « Dieu sensible » dont la présence ambiguë fait voler en éclats les catégories logiques et théologiques.

Professeur de théologie chrétienne à l'Université de Tel-Aviv et spécialiste des pratiques religieuses du Moyen Âge, Aviad Kleinberg se positionne lui-même dans son dernier essai en témoin curieux plus qu'en savant, qu'il est aussi évidemment. S'il ne fait pas mystère de la sympathie que lui inspirent les textes religieux juifs et chrétiens, aucun d'entre eux ne lui a insufflé la foi en un Dieu tout-puissant. À la distance requise de tout chercheur par rapport à son objet d'étude s'ajoute celle du citoyen israélien de culture laïque refusant,

par fidélité aux siens assassinés par les nazis, de croire en un « Dieu de justice » cruellement absent ou indifférent quand son peuple souffrait le martyre. Kleinberg n'en fait pas moins état de l'émotion ressentie au contact de ces textes « immergés dans le sublime » et posant avec une acuité rare quelques-unes des questions fondamentales quant au sens de la vie humaine. Que les réponses apportées par les religions ne l'aient guère convaincu ne l'empêche pas d'être sensible au « charme puissant » exercé par ces récits.

Agnostique, donc, plutôt qu'athée militant, et érudit doté de bienveillance et d'empathie, Aviad Kleinberg décrit avec une attention souvent amusée les manifestations irrationnelles à travers lesquelles Dieu s'est parfois rendu « sensible » ; manifestations qu'il se refuse à condamner au nom de la raison ou de l'orthodoxie religieuse comme l'ont si souvent fait théologiens et philosophes, vis-à-vis desquels il a parfois la dent dure. Témoin, mais aussi herméneute, cet historien montre avec force que la position de pouvoir inhérente à chacun de ces discours n'a jamais pu venir à bout de ce qui s'est joué à travers ces personnages hors du commun – saints, prophètes, visionnaires – devenus les auteurs involontaires d'une « théologie alternative » infiniment plus novatrice et fédératrice, socialement et culturellement, que la théologie officielle avec qui elle ne pouvait qu'entrer en rivalité. De ce point de vue, la dernière phrase d'*Histoire des saints* – « La chair s'est faite parole » – est devenue le motif principal du Dieu sensible puisque le Tout-Autre, jusqu'alors infiniment lointain, s'est mis à « parler » en s'inscrivant dans la chair des martyrs et des saints.

Seule une théologie négative, dite aussi « *apophatique* » (gr. *apophasis*, négation), a pu affronter le paradoxe de la présence-absence divine, sans jamais prétendre épuiser le mystère de cet « Être » qui est aussi néant, ou indicible infini (*En Sof*) selon la kabbale juive. Ce n'est

Philosophe et essayiste, professeur émérite de philosophie des religions à la Sorbonne



L'historien israélien Aviad Kleinberg.

toutefois pas à l'apophase en tant que telle que s'intéresse principalement Kleinberg ; ni au type de discours qu'elle a produit, dont les contorsions stylistiques et les paradoxes font de l'apophatisme religieux un art subtil, proche de celui des maîtres zen, visant à déstabiliser l'esprit toujours prompt à s'accrocher à la moindre bribe de rationalité et de substantialité. Sans doute cette « table rase » était-elle nécessaire afin de débarasser Dieu des images et des concepts dont l'ont affublé les hommes, et l'on se souvient de Maître Eckhart suppliant la déité inconnaissable (*Gottheit*)... de le délivrer de Dieu (*Gott*) ! Mais les signes de la présence divine ici rassemblés sont d'un autre ordre, et ne rompent qu'en apparence ce jeûne salutaire de l'esprit.

Aviad Kleinberg a en effet consacré la partie la plus importante de son livre à passer en revue ces signes tels qu'ils ont pu être perçus par l'un ou l'autre des cinq sens humains, non sans s'être interrogé sur ce que peut bien signifier la notion même de « *sens spirituel* », puisque aussi bien Dieu ne saurait toucher les êtres humains au sens ordinaire du terme : « *Parler de "sens spirituels", c'est tenter d'infiltrer la sensualité dans les vestibules du langage divin sans payer sa dîme à la corporéité.* » Parmi ces sens, Kleinberg ne mentionne qu'indirectement le cœur, seul capable selon Pascal d'aimer d'un amour authentique le Dieu d'Abraham, d'Isaac et de Jacob, et dont l'expérience mystique exalte la présence (à travers celle du Christ. Quoi de plus « sensible » (sensuel ?) en effet que le Dieu qui se manifeste à travers le corps

supplicié puis glorieux de Jésus-Christ ? On peut à cet égard s'étonner de ne pas trouver mieux représentées dans ce livre certaines des femmes mystiques qui telles Gertrude de Helfta, Angèle de Foligno et Thérèse d'Avila ont été particulièrement réceptives aux manifestations sensibles du divin.

L'examen des épiphanies divines perçues par chacun des cinq sens est à chaque fois l'occasion de soulever une question théologique majeure, à commencer par celle de l'Incarnation qui demeure un scandale théologique pour le judaïsme comme pour l'islam, même si l'audition de la voix de Dieu sur le mont Sinaï est selon Kleinberg une sorte d'équivalent juif de l'Incarnation chrétienne. Mais que dire des querelles théologiques autour de l'Eucharistie puisque aussi bien le corps du Fils de Dieu ne saurait être mangé et digéré comme une nourriture ordinaire ! Ou des débats sans fin pour savoir si les stigmates ont fait de saint François d'Assise un nouveau Christ, rival de l'ancien. Des cinq sens, c'est l'odorat dont la « *simplicité fondamentale* » inspire à l'auteur le chapitre le plus agréablement sensoriel pour le lecteur, en dépit (ou à cause) de son caractère très consensuel : « *La douce odeur est une manière de dire Dieu. [...] Le bien sent bon ; le mal sent mauvais.* »

On a pu dire non sans raison de cet essai qu'il constitue une « *lecture talmudiste de textes chrétiens* » (Marc Liebiez). Talmudiste au sens où cette approche elle- →



Le Christ en croix profané par les djihadistes (cathédrale de Marawi)

PHILIPPINES : LES CHRÉTIENS PRIS POUR CIBLE PAR L'ÉTAT ISLAMIQUE

Cathédrale profanée, prêtre pris en otage, des milliers de réfugiés... :
aujourd'hui, ils comptent sur vous pour se reconstruire.



**OUI, JE VIENS EN AIDE
AUX CHRÉTIENS DE MARAWI :**

JE DONNE :

☐ **15 €** ☐ **30 €** ☐ **50 €**

☐ **Autre montant :€**

☐ Je souhaite recevoir gratuitement le prochain **bulletin d'information de l'AED.**

Chèque à l'ordre de l'AED

MES COORDONNÉES

☐ Mme ☐ Mlle ☐ M. Nom Prénom

Adresse.....

Code Postal Ville.....

Un reçu fiscal vous sera envoyé par courrier ou par e-mail à :

.....@.....

même « amphibie » des textes sur le mode distance/empathie tend à adoucir les tensions propres à la théologie chrétienne, soumise aux exigences logiques de la pensée grecque, et à favoriser la coexistence des contradictions dès lors qu'elles ne mettent pas en péril la cohérence sociale, mais favorisent au contraire la diversité dont se nourrit au quotidien la vie privée et collective. Autant le Dieu des théologiens est cohérent mais terriblement abstrait – « *un centre de gravité symbolique* » –, autant celui des rabbins est un être hybride « *pétri de contradictions insolubles* » qui le rendent plus proche des êtres humains, avec qui d'ailleurs il s'entretient. Que le Dieu lointain puisse devenir « sensible » est donc la bonne nouvelle annoncée par un auteur juif à ceux des chrétiens qui en auraient oublié la couleur, la saveur et l'odeur.

L'un des charmes de ce livre, et non des moindres, est enfin de voir l'érudit, le chercheur de textes rares céder la parole au conteur heureux de relater ces expériences extravagantes, et conscient que les récits, petits ou grands, sont finalement seuls éducateurs et fédérateurs. Avoir dégagé d'une énigme théologique insoluble une série de récits offerts aux âmes ferventes

et simples – il en est encore aujourd'hui ! – est une prouesse doublée d'une promesse inédite. Si l'ennui peut parfois être « *une arme de résistance culturelle particulièrement efficace* », comme l'a montré Aviad Kleinberg dans une chronique publiée sur Causeur.fr², le fait qu'on ne s'ennuie à aucun moment en lisant son livre ne prouve en rien qu'il ne contribue pas à réarmer les esprits face aux pouvoirs divers qui ont pris le relais des religions en matière d'asservissement mental et spirituel. La présence sensible d'un Dieu auquel on ne croit plus vraiment pourrait à cet égard se révéler plus efficace, culturellement parlant, que les discours des moralistes et des théologiens. •



Aviad Kleinberg, *Le Dieu sensible*, traduit de l'anglais par Jacques Dalarun, « Bibliothèque des idées », Gallimard, 2018.

1. *Prophets in Their Own Country*, University of Chicago Press, 1992. Aviad Kleinberg esquisse dans cet essai un certain nombre des thèmes qui seront développés dans son *Histoire des saints*.
2. « S'ennuyer à la folie », 8 février 2008. Aviad Kleinberg publie également une chronique hebdomadaire dans le quotidien israélien *Yedioth Aharonot*.

C'ÉTAIT ÉCRIT QUAND BERNANOS AVAIT TOUBON

Par Jérôme Leroy

Si la réalité dépasse parfois la fiction, c'est que la fiction précède souvent la réalité. La littérature prévoit l'avenir. Cette chronique le prouve.

Un lieu commun veut que quand on avance en âge, on vire politiquement de la gauche vers la droite. Ce phénomène est ces temps-ci flagrant chez d'anciens soixante-huitards passés des barricades au soutien du macronisme après celui aux guerres néocons. Ionesco leur avait lancé, à l'époque : « *Rentrez chez vous, dans vingt ans vous serez tous notaires !* » Plus fouillée est la manière dont Guy Hocquenghem, dans *Lettres de ceux qui sont passés du col Mao au Rotary* (1986), prophétise l'évolution de ses anciens camarades : « *Alliant le pire de la gauche, le cœur comme idéologie légitimant toutes les horreurs, et de la droite, le pragmatisme de l'Ordre et le nationalisme colonial, l'apostasie qui vous a retournés de l'anti-impérialisme au nucléaire, vous la présentez comme une exigence éthique de haute volée. Qui n'appelle pas comme vous à la guerre impériale, anti-russe pour les uns, anti-arabe pour les autres, anti-pacifistes pour tous, est une brebis*

galeuse, un antisémite, un traître à la patrie tout à la fois. » Cette manière de peindre le paysage intellectuel de 2018 plus de quarante ans avant a de quoi troubler.

Mais le mouvement inverse, celui du jeune réac qui devient de gauche en vieillissant existe également. Le Défenseur des droits Jacques Toubon vient ainsi de s'opposer frontalement aux députés LREM sur la question du droit d'asile. Dans les années 1980, il était un député RPR qui refusait l'abolition de la peine de mort, la dépenalisation de l'homosexualité et était sanctionné à l'Assemblée nationale pour insulte au chef de l'État. Aujourd'hui, il lance à la majorité : « *Les droits fondamentaux, c'est savoir si je passe la nuit dans la rue ou si je la passe au chaud. Ça, c'est le contraire de l'abstraction. Les droits fondamentaux [...], c'est sur les trottoirs du boulevard de la Villette.* » Dira-t-on de Jacques Toubon qu'il a eu des accents bernanosiens ? Bernanos a fait partie de ceux passés de droite à gauche. Maurassien, la guerre d'Espagne¹ le fit rompre avec ses amis pour prendre le parti des Républicains contre Franco. Ce catholique fervent y parle entre autres de l'« ignoble évêque de Majorque » et écrit : « *Ce que je sais, c'est que tuer un pauvre est abominable, parce qu'un pauvre est sans défense.* » Il se retrouve de fait dans le même camp que les communistes et son camp ne lui pardonnera pas. Léon Daudet le traite dans *L'Action française* de « *pourriture* » et de « *nature femelle* ». On espère de la part de ses anciens amis, des réactions plus policées... •

1. *Les Grands Cimetières sous la Lune* (1938).

INA VIVE LA TÉLÉ DE PAPA !

Par Thomas Morales

Par la magie d'internet, les archives de la télévision sont accessibles à volonté. Notre grand reporter s'est offert, grâce à un abonnement modique à l'Institut national de l'audiovisuel, une orgie de « Radioscopie », « Au théâtre ce soir », ou « Sacha show ». Une cure de jouvence à côté de laquelle le petit écran actuel paraît aussi excitant que la mire.

Il n'y a pas que les jeunes qui soient scotchés devant les écrans. Les vieux aussi sont accro à leurs tablettes depuis que le site internet de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) a mis en ligne des millions d'archives. Cette addiction fait même des ravages dans les couples. La virtualité nostalgique est un puissant tue-l'amour. L'INA plus forte que le Viagra ? Ses effets mettent des heures, voire des jours, à s'atténuer sur l'organisme. Si bien qu'il est impossible de décrocher. Vous commencez par regarder un extrait de dix minutes et vous y passez la nuit entière. Parole de camé.

Une spirale infernale qui vous entraîne d'un reportage de guerre à une pièce de théâtre, d'une retransmission sportive à « La famille Duraton », ou d'une dramatique à un « Sacha show ». L'éventail des vices télévisuels est immense. Le plaisir toujours plus intense. Pour les drogués du PAF, l'INA propose même une offre premium : un pass illimité à 2,99 euros par mois et l'accès à un catalogue quasi infini de séries, fictions, documentaires, concerts, etc. Ce n'est plus Bry-sur-Marne (siège de l'INA), c'est Babylone-sur-Télé ! La TNT et ses 27 chaînes gratuites peuvent couper le signal. Quand on a goûté aux vapeurs de l'INA, le reste paraît aussi excitant que la mire, un soir d'hiver,

dans une chambre de bonne avec vue sur la gare de Vierzon. Le poste de papa est définitivement mort. Mais on se régale avec la télé d'avant.

L'INA vous offre un voyage dans le temps de votre sofa. Avertissement, carré blanc, appel au CSA, cette machine à explorer le passé n'est pas sans risques pour les cœurs fragiles, les émotifs et les sentimentaux. Car revoir une émission de notre enfance, une actrice figée dans sa jeunesse éternelle ou un écrivain admiré procure un sentiment ambigu, l'impression de se télétransporter dans une capsule douillette en dehors des tracasseries du quotidien, mais également un désarroi face aux programmes actuels. Comment autant d'intelligence et de finesse ont-elles pu être balayées en une vingtaine d'années ? Faites l'expérience de l'INA pour constater que la télé fut un laboratoire d'idées, une maison de la culture ouverte à tous et un diffuseur de savoir. Cette télé qu'on nous racontait être sous surveillance politique avait plus de génie que toutes les fausses libertés d'un système soumis à la concurrence. La multiplication des canaux a contraint l'expression et a nivelé vers le bas.

À la manière de la comptine des trois petits chats, « marabout, bout d'ficelle, selle de cheval... », l'INA se répand comme un rhizome, ses ramifications sont abyssales. Un week-end, il était 20 heures, j'avais abandonné l'idée de regarder les chaînes hertziennes. J'avais soif d'objectivité et d'aventures. Je me laisse donc guider par l'INA. Mon envie du moment était de revoir la Citroën SM à moteur Maserati. Je tombe en accès libre sur le journal « Provence actualités » de 1970 où un journaliste essaye ce fleuron de l'industrie automobile française sur l'autoroute de l'Est. La voiture est blanche, immatriculée 75. Elle file sur la voie de droite, la prévention routière n'était pas dans le car régie. Le « pilote » parle d'allure rapide, de 16 chevaux fiscaux, d'un six cylindres en V et d'une consommation entre 13 et 21 litres sans sourciller. Je sens que la mélodie du bonheur va m'envahir. Je me dis que ces années 1970 fondaient sans faux-semblants et sans cache-sexe.



L'actrice Marina Vlady, invitée de Jacques Chancel dans l'émission Radioscopie, sur France Inter, mai 1972.

Après la Citroën blanche, je réécoute « Radioscopie » du 28 avril 1978, consacrée à Michel Déon. Le générique composé par Georges Delerue me met déjà en transe. Jacques Chancel peut démarrer l'interview. « *J'ai toujours aimé voyager et vivre à l'étranger* », déclare l'auteur des *Poneys sauvages*. Il ose même sur le service public cette phrase insensée : « *J'ai des réactions d'homme de droite.* » Plus tard, ce conseil me console : « *Il ne faut pas qu'un écrivain réussisse tout de suite.* » J'imagine alors l'académicien repartir en Irlande, juste après l'enregistrement à la maison de la Radio.

Je saute du coq à l'âne. Je me souviens vaguement que Nino Ferrer aimait les chevaux. L'INA permet ces sauts-de-mouton. Je tombe alors sur l'émission « 30 millions d'amis » diffusée le 26 mai 1979 dans sa propriété du Lot, près de Cahors. Nino chante au coin du feu, il n'est pas entouré de Mirza, mais de Vania, un dogue allemand, de Valentin, un berger des Abruzzes et de Siam, un lévrier afghan qu'il appelle affectueusement le « Baron de la serpillière ». « *Mes chiens chantent* », dit-il.

Deux jours plus tôt, ce même mois de mai, Alain Jérôme présentait « Il était une fois Roland-Garros ». Le documentaire s'ouvre sur Borg remplaçant son bandeau au millimètre près, puis l'entrée sur le central de trois mousquetaires en habits de ville, trois vieux

messieurs, un hommage est rendu ce jour-là à Henri Cochet, à René Lacoste et à Jean Borotra. C'est Claude Brasseur qui raconte l'histoire du tournoi de tennis de la porte d'Auteuil.

Du coup, par association d'idées, je ne résiste pas alors à la gourmandise du dimanche soir : revoir un épisode des « Nouvelles aventures de Vidocq » mises en scène par Marcel Bluwal, notamment un épisode de 1973 avec Jacques François, Dominique Zardi et l'inatteinable Marc Dudicourt. Je retrouve l'acteur dans « Au théâtre ce soir », dans *L'École des contribuables*, une pièce où il partage la scène avec Robert Manuel et Michel Roux. Je pense immédiatement au théâtre Daunou, proche de l'Opéra et, de fil en aiguille, j'arrive sur un court programme de l'ORTF datant de 1967 intitulé « Heures de Paris », une sorte de déambulation à la manière de Blondin. Entre 20h et 4h, seulement soutenues par une musique d'ambiance, les images défilent. Le quartier de l'Opéra, la boutique de bijoux Burma, les publicités de cognac Martell, les cars de touristes stationnés, les restaurants qui se remplissent, les vitrines qui scintillent, et la nuit qui avance, les rues deviennent désertes, la caméra prend le chemin des Halles.

Et je me rends compte que le soleil se lève dans mon appartement. •



LES CARNETS DE ROLAND JACCARD

QUAND GROZDANOVITCH RENCONTRE JEAN-PIERRE GEORGES...



1. UNE MÉLANCOLIE MINIMALISTE

Denis Grozdanovitch me raconte que c'est en 1983 qu'il a lu pour la première fois un poème de Jean-Pierre Georges publié dans la NRF, alors dirigée par Georges Lambrichs, qui ne s'y était pas trompé : il était urgent en ces temps d'optimisme niais – Mitterrand au pouvoir – de découvrir cette variété de mélancolie minimaliste et souvent désopilante où Jean-Pierre Georges excellait.

Intrigué, Denis Grozdanovitch lui rendit visite au fin fond de Romorantin, par un jour de pluie tenace. Nous déjeunâmes, se souvient-il, dans un petit boui-boui borgne en face de l'école où il enseignait. Extrêmement aimable et courtois, il tint à Denis des propos désabusés, puis lui lut quelques textes très courts, parfois des aphorismes, qui lui firent un effet aussi roboratif qu'un cordial doux-amer. Il lui conseilla notamment de dire toujours « non » sans réfléchir s'il ne voulait pas que les ennuis

commencent. Il lui confia aussi qu'il aspirait non à réussir sa mort – « *j'entends parfois des inepties de ce calibre* », ajouta-t-il – mais à la rater. Quand Denis lui demanda ce qu'il reprochait à la vie, il répondit ironiquement : ce petit quelque chose qu'elle n'a pas. Après cette conversation aussi insolite que précieuse, Denis me confia cependant que n'importe quel être normalement réfractaire à la doxa consensuelle de rigueur parmi les imbéciles patentés d'aujourd'hui – si nombreux hélas – comprendrait pourquoi, à la seule lecture de Jean-Pierre Georges, il avait su qu'il était condamné à devenir son indéfectible ami.

2. PATRICE JEAN SUCCOMBA LUI AUSSI AU CHARME VÉNÉNEUX DE JEAN-PIERRE GEORGES

C'est une petite société secrète, composée de lecteurs de Cioran, de Georges Perros, de Leopardi ou de Schopenhauer, qui se régale à la parution de chaque nouveau livre de





Jean-Pierre Georges. Patrice Jean, l'auteur de *L'Homme surnuméraire*, en fait naturellement partie, sensible qu'il est à la drôlerie qui émane des réflexions de Jean-Pierre Georges, notamment lorsqu'il supplie Dieu de lui donner le premier mot de son poème, et tant qu'à faire tous les autres, parce que ça l'épuise rien que d'y songer. S'il y avait une philosophie à tirer de l'auteur de *Je m'ennuie sur terre*, ce serait celle de l'ahurissement devant le « vouloir-être » de tous les vivants, depuis la mouche cognant au carreau de la cuisine à ce voisin bedonnant qui, au-dessus de chez vous, écoute Johnny Hallyday à tue-tête.

« Après la lecture de Jean-Pierre Georges, note Patrice Jean, presque tous les autres écrivains font figure de petits marquis poudrés, de paons, de vaniteux tout plein de soi. » J'échange pour ma part volontiers toute l'œuvre de Philippe Sollers contre celle de l'ermite de Romorantin qui exerça longtemps le « hideux métier de pédagogie » (Mallarmé), avant de revenir s'installer dans sa ville natale de Chinon, où il semblerait qu'il ait tenté l'expérience de vivre en 1949, non sans avoir prié ses géniteurs de le prévenir quand la vie commencerait vraiment. Il attend toujours.

3. QUELLE MISÈRE DE N'AVOIR MÊME PAS DE DÉTRACTEURS !

Une vie passée dans la grisaille, sans lecteurs

ni détracteurs. Parfois on se sent si petit qu'on a envie de miauler. Surtout quand on pense, comme Georges, que tout homme qui ne se laisse pas mourir assis sur une pierre, bras ballants, muet, les yeux dans la terre, est une énigme.

Parfois, cependant, un peu de colère affleure dans sa mélancolie. Et là, c'est peu dire que je retrouve un ami, un frère ou tout ce que vous voudrez, voire moi-même, lorsque je lis sous sa plume : « *Non contents de vous avoir jeté au monde alors que vous ne demandiez rien, les parents exigent encore de l'attention, du respect, voire de l'affection ou je ne sais trop quoi. La faute d'être parents devrait se payer d'un mépris total, et j'affirme que pour rétablir un certain "équilibre", tout enfant devrait avoir droit de vie ou de mort sur ses géniteurs.* »

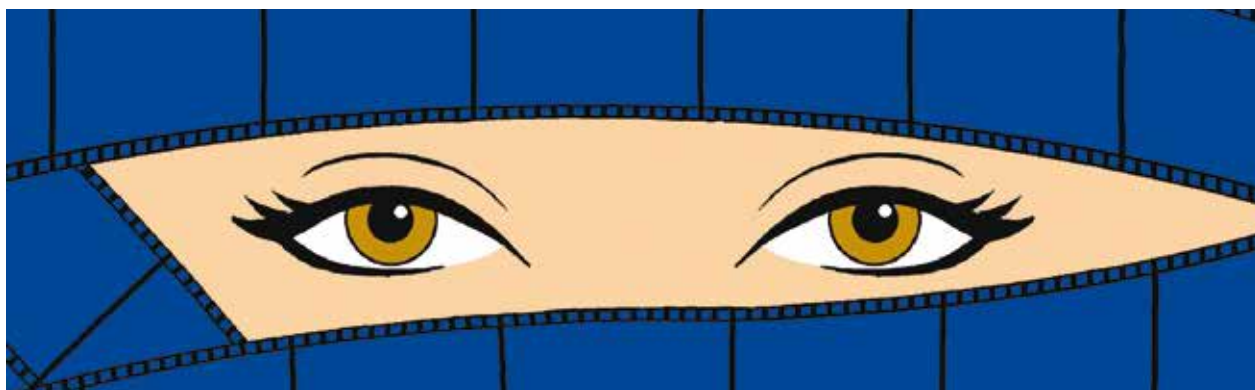
Je songe qu'il faudra que j'envoie à Jean-Pierre Georges *Post Mortem* d'Albert Caraco. Le silence absolu qui a accueilli leurs œuvres respectives m'amène à conclure avec le mot de Scutenaire : « *Ne jugeons pas : condamnons.* » Ou celui de Georges : « *Le 8 avril 1949, j'ai percuté de plein fouet la réalité : je suis toujours dans le coma.* » Il est temps de l'en sortir !

Sa vie fuit quelque part... on ne sait trop où. Mais j'aime cette confidence : les meilleurs moments de ma vie furent ceux passés à rêvasser devant un calendrier des postes. Qui peut en dire autant ? •



C'EST LA JUPE FINALE !

Plus que le critique, le comédien, le musicien et le danseur,
c'est l'ouvreuse qui passe sa vie dans les salles de spectacle.
Laissons donc sa petite lampe éclairer notre lanterne !



Madame Nyssen avait choisi le bon métier. Pas ministre. Éditrice. Un rapport publié le 7 mars confirme : entre 2000 et 2017, zéro Palme d'or féminine au Festival de Cannes, mais 44 prix littéraires sur 108 – presque la moitié. Un auteur ou une auteuse écrit seul.e, tandis qu'une réalisatrice ou un réalisateur donne des ordres. Les trucs relax style théâtre ou danse : 34 % de metteuses en scène, alors que les trucs à trique genre chef d'orchestre : 3 %. Moralité, rayon culture, où y'a pouvoir y'a pas parité. Et les grosses machines supervisées par Notre Ministre Françoise Nyssen sont les pires. Opéra de Paris, Philharmonie, 100 % zizi.

Pour que ça change, Notre Ministre a « *établi une feuille de route* » (depuis Jack Lang le ministère de la Culture se la joue ministère de la Défense, on y distribue des feuilles de route, on y monte au créneau, on y descend dans l'arène. Faut être au moins une femme pour tenir la cadence. Ces dix dernières années, sur six ministres de la Culture, cinq étaient de ce sexe héroïque, et encore à condition de prêter à Frédéric Mitterrand un sexe auquel lui-même ne s'accroche qu'à regret).

Donc, la feuille de route. Grossa moda, elle se résume à quatre consignes : censure (« *veille* », en dialecte local), intimidation (« *obligation spécifique* »), chantage (« *conséquences financières sous la forme d'un "malus" pour les structures labellisées qui ne respecteraient pas ces objectifs* ») et pied au cul (« *déconstruction des stéréotypes* »). Avec un soupçon de soupçon flambé à l'amalgame (« *égalité* » professionnelle = « *répression des auteurs de violences* », avec ou sans preuve).

Ah ça ira, ça ira, Madame Nyssen ne pense qu'à ça. Le 26 février, « *plan d'action* » présenté par une

« *chargée de mission pour les labels Égalité et Diversité au ministère de la Culture* ». Du 5 au 16 mars, « *une vidéo par jour sur le droit des femmes* » diffusée par ladite mission. Le 7, rapport de l'Observatoire 2018 de l'égalité entre les femmes et les hommes. S'il vous reste une heure à tuer, lisez la feuille de route. « *Une réflexion sera ouverte sur la manière de célébrer au Panthéon les femmes ayant œuvré en faveur des droits des femmes.* » Moi j'aurais dit « les hommes ayant œuvré » : toujours plus prudent d'être soutenu par autrui que par soi-même. Les femmes en tant que femmes qui œuvrent au nom des femmes en faveur des droits des femmes, je trouve ça louche. Mesquin.

Mais bon. Tout est relatif. Le 9 avril, Madame Nyssen, Notre Ministre pareil que quinze jours plus tôt, reçoit le ministre de la Culture saoudien, Awwad Alawwad, qui n'est pas une femme. Monsieur Alawwad a sûrement l'intention d'établir une feuille de route pour l'égalité femme-homme. En tout cas, il a dit qu'il voulait construire un opéra comme le nôtre à Djeddah et des cinémas partout en Arabie où le cinéma est un art satanique. Première projection le 18 avril à Riyad : *Black Panther*, gros blockbuster plus oncle Sam que clair de femme dans un pays délicieux où les nanas doivent impérativement porter l'*abaya* pendant que les mecs se pavanent en Nike, où très peu osent encore bouger sans la permission du « gardien », où depuis 2016 une femme s'expose au fouet si elle ouvre le smartphone de son mari (« *sécurité de la famille* », vous voyez que tout est relatif). Mais qui présente neuf courts métrages au Festival de Cannes 2018. Une première, dont Madame Nyssen se félicite. Allez, ma minijupe Medina, mes escarpins Folle du Désert, et à Cannes ! •

Commandez DÈS MAINTENANT ! LE NOUVEAU HORS-SÉRIE

Des Amériques à l'Asie, en passant par l'Afrique et surtout l'Algérie, c'est une longue histoire de conquêtes, de fascination et d'amour entre la métropole et son outre-mer. *Valeurs actuelles* - la collection *le Spectacle du Monde* a voulu lui rendre un juste témoignage par un éclairage équilibré, rappelant les bienfaits et les progrès apportés aussi par cette entreprise partout dans le monde. En 130 pages richement illustrées et en remontant aux sources, ce hors-série remet les choses à l'endroit.



BON DE COMMANDE Remplissez et renvoyez ce bulletin avec votre règlement à : Valmonde Service abonnements - 4 rue de Mouchy 60 438 Noailles cedex - Tél. 01 55 56 70 94

► Vous pouvez également commander sur la boutique de Valeurs actuelles abo.valeursactuelles.com rubrique "Boutique"



☒ **OUI**, je désire recevoir le hors-série **La vraie histoire des colonies** (VAH014) pour 9,90€ enexemplaire(s).

VPX18001

➡ **Total :** €

NOM :

Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Téléphone : E-mail :@.....

Je règle : ☐ par chèque à l'ordre de Valmonde et Cie ☐ par carte bancaire

N° Notez les 3 derniers chiffres au dos de votre carte

Expire à fin Notez les 3 derniers chiffres au dos de votre carte

Signature
obligatoire :

Conformément à la loi « Informatique et libertés » du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux données vous concernant. Par notre intermédiaire, ces données pourraient être communiquées à des tiers afin de vous faire parvenir des sollicitations de la part de nos partenaires commerciaux, d'associations ou de groupements à caractère politique, sauf si vous cochez la case ci-contre ☐ Étranger nous consulter. Dans la limite des stocks disponibles. Visuels non contractuels.

Service abonnements • 4, rue de Mouchy 60438 Noailles cedex • Tél. : 01 55 56 70 94 • Fax : 01 40 54 11 81 • abonnement@valeursactuelles.com • www.valeursactuelles.com
Valmonde et Cie - S.A. au capital de 1 526 926 € - T.V.A. Intracommunautaire FR 53775658412 • R.C.S. Paris B 775 658 412 - Siret 775 658 412 00165

ÉCOLE DE JOURNALISME

[PRESSE ÉCRITE] [RADIO] [TÉLÉVISION]



PARIS LYON MONTPELLIER

L'INSTITUT DES HAUTES ÉTUDES DE JOURNALISME

JOURNÉE PORTES OUVERTES

● ● ● de 10h à 17h

Samedi 26 mai 2018 à Paris

Samedi 2 juin 2018 à Lyon et Montpellier

Samedi 30 juin 2018 à Paris

Rencontrez nos équipes

Attiré par l'actualité ou le monde des médias, vous êtes curieux de nature et recherchez une formation qualifiante à la rentrée 2018. Les journées portes ouvertes sont un moment privilégié pour votre orientation : venez nous rencontrer !



DIPLÔME EUROPÉEN D'ÉTUDES SUPÉRIEURES BAC+3

Formation FEDE - Fédération Européenne Des Écoles

PARIS

8 rue Edouard Lockroy
75011 Paris
Tél. : 09 72 63 30 03

LYON

185/187 rue Léon Blum
69100 Villeurbanne
Tél. : 04 78 35 78 56

MONTPELLIER

2 rue Patrice Lumumba
34070 Montpellier
Tél. : 04 67 81 96 25

www.hej.fr - 09 72 64 02 80